La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2004 : excédent budgétaire de 346 millions de dollars

Un excédent budgétaire de 346 millions de dollars a été enregistré en janvier 2004, soit 257 millions de plus que l'excédent recalculé de 89 millions de dollars enregistré en janvier 2003. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont augmenté de 284 millions de dollars et les charges de programmes, de 171 millions. Pour leur part, les frais de la dette publique ont reculé de 144 millions de dollars.

D'avril 2003 à janvier 2004 : excédent budgétaire de 5,5 milliards de dollars

L'excédent budgétaire est estimé à 5,5 milliards de dollars pour la période allant d'avril 2003 à janvier 2004, en baisse de 1,7 milliard de dollars par rapport à l'excédent de 7,2 milliards constaté pour la période correspondante de 2002-2003. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont augmenté de 2,9 milliards de dollars, ou 2,0 %, témoignant principalement de la vigueur des rentrées au titre de l'impôt des particuliers et des sociétés, qui a été compensée dans une certaine mesure par le recul des rentrées au titre des taxes et droits d'accise. La faible croissance générale des revenus cette année traduit l'impact économique de certains chocs nationaux qui ont touché l'économie canadienne en 2003. Les charges de programmes ont augmenté de 6,0 milliards de dollars, ou 5,7 %, principalement à cause de nouvelles initiatives de dépenses annoncées dans les récents budgets et de l'augmentation des frais de fonctionnement. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard de dollars, ou 4,8 %, en raison du fléchissement des taux d'intérêt.

Janvier 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de 346 millions de dollars affiché en janvier 2004 dépasse de 257 millions de dollars l'excédent de 89 millions enregistré en janvier 2003, alors que la hausse des revenus de l'impôt sur le revenu et la baisse des frais de la dette publique ont plus que compensé le recul des revenus d'autres sources et la progression des charges de programmes.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, établis à 14,6 milliards de dollars, ont augmenté de 0,3 milliard, ou 2 %.

- Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 3,4 %, ce qui est surtout attribuable à la hausse des retenues à la source découlant de l'augmentation du nombre d'emplois et du revenu des particuliers.
- Les revenus de l'impôt des sociétés ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 17,4 %, pour atteindre 1,9 milliard par suite de l'augmentation des recettes brutes.
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ou 6,2 %, toutes les composantes ayant baissé. Les revenus provenant de la taxe sur les produits et services (TPS) ont reculé de 0,1 milliard de dollars, ou 5,6 %. En dépit du recul marqué des remboursements, les recettes brutes tirées des ventes nationales et des biens importés ont également régressé par suite de la faiblesse des ventes au détail en décembre. Les droits de douane à l'importation ont reculé de 19,3 %, tandis que les taxes de vente et d'accise ont régressé de 3,3 %.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 2,2 % étant donné que la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) a compensé la progression de l'emploi et donc du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, soit les revenus tirés des sociétés d'État, de la vente de produits et services, et des opérations de change, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 13,2 %. Cette composante est très instable et varie d'un mois à l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes en janvier 2004, qui s'établissent à 11,3 milliards de dollars, ont dépassé de 0,2 milliard de dollars, ou 1,5 %, celles de janvier 2003. Les paiements de transfert ont progressé de 0,5 %, tandis que les autres charges de programmes ont augmenté de 3,8 %.

Les paiements de transfert ont connu une hausse de 0,5 %, d'une année sur l'autre, la hausse au chapitre des transferts aux particuliers et aux autres administrations ayant en large part été annulée par la diminution des subventions et des autres transferts.

- Les principaux transferts aux particuliers, à savoir les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont affiché une hausse de 3,3 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,0 % en raison de la hausse de la moyenne des prestations, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes admissibles aux prestations. Les versements de prestations d'assurance-emploi ont progressé de 2,3 %, principalement sous l'effet d'une augmentation des prestations moyennes.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour programmes permanents, ont connu une hausse de 9,2 %. L'augmentation d'une année sur l'autre s'explique surtout par la hausse du TCSPS en espèces, par suite de l'entente conclue en février 2003 par les premiers ministres pour bonifier l'aide financière, la faisant passer de 18,6 milliards de dollars en 2002-2003 à 20,3 milliards de dollars en 2003-2004. Les transferts fiscaux, qui se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes, ont augmenté de 7,4 %. Les droits à péréquation, la principale composante des paiements de transfert fiscal, sont fondés sur les prévisions officielles de septembre 2003. Les résultats de février 2004 feront état des prévisions officielles de 2003-2004 qui viennent d'être révisées.
- Les subventions et autres transferts ont régressé de 0,3 milliard de dollars, ou 14,2 %, en raison principalement de la diminution des subventions agricoles, des transferts aux Autochtones ainsi que des transferts au titre du développement industriel et régional. La baisse d'une année sur l'autre reflète surtout le calendrier des paiements.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense et les sociétés d'État. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 3,8 %, l'augmentation des dépenses liées à la défense et de toutes les autres charges des ministères et organismes ayant grandement neutralisé la baisse des transferts globaux aux sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 4,6 %, en raison principalement d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

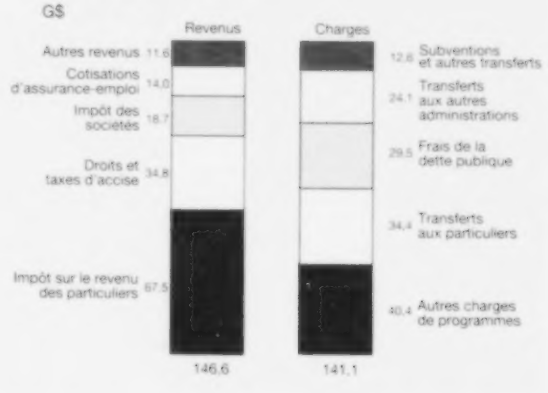
D'avril 2003 à janvier 2004 : résultats budgétaires

Au cours des dix premiers mois de l'exercice 2003-2004, un excédent budgétaire de 5,5 milliards de dollars a été enregistré, soit une détérioration d'une année sur l'autre de 1,7 milliard de dollars par rapport à l'excédent de 7,2 milliards de dollars affiché pour la période correspondante de l'exercice 2002-2003. La diminution de l'excédent est attribuable à l'incidence sur les revenus du ralentissement économique résultant d'une série de chocs survenus dans l'économie canadienne. Elle découle aussi des initiatives de dépenses et de la réduction des impôts annoncées dans les derniers budgets.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui s'établissent à 146,6 milliards de dollars, ont augmenté de 2,9 milliards de dollars, ou 2,0 %.

- Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 1,6 %. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des versements d'impôt sur les revenus d'emploi, étant donné que l'emploi et, par conséquent, le nombre de Canadiens qui paient de l'impôt ont progressé par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse a été quelque peu atténuée par les mesures de réduction d'impôt annoncées dans les budgets précédents.

Revenus et charges
(d'avril 2003 à janvier 2004)



105-02572/

En outre, l'augmentation des revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers a été touchée par la croissance modérée du revenu des particuliers qui a progressé de 2,7 % en 2003, en baisse par rapport à 3,3 % en 2002, sous l'effet des chocs qui ont frappé l'économie canadienne en 2003. Tout compte fait, la croissance des impôts sur le revenu des particuliers jusqu'à maintenant correspond à la croissance des revenus des particuliers rajustée en fonction de l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans les budgets précédents.

- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 3,7 milliards de dollars, ou 24,8 %, par suite de l'augmentation marquée des bénéfices des sociétés en 2003 et de la diminution des remboursements. Les bénéfices des sociétés ont progressé de 10,1 % en 2003, en hausse par rapport aux 4,3 % enregistrés en 2002.
- Les droits et taxes d'accise ont diminué de 1,4 milliard de dollars. D'une année sur l'autre, les revenus de TPS ont chuté de 5,6 %, sous le coup des baisses des recettes brutes de TPS sur les importations et de la faiblesse des recettes brutes tirées des ventes nationales. De plus, les remboursements ont marqué une hausse appréciable du fait de la forte croissance de la construction résidentielle et de l'accroissement des dépenses dans le secteur des municipalités, des universités et des hôpitaux. Les taxes de vente et d'accise ont progressé de 3,2 %, tandis que les droits de douane à l'importation ont diminué de 9,7 %, traduisant la baisse du nombre d'importations assujetties à ces droits.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 3,5 % étant donné que la réduction des taux de cotisation a largement compensé l'incidence de l'augmentation du nombre de personnes détenant un emploi.
- Les autres revenus ont progressé de 0,4 %.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période allant d'avril 2003 à janvier 2004 ont augmenté de 6,0 milliards de dollars, ou 5,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2002-2003.

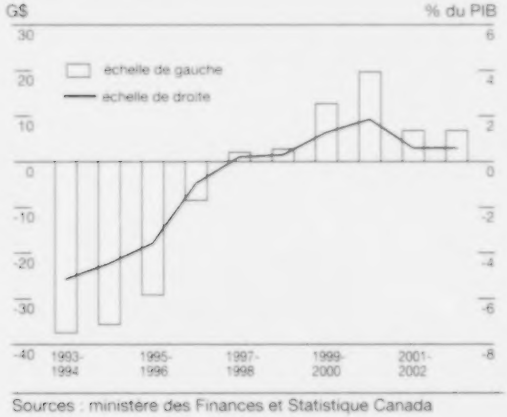
Les paiements de transfert ont progressé de 3,9 milliards de dollars, ou 5,8 %.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 4,3 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,9 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont progressé de 3,4 % en raison d'une augmentation du nombre de bénéficiaires et d'une hausse des prestations hebdomadaires moyennes.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 6,1 %, traduisant principalement la hausse des droits au titre du TCSPS.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 9,4 %, principalement sous l'incidence des mesures budgétaires et de l'augmentation de l'aide financière accordée aux agriculteurs.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 2,1 milliards de dollars, ou 5,6 %, toutes les composantes ayant enregistré une hausse. La majoration des charges des sociétés d'État, de la Défense et de tous les autres ministères et organismes est essentiellement attribuable à l'accroissement des charges de fonctionnement et aux mesures stratégiques annoncées dans les budgets antérieurs.

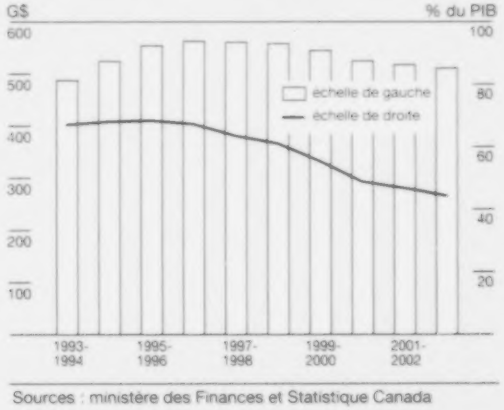
Les frais de la dette publique ont diminué de 4,8 %, en raison principalement d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

La revue financière

Besoins financiers de 3,1 milliards d'avril 2003 à janvier 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 8,7 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 2003-2004, en hausse de 0,3 milliard de dollars par rapport aux besoins de la période correspondante de l'exercice 2002-2003. Les créditeurs, les débiteurs, les charges à payer et les provisions ont augmenté de 2 milliards de dollars, augmentation qui s'explique essentiellement par les transferts en espèces dans les fonds de fiducie établis dans le budget de 2003 pour le supplément en espèces du TCSPS (2,5 milliards de dollars) et le Fonds pour l'achat d'équipement médical et diagnostique (1,5 milliard de dollars). Le passif au titre de ces transferts vers les fonds de fiducie a été établi en 2002-2003 et a eu une incidence sur le solde budgétaire de cet exercice. Toutefois, les paiements en espèces à ces fiducies influent sur les opérations non budgétaires et les besoins financiers du présent exercice. L'incidence globale de ces paiements sur les opérations non budgétaires a été en partie compensée par la hausse des fonds nets provenant d'opérations de change.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 5,5 milliards de dollars et de besoins nets de 8,7 milliards de dollars pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 3,1 milliards de dollars pour la période allant d'avril 2003 à janvier 2004.

Activités nettes de financement en baisse de 7,9 milliards de dollars

Les besoins financiers de 3,1 milliards de dollars ont été comblés par une réduction des soldes de trésorerie du gouvernement et une diminution du montant net des activités de financement de 7,9 milliards de dollars réalisée principalement par l'entremise d'une baisse des opérations sur la dette non échue, surtout des bons négociables. Par conséquent, les soldes de trésorerie ont régressé de 11 milliards de dollars. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de janvier 2004, les soldes de trésorerie s'établissaient à 3,7 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

Depuis avril 2003, La revue financière présente les résultats financiers selon la comptabilité d'exercice intégrale. La nouvelle présentation a nécessité la refonte des résultats mensuels publiés précédemment pour 2002-2003. Elle a aussi entraîné un certain nombre de modifications au chapitre de la classification et de la terminologie.

Dans le cadre du budget de 2003, le gouvernement a mis en œuvre l'engagement de présenter ses états financiers suivant la comptabilité d'exercice intégrale. Auparavant, ces derniers étaient préparés d'après la comptabilité d'exercice modifiée. La comptabilité d'exercice intégrale permet de présenter un état plus complet de l'actif et du passif, et de donner une image plus claire de la situation financière du gouvernement. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, le solde budgétaire reflète mieux l'évolution de la conjoncture économique, plutôt que d'être à la remorque des événements de l'exercice précédent. Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés recommande que les instances supérieures des administrations publiques adoptent cette norme comptable. Celle-ci a aussi été fortement recommandée par le vérificateur général du Canada et le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

Le passage à la comptabilité d'exercice intégrale a une incidence surtout sur les revenus fiscaux et les actifs non financiers (les immobilisations). Les revenus fiscaux sont désormais comptabilisés dans la période à laquelle ils se rapportent, et non lorsqu'ils sont reçus, comme c'était le cas avec la méthode modifiée. D'après la comptabilité d'exercice intégrale, le coût des immobilisations est maintenant réparti sur la période de vie utile de ces actifs. Selon la méthode modifiée, ces coûts étaient constatés durant l'année de leur acquisition. Pour de plus amples renseignements sur la mise en œuvre et l'incidence de la comptabilité d'exercice intégrale, voir l'annexe 6 du *Plan budgétaire de 2003*, à l'adresse www.fin.gc.ca.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	14 363	14 647	143 754	146 629
Charges				
Charges de programmes	-11 138	-11 309	-105 514	-111 535
Frais de la dette publique	-3 136	-2 992	-31 024	-29 545
Solde budgétaire (déficit ou excédent)[1]	89	346	7 216	5 549
Opérations non budgétaires	2 332	2 227	-8 381	-8 686
Ressources ou besoins financiers	2 421	2 573	-1 164	-3 137
Variation nette dans les activités de financement	-1 434	-6 186	-5 964	-7 897
Variation nette dans l'encaisse	987	-3 613	-7 126	-11 034
Encaisse à la fin de la période			4 822	3 666

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] En vertu de la comptabilité d'exercice modifiée, un excédent de 18 millions de dollars a été enregistré en janvier 2003.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2003	2004	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 455	6 676	3,4	66 457	67 543	1,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 587	1 863	17,4	14 962	18 668	24,8
Autres impôts sur le revenu	562	469	-16,5	2 510	2 493	-0,7
Total des impôts sur le revenu	8 604	9 008	4,7	83 929	88 704	5,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 355	2 224	-5,6	25 333	23 902	-5,6
Droit de douane à l'importation	254	205	-19,3	2 663	2 406	-9,7
Taxes de vente et d'accise	749	724	-3,3	7 934	8 188	3,2
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	29	23	-20,7	325	335	3,1
Total des taxes et droits d'accise	3 387	3 176	-6,2	36 255	34 831	-3,9
Total des revenus fiscaux	11 991	12 184	1,6	120 184	123 535	2,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 442	1 410	-2,2	14 474	13 962	-3,5
Autres revenus	930	1 053	13,2	9 096	9 132	0,4
Total des revenus budgétaires	14 363	14 647	2,0	143 754	146 629	2,0

Tableau 3

Charges budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2003	2004	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 178	2 265	4,0	21 352	22 389	4,9
Prestations d'assurance-emploi	1 407	1 439	2,3	11 646	12 041	3,4
Total	3 585	3 704	3,3	32 998	34 430	4,3
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 550	1 691	9,1	15 500	16 916	9,1
Transferts fiscaux	727	781	7,4	9 356	9 332	-0,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-210	-214	1,9	-2 101	-2 116	0,7
Total	2 067	2 258	9,2	22 755	24 132	6,1
Subventions et autres transferts						
Agriculture	328	135	-58,8	694	1 091	57,2
Affaires étrangères	225	317	40,9	1 285	1 621	26,1
Santé	192	199	3,6	1 244	1 432	15,1
Développement des ressources humaines	116	178	53,4	1 207	1 164	-3,6
Affaires indiennes et du Nord	393	332	-15,5	3 388	3 519	3,9
Industrie et développement régional	152	83	-45,4	1 482	1 577	6,4
Autres	517	405	-21,7	2 235	2 218	-0,8
Total	1 923	1 649	-14,2	11 535	12 622	9,4
Total des paiements de transfert	7 575	7 611	0,5	67 288	71 184	5,8
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	78	89	14,1	914	970	6,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	159	158	-0,6	1 578	1 699	7,7
Autres	164	121	-26,2	1 655	1 854	12,0
Total	401	368	-8,2	4 147	4 523	9,1
Défense	695	810	16,5	8 970	9 588	6,9
Tous les autres ministères et organismes	2 467	2 520	2,1	25 109	26 240	4,5
Total des autres charges de programmes	3 563	3 698	3,8	38 226	40 351	5,6
Total des charges de programmes	11 138	11 309	1,5	105 514	111 535	5,7
Frais de la dette publique	3 136	2 992	-4,6	31 024	29 545	-4,8
Total des charges budgétaires	14 274	14 301	0,2	136 538	141 080	3,3

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	89	346	7 216	5 549
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissements en immobilisations	-283	-185	-1 823	-1 364
Autres activités d'investissements	-321	-371	-1 012	-917
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	2 812	2 710	-8 615	-10 609
Opérations de change	-146	-166	654	1 799
Amortissement des immobilisations corporelles	270	239	2 415	2 405
Total des autres activités	2 936	2 783	-5 546	-6 405
Total des opérations non budgétaires	2 332	2 227	-8 381	-8 686
Ressources ou besoins financiers nets	2 421	2 573	-1 164	-3 137

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	janvier		d'avril à janvier	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	2 421	2 573	-1 164	-3 137
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-460	-60	-9 317	-12 213
Bons du Trésor	-1 350	-6 600	8 800	5 600
Obligations d'épargne du Canada	-44	32	-1 701	-1 534
Autres	-1	0	-19	91
Total	-1 855	-6 628	-2 237	-8 056
Emprunts en devises	-83	124	-2 345	-383
Total	-1 938	-6 504	-4 582	-8 439
Comptes de pension et autres comptes	504	318	-1 382	542
Variation nette dans les activités de financement	-1 434	-6 186	-5 964	-7 897
Variation dans l'encaisse	987	-3 613	-7 126	-11 034

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2003	31 janvier 2004	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 384	71 898	-7 486
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	288 245	276 032	-12 213
Bons du Trésor	104 411	110 011	5 600
Obligations d'épargne du Canada	22 584	21 050	-1 534
Autres	3 371	3 462	91
Total partiel	418 611	410 555	-8 056
Payable en devises	21 141	20 757	-384
Total de la dette non échue	439 752	431 312	-8 440
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	125 708	127 739	2 031
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	38 844	38 845	1
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 093	5 815	-1 278
Autres régimes de retraite et autres comptes	9 359	9 147	-212
Total des régimes de retraite et autres comptes	181 004	181 546	542
Total de la dette portant intérêt	620 756	612 858	-7 897
Total du passif	700 140	684 756	-15 384
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	62 626	54 321	-8 305
Comptes d'opérations de change	48 950	47 151	-1 799
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	23 748	25 079	1 331
Total des actifs financiers	135 324	126 551	-8 773
Dette nette	564 816	558 205	-6 611
Actifs non financiers	54 240	53 178	-1 062
Dette fédérale (déficit accumulé)	510 576	505 027	-5 549

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mars 2004

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2004 : excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars a été enregistré en février 2004, en baisse de 0,7 milliard par rapport à l'excédent recalculé de 4,0 milliards affiché en février 2003. Un excédent appréciable est habituellement enregistré en février, résultat de l'inclusion des paiements finals de l'impôt des sociétés dont l'année d'imposition se termine le 31 décembre. D'une année sur l'autre, la détérioration de l'excédent budgétaire est attribuable à une baisse des revenus au titre de la taxe sur les produits et services (TPS) et à une augmentation des charges de programmes.

D'avril 2003 à février 2004 : excédent budgétaire de 8,8 milliards de dollars

L'excédent budgétaire est estimé à 8,8 milliards de dollars pour la période d'avril 2003 à février 2004, en baisse de 2,4 milliards par rapport à l'excédent de 11,2 milliards constaté pour la période correspondante de 2002-2003. Les revenus budgétaires ont augmenté de 2,8 milliards de dollars, ou 1,8 %, en raison de la vigueur des rentrées au titre de l'impôt des sociétés, qui étaient en hausse de 4,1 milliards. La faiblesse des autres sources de revenus traduit les répercussions économiques d'un certain nombre de chocs intérieurs qui ont ébranlé l'économie canadienne en 2003. Les charges de programmes ont grimpé de 6,8 milliards de dollars, ou 5,9 %, surtout en raison de nouvelles initiatives de dépenses annoncées dans les derniers budgets. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,6 milliard, ou 4,8 %, en raison du fléchissement des taux d'intérêt et d'une baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

Excédent budgétaire prévu pour 2003-2004 : 1,9 milliard de dollars

Les résultats mensuels de mars et les ajustements habituels de fin d'exercice ne sont pas encore connus, ceux-ci se traduisant ordinairement par une réduction de l'excédent cumulatif annuel. En outre, les résultats à ce jour ne tiennent pas compte de l'incidence des mesures stratégiques annoncées dans le budget de 2004, qui se chiffrent à 3,6 milliards de dollars. Compte tenu de ces facteurs, les résultats à ce jour sont compatibles avec l'excédent prévu de 1,9 milliard pour 2003-2004 établi dans le budget de 2004.

Février 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars affiché en février 2004 est en baisse de 0,7 milliard par rapport à celui de 4,0 milliards enregistré en février 2003.

D'une année sur l'autre, à 17,4 milliards de dollars, les revenus budgétaires ont chuté de 53 millions, ou 0,3 %.

- Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 6,9 %, ce qui est surtout attribuable à la hausse des retenues à la source découlant de l'augmentation du nombre d'emplois et, par conséquent, du revenu des particuliers.
- Les revenus de l'impôt des sociétés ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 9,0 %, en raison de l'augmentation des paiements finals de l'impôt des sociétés dont l'année d'imposition se termine le 31 décembre. Les sociétés sont tenues de verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours. Elles ont 60 jours à compter de la fin de leur exercice pour acquitter tout montant d'impôt exigible. Habituellement, près du cinquième du total des revenus de l'impôt des sociétés est perçu en février, ce qui se traduit par un important excédent pour ce mois.
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,4 milliard de dollars, ou 11,7 %, surtout en raison d'une baisse de 0,4 milliard des revenus au titre de la TPS. Ces derniers ont chuté en raison d'une forte baisse des recettes brutes attribuables aux ventes intérieures et d'une augmentation des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont diminué de 11,9 %, tandis que les taxes de vente et d'accise ont progressé de 5,4 %.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 10,8 % alors que la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 est

de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) a plus que compensé la progression de l'emploi et, donc, du nombre de personnes versant des cotisations.

- Les autres revenus, soit ceux tirés des sociétés d'État, de la vente de produits et de services et des opérations de change, ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 28,1 %. Cette composante est très instable et varie d'un mois à l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes en février 2004, qui s'établissent à 11,2 milliards de dollars, ont dépassé de 0,8 milliard, ou 7,9 %, celles de février 2003. Les paiements de transfert ont progressé de 5,8 %, tandis que les autres charges de programmes ont grimpé de 12,4 %.

La hausse des paiements de transfert d'une année sur l'autre est attribuable à l'augmentation des transferts aux particuliers, des subventions et des autres transferts.

- Les principaux transferts aux particuliers, à savoir les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 10,6 %. Les prestations aux aînés ont connu une hausse de 4,3 % en raison de l'augmentation de la moyenne des prestations, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes admissibles aux prestations. Les versements de prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 20,7 %, surtout parce que février 2004 comptait un cycle de paiement de plus par rapport à l'année précédente.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour programmes permanents, ont diminué de 2,9 %. Même si les paiements au titre du TCSPS ont augmenté en vertu de l'Accord de 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé, les transferts fiscaux ont diminué. Ces derniers se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes. En février 2004, les estimations officielles des droits à péréquation pour 2003-2004, la principale composante des transferts fiscaux, ont été révisées à la baisse puisque les données fiscales pour 2002 reçues à la fin de janvier 2004 montraient que l'augmentation des revenus en Ontario avait été sensiblement plus faible que prévu. Cela a eu pour effet d'atténuer les disparités fiscales entre les provinces, d'où une diminution des droits à péréquation. L'effet net de ces révisions sera réparti au prorata sur le reste de l'exercice 2003-2004.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 6,3 %. Les transferts au titre du développement des ressources humaines ont nettement augmenté en raison du calendrier des paiements des différents programmes d'aide aux étudiants, de même que ceux au titre de l'industrie et du développement régional en raison des subventions plus généreuses accordées par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Toutefois, ces augmentations ont été partiellement atténuées par une baisse des transferts agricoles découlant d'un paiement important effectué en février 2003 à la Caisse de réassurance-récolte.

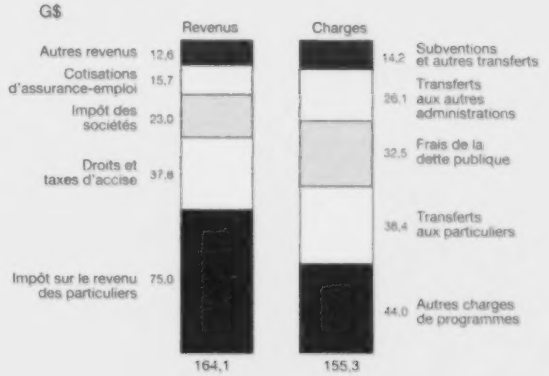
Les autres charges de programmes, qui comprennent les charges de fonctionnement des ministères et des organismes, dont la Défense et les sociétés d'État, ont augmenté de 12,4 % d'une année sur l'autre en raison d'une progression des charges des ministères et des organismes non liées à la défense.

Les frais de la dette publique ont diminué de 4,7 %, surtout en raison d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

D'avril 2003 à février 2004 : résultats budgétaires

Au cours des 11 premiers mois de l'exercice 2003-2004, un excédent budgétaire de 8,8 milliards de dollars a été enregistré, soit une détérioration d'une année sur l'autre de 2,4 milliards par rapport à l'excédent de 11,2 milliards affiché pour la période correspondante de l'exercice 2002-2003. La diminution de l'excédent est attribuable à l'incidence sur les revenus du ralentissement économique résultant d'une série de chocs survenus dans l'économie canadienne et à celle des initiatives de dépenses et de la réduction des impôts annoncées dans les derniers budgets.

Revenus et charges
(d'avril 2003 à février 2004)



D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui s'établissent à 164,1 milliards de dollars, ont augmenté de 2,8 milliards, ou 1,8 %.

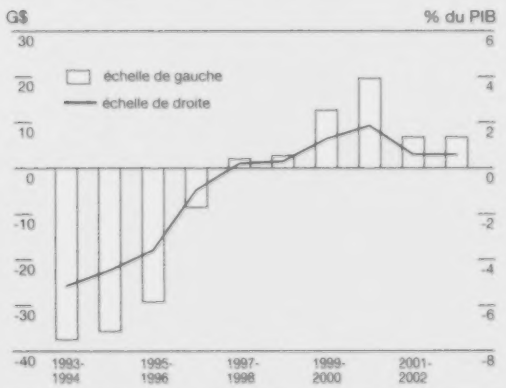
- Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, ou 2,1 %, en raison de l'augmentation des versements d'impôt sur les revenus d'emploi, étant donné que l'emploi et, par conséquent, le nombre de Canadiens qui paient de l'impôt ont progressé par rapport à l'exercice précédent. L'incidence nette de cette augmentation des revenus de l'impôt sur les revenus d'emploi a été quelque peu atténuée par les mesures de réduction d'impôt annoncées dans les budgets précédents. Tout compte fait, la croissance des impôts sur le revenu des particuliers jusqu'à maintenant correspond à la progression des salaires rajustée en fonction de l'incidence des mesures budgétaires.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 4,1 milliards de dollars, ou 21,5 %, par suite de l'augmentation marquée des bénéfices des sociétés en 2003 et de la diminution des remboursements relatifs aux cotisations de l'année précédente.
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 1,8 milliard de dollars, surtout en raison d'une baisse de 6,6 % des revenus au titre de la TPS. Parmi les composantes des revenus au titre de la TPS, les recettes brutes sur les importations ont fortement diminué, tandis que celles tirées des ventes nationales sont demeurées pratiquement inchangées par rapport à la même période l'an dernier. Comme prévu, les facteurs liés au calendrier de perception qui ont contribué à la forte croissance des remboursements plus tôt en 2003-2004 commencent à s'estomper, de sorte que les remboursements ont légèrement diminué d'une année sur l'autre. Par contre, la forte accélération de la construction résidentielle et des dépenses dans le secteur des municipalités, des universités, des écoles et des hôpitaux s'est traduite par des remboursements nettement plus élevés. Les taxes de vente et d'accise ont progressé de 3,4 %, tandis que les droits de douane à l'importation ont chuté de 9,9 %, traduisant la baisse du nombre d'importations assujetties à ces droits.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 4,4 % étant donné que la réduction des taux de cotisation a plus que compensé l'incidence de l'augmentation du nombre de personnes détenant un emploi.
- Les autres revenus ont diminué de 2,6 %.

Les charges de programmes pour la période d'avril 2003 à février 2004, qui s'établissent à 122,7 milliards de dollars, ont augmenté de 6,8 milliards, ou 5,9 %, par rapport à la même période en 2002-2003.

Les paiements de transfert ont progressé de 4,3 milliards de dollars, ou 5,8 %.

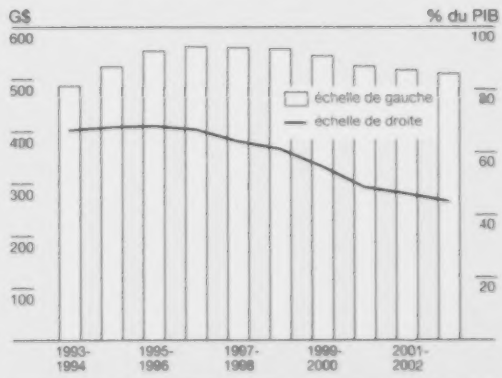
- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, ou 4,9 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,8 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont progressé de 5,2 % en raison d'une augmentation du nombre de bénéficiaires et d'une hausse des prestations hebdomadaires moyennes.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 5,3 %, traduisant la hausse des droits au titre du TCSPS.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou 9,1 %, principalement sous l'influence de mesures annoncées dans les budgets précédents.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 2,5 milliards de dollars, ou 6,1 %, toutes les composantes ayant enregistré une hausse. La progression des charges des sociétés d'État, de la Défense et de tous les autres ministères et organismes gouvernementaux est essentiellement attribuable à l'accroissement des charges de fonctionnement et aux initiatives stratégiques annoncées dans les budgets antérieurs.

Les frais de la dette publique ont diminué de 4,8 % en raison d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt et de l'encours de cette dette.

Besoins financiers de 1,1 milliard de dollars d'avril 2003 à février 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 7,7 milliards de dollars au cours des 11 premiers mois de 2003-2004, en hausse de 0,7 milliard par rapport aux besoins de la période correspondante de l'exercice 2002-2003, surtout en raison d'une diminution des ressources nettes attribuables aux opérations de change.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 8,8 milliards de dollars et de besoins nets de 7,7 milliards pour les opérations non budgétaires, les ressources financières se sont élevées à 1,1 milliard pour la période d'avril 2003 à février 2004. Ces ressources ont diminué par rapport à celles de 4,2 milliards de dollars constatées pour la même période en 2002-2003, la différence étant surtout attribuable à la détérioration de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre.

Activités nettes de financement en baisse de 9,6 milliards de dollars

Étant donné des ressources financières de 1,1 milliard de dollars et la baisse de 9,6 milliards des activités nettes de financement découlant d'une baisse des opérations sur la dette non échue, les soldes de trésorerie du gouvernement ont diminué de 8,5 milliards. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. À la fin de février 2004, les soldes de trésorerie s'établissaient à 6,2 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

Depuis avril 2003, *La revue financière* présente les résultats financiers selon la comptabilité d'exercice intégrale. La nouvelle présentation a nécessité la refonte des résultats mensuels publiés précédemment pour 2002-2003. Elle a aussi entraîné un certain nombre de modifications au chapitre de la classification et de la terminologie.

Dans le cadre du budget de 2003, le gouvernement a mis en œuvre l'engagement de présenter ses états financiers suivant la comptabilité d'exercice intégrale. Auparavant, ces derniers étaient préparés d'après la comptabilité d'exercice modifiée. La comptabilité d'exercice intégrale permet de présenter un état plus complet de l'actif et du passif, et de donner une image plus claire de la situation financière du gouvernement. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, le solde budgétaire reflète mieux l'évolution de la conjoncture économique, plutôt que d'être à la remorque des événements de l'exercice précédent. Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés recommande que les instances supérieures des administrations publiques adoptent cette norme comptable. Celle-ci a aussi été fortement recommandée par le vérificateur général du Canada et le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

Le passage à la comptabilité d'exercice intégrale a une incidence surtout sur les revenus fiscaux et les actifs non financiers (les immobilisations). Les revenus fiscaux sont désormais comptabilisés dans la période à laquelle ils se rapportent, et non lorsqu'ils sont reçus, comme c'était le cas avec la méthode modifiée. D'après la comptabilité d'exercice intégrale, le coût des immobilisations est maintenant réparti sur la période de vie utile de ces actifs. Selon la méthode modifiée, ces coûts étaient constatés durant l'année de leur acquisition. Pour de plus amples renseignements sur la mise en œuvre et l'incidence de la comptabilité d'exercice intégrale, voir l'annexe 6 du *Plan budgétaire de 2003*, à l'adresse www.fin.gc.ca.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	17 473	17 420	161 229	164 051
Charges				
Charges de programmes	-10 360	-11 174	-115 872	-122 710
Frais de la dette publique	-3 147	-2 998	-34 173	-32 544
Solde budgétaire (déficit ou excédent)[1]	3 966	3 248	11 184	8 797
Opérations non budgétaires	1 370	954	-7 009	-7 734
Ressources ou besoins financiers	5 336	4 202	4 175	1 063
Variation nette dans les activités de financement	-4 217	-1 686	-10 182	-9 582
Variation nette dans l'encaisse	1 119	2 516	-6 007	-8 519
Encaisse à la fin de la période			5 940	6 181

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] En vertu de la comptabilité d'exercice modifiée, un excédent de 3,6 milliards de dollars a été enregistré en février 2003.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	février			d'avril à février		
	2003	2004	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 981	7 466	6,9	73 438	75 010	2,1
Impôt sur le revenu des sociétés	3 942	4 298	9,0	18 904	22 966	21,5
Autres impôts sur le revenu	220	224	1,8	2 730	2 717	-0,5
Total des impôts sur le revenu	11 143	11 988	7,6	95 072	100 693	5,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 307	1 914	-17,0	27 641	25 816	-6,6
Droit de douane à l'importation	268	236	-11,9	2 931	2 642	-9,9
Taxes de vente et d'accise	704	742	5,4	8 637	8 928	3,4
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	35	34	-2,9	360	369	2,5
Total des taxes et droits d'accise	3 314	2 926	-11,7	39 569	37 755	-4,6
Total des revenus fiscaux	14 457	14 914	3,2	134 641	138 448	2,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 955	1 743	-10,8	16 428	15 705	-4,4
Autres revenus	1 061	763	-28,1	10 160	9 898	-2,6
Total des revenus budgétaires	17 473	17 420	-0,3	161 229	164 051	1,8

Tableau 3
Charges budgétaires

	février			d'avril à février		
	2003	2004	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 181	2 274	4,3	23 534	24 662	4,8
Prestations d'assurance-emploi	1 372	1 656	20,7	13 018	13 698	5,2
Total	3 553	3 930	10,6	36 552	38 360	4,9
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 550	1 691	9,1	17 050	18 609	9,1
Transferts fiscaux	727	531	-27,0	10 084	9 864	-2,2
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-210	-214	1,9	-2 312	-2 330	0,8
Total	2 067	2 008	-2,9	24 822	26 143	5,3
Subventions et autres transferts						
Agriculture	505	32	-93,7	1 200	1 123	-6,4
Affaires étrangères	230	224	-2,6	1 515	1 845	21,8
Santé	104	119	14,4	1 348	1 551	15,1
Développement des ressources humaines	106	280	164,2	1 313	1 445	10,1
Affaires indiennes et du Nord	308	267	-13,3	3 697	3 786	2,4
Industrie et développement régional	107	379	254,2	1 589	1 956	23,1
Autres	163	318	95,1	2 399	2 539	5,8
Total	1 523	1 619	6,3	13 061	14 245	9,1
Total des paiements de transfert	7 143	7 557	5,8	74 435	78 748	5,8
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	80	84	5,0	994	1 055	6,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	170	161	-5,3	1 748	1 860	6,4
Autres	221	106	-52,0	1 877	1 959	4,4
Total	471	351	-25,5	4 619	4 874	5,5
Défense	966	964	-0,2	9 935	10 552	6,2
Tous les autres ministères et organismes	1 780	2 302	29,3	26 883	28 536	6,1
Total des autres charges de programmes	3 217	3 617	12,4	41 437	43 962	6,1
Total des charges de programmes	10 360	11 174	7,9	115 872	122 710	5,9
Frais de la dette publique	3 147	2 998	-4,7	34 173	32 544	-4,8
Total des charges budgétaires	13 507	14 172	4,9	150 045	155 254	3,5

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	février		d'avril à février	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 966	3 248	11 184	8 797
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissements en immobilisations	-166	-171	-1 989	-1 536
Autres activités d'investissements	288	-134	-724	-1 052
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-1 890	314	-10 506	-10 295
Opérations de change	2 956	627	3 611	2 426
Amortissement des immobilisations corporelles	183	318	2 599	2 723
Total des autres activités	1 249	1 259	-4 296	-5 146
Total des opérations non budgétaires	1 370	954	-7 009	-7 734
Ressources ou besoins financiers nets	5 336	4 202	4 175	1 063

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	février		d'avril à février	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	5 336	4 202	4 175	1 063
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 190	984	-8 127	-11 229
Bons du Trésor	-3 050	-3 500	5 750	2 100
Obligations d'épargne du Canada	-96	-131	-1 797	-1 665
Autres		0	-19	91
Total	-1 956	-2 647	-4 193	-10 703
Emprunts en devises	-3 187	350	-5 533	-33
Total	-5 143	-2 297	-9 726	-10 736
Comptes de pension et autres comptes	926	611	-456	1 154
Variation nette dans les activités de financement	-4 217	-1 686	-10 182	-9 582
Variation dans l'encaisse	1 119	2 516	-6 007	-8 519

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2003	29 février 2004	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 384	75 054	-4 330
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	288 245	277 016	-11 229
Bons du Trésor	104 411	106 511	2 100
Obligations d'épargne du Canada	22 584	20 918	-1 666
Autres	3 371	3 462	91
Total partiel	418 611	407 907	-10 704
Payable en devises	21 141	21 107	-34
Total de la dette non échue	439 752	429 014	-10 738
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	125 708	127 512	1 804
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	38 844	38 845	1
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 093	6 685	-408
Autres régimes de retraite et autres comptes	9 359	9 117	-242
Total des régimes de retraite et autres comptes	181 004	182 159	1 155
Total de la dette portant intérêt	620 756	611 173	-9 583
Total du passif	700 140	686 227	-13 913
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	62 626	59 786	-2 840
Comptes d'opérations de change	48 950	46 524	-2 426
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	23 748	25 126	1 378
Total des actifs financiers	135 324	131 436	-3 888
Dette nette	564 816	554 791	-10 025
Actifs non financiers	54 240	53 013	-1 227
Dette fédérale (déficit accumulé)	510 576	501 778	-8 798

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Avril 2004

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2004 : déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars

Un déficit budgétaire de 1,2 milliard a été constaté en mars 2004, soit une détérioration de 248 millions comparativement au déficit redressé de 987 millions observé en mars 2003. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires sont en hausse de 2,7 milliards, sous l'effet de fortes augmentations des rentrées d'impôt des sociétés et de taxe sur les produits et services (TPS), tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars. Cette évolution positive du solde budgétaire a été largement compensée par l'augmentation de 3,2 milliards des charges de programmes, surtout attribuable aux obligations découlant de la tranche spéciale de 2 milliards du supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) versé aux provinces et aux territoires pour la santé, et à l'aide transitoire spéciale de 995 millions accordée aux agriculteurs canadiens.

D'avril 2003 à mars 2004 : excédent budgétaire de 7,6 milliards de dollars

L'excédent budgétaire est estimé à 7,6 milliards de dollars pour la période d'avril 2003 à mars 2004, en baisse de 2,6 milliards par rapport à l'excédent de 10,2 milliards constaté pour la période correspondante de 2002-2003. Les revenus budgétaires ont augmenté de 5,5 milliards, ou 3,1 %, surtout sous la poussée des rentrées d'impôt des sociétés (en hausse de 5,6 milliards). La faiblesse des autres sources de revenus traduit les répercussions économiques de certains chocs intérieurs qui ont ébranlé l'économie canadienne en 2003. Les charges de programmes ont augmenté de 10,0 milliards, soit 7,8 %, principalement en raison de l'annonce de nouvelles initiatives de dépenses dans les derniers budgets. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 milliard de dollars, ou 5,1 %, traduisant la baisse des taux d'intérêt.

Excédent budgétaire estimatif pour 2003-2004, selon le budget de mars 2004 : 1,9 milliard de dollars

Ces données ne constituent pas les résultats vérifiés définitifs pour l'exercice 2003-2004. Il reste encore à annoncer les habituels rajustements comptables de fin d'exercice, qui comprennent les coûts des obligations engagées pendant l'exercice pour lesquelles aucun paiement n'a été effectué en 2003-2004, la réévaluation des activités de prêt et les rajustements finaux de l'impôt couru. Au cours des années passées, ces rajustements ont fait passer le solde budgétaire d'avril à mars de 3 à 7 milliards de dollars. L'an dernier, les rajustements se situaient dans la partie inférieure de cette fourchette, surtout en raison d'un certain nombre de rajustements ponctuels positifs relativement aux activités de prêt, lesquels ne devraient pas être répétés cette année. Les résultats définitifs pour 2003-2004 seront rendus publics à l'automne 2004.

Mars 2004 : résultats budgétaires

Le déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars constaté en mars 2004 dépasse de 248 millions le déficit déclaré en mars 2003.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui se chiffrent à 17,8 milliards de dollars, ont grimpé de 2,7 milliards, soit 17,6 %.

- Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 5,4 %, ce qui est surtout attribuable à la hausse des retenues à la source découlant de l'augmentation du nombre d'emplois et, par conséquent, du revenu des particuliers.
- Les revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont grimpé de 1,5 milliard de dollars, soit presque deux fois plus que l'an dernier. L'augmentation d'une année sur l'autre est attribuable en partie au calendrier des règlements finaux relativement à l'année d'imposition 2003. En outre, l'augmentation des bénéfices des sociétés en 2003 a entraîné une diminution des remboursements et une poussée des acomptes mensuels. Les sociétés sont tenues de verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours. Pour l'année civile 2003, les acomptes mensuels ont été fondés en grande partie sur l'impôt à payer de l'année d'imposition 2002, une année de faibles bénéfices. Compte tenu de la reprise vigoureuse des bénéfices en 2003, les sociétés versent actuellement des acomptes fondés sur leur impôt à payer de 2003.
- Les revenus liés aux taxes et droits d'accise ont grimpé de 1,3 milliard de dollars, ou 63,1 %, exclusivement en raison d'une augmentation de 1,4 milliard des revenus de TPS. Les revenus de TPS plus élevés traduisent une forte

augmentation des recettes brutes tirées des importations et des ventes intérieures, reflet de fortes ventes au détail en février 2004, et d'une baisse marquée des remboursements. La diminution d'une année sur l'autre des remboursements traduit principalement le calendrier des remboursements demandés en 2002-2003, qui a entraîné une importante augmentation des remboursements versés en mars 2003. Les autres composantes des droits et des taxes d'accise ont affiché des diminutions d'une année sur l'autre. Les droits de douane à l'importation ont baissé de 16,2 %, surtout en raison de l'appréciation du dollar canadien.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 3,5 % alors que la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) a plus que compensé la progression de l'emploi et, donc, du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, soit les revenus tirés des sociétés d'État, de la vente de produits et services, et des opérations de change, ont chuté de 0,5 milliard de dollars. Cette composante est extrêmement volatile d'un mois à l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes en mars 2004 ont été de 16,1 milliards de dollars, en hausse de 3,2 milliards, ou 24,7 %, par rapport à mars 2003, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés.

Les paiements de transfert ont augmenté de 3,4 milliards de dollars, principalement sous l'effet de l'obligation de 2 milliards au titre du supplément en espèces du TCSPS versé aux provinces et aux territoires pour la santé, et de l'aide de 995 millions accordée aux agriculteurs.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont diminué de 2,8 % d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont grimpé de 4,2 % en raison de l'augmentation de la moyenne des prestations, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes admissibles aux prestations. Les versements de prestations d'assurance-emploi ont diminué de 12,6 %, surtout parce que mars 2004 comptait un cycle de paiement de moins par rapport à l'année précédente. Comme il est indiqué dans *La revue financière* du mois dernier, il y avait eu un cycle de plus en février 2004.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire le TCSPS, les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour programmes permanents, ont plus que doublé, résultat de l'obligation de 2 milliards de dollars, confirmée par l'adoption du projet de loi C-18, au titre du supplément en espèces du TCSPS pour la santé. Les transferts fiscaux se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes. En février 2004, les estimations officielles des droits à péréquation pour 2003-2004, la principale composante des transferts fiscaux, ont été révisées à la baisse puisque les données fiscales pour 2002 reçues à la fin de janvier 2004 montraient que l'augmentation des revenus en Ontario avait été sensiblement plus faible que prévu. Cela a eu pour effet d'atténuer les disparités fiscales entre les provinces, d'où une diminution des droits à péréquation. L'effet net de ces révisions sera réparti au prorata sur le reste de l'exercice 2003-2004.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, ou 64 %, surtout du fait de l'aide transitoire de 995 millions accordée aux agriculteurs canadiens, qui a été annoncée le 22 mars 2004. Cette aide avait pour objet d'aider le secteur agricole aux prises avec un certain nombre de chocs et d'imprévus dans la dernière année. De plus, les transferts pour la santé ont été en hausse en raison d'obligations de l'Ontario au titre des charges liées à la lutte contre le syndrome respiratoire aigu sévère.

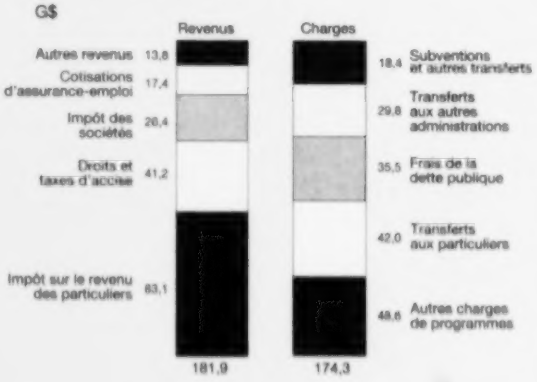
Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense nationale. Les transferts aux sociétés d'État sont demeurés pratiquement inchangés. Les charges consacrées à la défense ont légèrement reculé, tandis que celles de tous les autres ministères et organismes ont diminué de 8,0 %. Les variations mensuelles dépendent en grande partie du calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 8,4 %, en raison principalement d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt, l'encours de cette dette étant demeuré en grande partie inchangé.

D'avril 2003 à mars 2004 : résultats budgétaires

D'avril 2003 à mars 2004, soit l'exercice 2003-2004, un excédent budgétaire de 7,6 milliards de dollars a été enregistré, soit une détérioration d'une année sur l'autre de

Revenus et charges
(d'avril 2003 à mars 2004)



2,6 milliards par rapport à l'excédent de 10,2 milliards affiché pour la période correspondante de 2002-2003. La diminution de l'excédent est attribuable à l'incidence sur les revenus du ralentissement économique résultant d'une série de chocs survenus dans l'économie canadienne et aux répercussions des initiatives de dépenses et de la réduction des impôts annoncées dans les derniers budgets.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, à 181,9 milliards de dollars, ont augmenté de 5,5 milliards, ou 3,1 %, puisque des hausses de 5,6 milliards des revenus au titre de l'impôt des sociétés et de 2,0 milliards au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été partiellement compensées par des baisses des autres principales composantes des revenus.

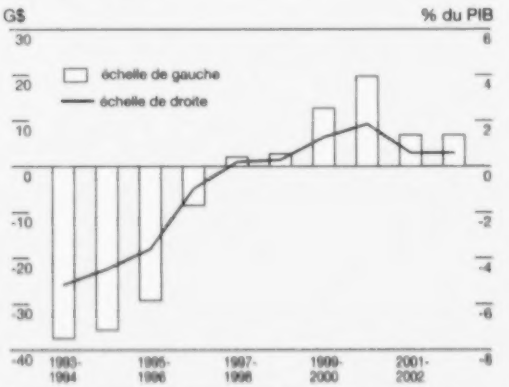
- Les revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou 2,4 %, en raison de l'augmentation des versements d'impôt sur les revenus d'emploi, étant donné que l'emploi et, par conséquent, le nombre de Canadiens qui paient de l'impôt, ont progressé par rapport à l'exercice précédent. L'incidence nette de cette augmentation des revenus de l'impôt sur les revenus d'emploi a été quelque peu atténuée par l'abaissement des taux d'imposition annoncé dans les budgets précédents.
- Les revenus de l'impôt des sociétés ont augmenté de 5,6 milliards de dollars, soit 26,9 %, sous l'effet d'une forte reprise des bénéfices des sociétés en 2003, de même qu'en raison de la diminution des remboursements liés aux cotisations de l'année précédente.
- Les revenus des droits et des taxes d'accise ont diminué de 0,5 milliard de dollars par suite de baisses d'une année sur l'autre des revenus de TPS et de droits de douane à l'importation, compensées en partie par des augmentations des taxes de vente et d'accise. Parmi les composantes des revenus au titre de la TPS, les recettes brutes sur les importations ont fortement diminué, tandis que celles tirées des ventes nationales sont demeurées pratiquement inchangées par rapport à la même période l'an dernier. Comme prévu, les questions de calendrier ayant contribué à la faible croissance des remboursements dans la première moitié de 2003-2004 ont été annulées, si bien que le niveau actuel des remboursements est inférieur à celui de l'an dernier et qu'il correspond à la diminution des recettes brutes. Par contre, la forte accélération de la construction résidentielle et des dépenses dans le secteur des municipalités, des universités, des écoles et des hôpitaux s'est traduite par des remboursements nettement plus élevés. Les droits de douane à l'importation ont diminué de 10,4 %, résultat de l'appréciation de la valeur du dollar canadien. Les taxes de vente et d'accise ont progressé de 2,8 %.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 4,3 % étant donné que la réduction des taux de cotisation a plus que compensé l'incidence de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les autres revenus ont diminué de 6,7 %.

Les charges de programmes d'une année sur l'autre pour la période d'avril 2003 à mars 2004, qui s'établissent à 138,8 milliards de dollars, ont augmenté de 10 milliards, ou 7,8 %, par rapport à la même période en 2002-2003, toutes les principales composantes ayant augmenté.

Les paiements de transfert ont augmenté de 7,8 milliards de dollars, ou 9,4 %.

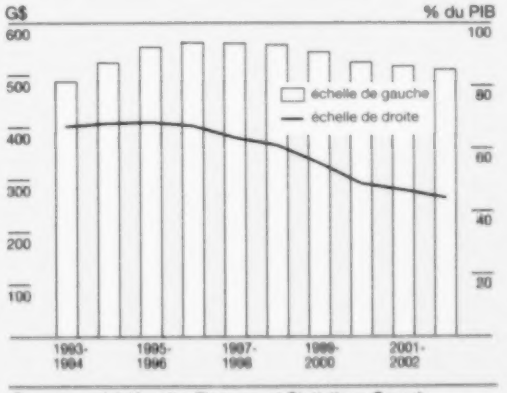
- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 4,2 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,7 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont progressé de 3,3 % en raison d'une augmentation du nombre de bénéficiaires et d'une hausse des prestations hebdomadaires moyennes.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 3,2 milliards de dollars, ou 12,2 %, traduisant principalement la hausse des droits au titre du TCSPS et l'obligation associée au supplément en espèces de 2 milliards au titre du Transfert.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 2,8 milliards de dollars, ou 18,1 %, principalement sous l'incidence de mesures annoncées dans les budgets précédents, notamment l'aide de 995 millions accordée aux agriculteurs.

Les autres charges de programmes ont connu une hausse de 2,3 milliards de dollars, soit 4,9 %, toutes les catégories ayant augmenté. La progression des charges des sociétés d'État, de la Défense nationale et de tous les autres ministères et organismes gouvernementaux est essentiellement attribuable à l'accroissement des charges de fonctionnement et aux initiatives stratégiques annoncées dans les budgets antérieurs.

Les frais de la dette publique ont diminué de 5,1 %, surtout en raison d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

Ressources financières de 3,1 milliards de dollars d'avril 2003 à mars 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,4 milliards de dollars en 2003-2004, en baisse de 0,8 milliard par rapport aux besoins de la période correspondante de l'exercice 2002-2003, surtout en raison d'une augmentation des ressources financières nettes attribuables aux opérations de change.

Avec un excédent budgétaire de 7,6 milliards de dollars et des besoins nets de 4,4 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, les ressources financières s'établissaient à 3,1 milliards pour la période d'avril 2003 à mars 2004, en baisse comparativement aux ressources financières de 5,0 milliards observées au cours de la même période l'an dernier, résultat de la détérioration d'une année sur l'autre de l'excédent budgétaire.

Activités nettes de financement en baisse de 0,6 milliard de dollars

Compte tenu des ressources financières de 3,1 milliards de dollars, le gouvernement a réduit ses activités nettes de financement de 0,6 milliard, et il a accru ses soldes de trésorerie de 2,6 milliards. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de mars s'établissaient à 17,3 milliards de dollars.

Note aux lecteurs

Depuis avril 2003, *La revue financière* présente les résultats financiers selon la comptabilité d'exercice intégrale. La nouvelle présentation a nécessité la refonte des résultats mensuels publiés précédemment pour 2002-2003. Elle a aussi entraîné un certain nombre de modifications au chapitre de la classification et de la terminologie.

Dans le cadre du budget de 2003, le gouvernement a mis en œuvre l'engagement de présenter ses états financiers suivant la comptabilité d'exercice intégrale. Auparavant, ces derniers étaient préparés d'après la comptabilité d'exercice modifiée. La comptabilité d'exercice intégrale permet de présenter un état plus complet de l'actif et du passif, et de donner une image plus claire de la situation financière du gouvernement. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, le solde budgétaire reflète mieux l'évolution de la conjoncture économique, plutôt que d'être à la remorque des événements de l'exercice précédent. Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés recommande que les instances supérieures des administrations publiques adoptent cette norme comptable. Celle-ci a aussi été fortement recommandée par le vérificateur général du Canada et le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

Le passage à la comptabilité d'exercice intégrale a une incidence surtout sur les revenus fiscaux et les actifs non financiers (les immobilisations). Les revenus fiscaux sont désormais comptabilisés dans la période à laquelle ils se rapportent, et non lorsqu'ils sont reçus, comme c'était le cas avec la méthode modifiée. D'après la comptabilité d'exercice intégrale, le coût des immobilisations est maintenant réparti sur la période de vie utile de ces actifs. Selon la méthode modifiée, ces coûts étaient constatés durant l'année de leur acquisition. Pour de plus amples renseignements sur la mise en œuvre et l'incidence de la comptabilité d'exercice intégrale, voir l'annexe 6 du *Plan budgétaire de 2003*, à l'adresse www.fin.gc.ca.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	mars		d'avril à mars	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Revenus	15 177	17 842	176 407	181 892
Charges				
Charges de programmes	-12 912	-16 099	-128 785	-138 807
Frais de la dette publique	-3 252	-2 978	-37 426	-35 522
Solde budgétaire (déficit ou excédent)[1]	-987	-1 235	10 196	7 563
Opérations non budgétaires	1 762	3 301	-5 246	-4 433
Ressources ou besoins financiers	775	2 066	4 950	3 130
Variation nette dans les activités de financement	8 027	9 003	-2 157	-579
Variation nette dans l'encaisse	8 802	11 069	2 793	2 551
Encaisse à la fin de la période			14 740	17 250

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] En vertu de la comptabilité d'exercice modifiée, un déficit de 4,4 milliards de dollars a été enregistré en mars 2003.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2003	2004	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 718	8 135	5,4	81 157	83 144	2,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 868	3 389	81,4	20 772	26 355	26,9
Autres impôts sur le revenu	226	195	-13,7	2 956	2 912	-1,5
Total des impôts sur le revenu	9 812	11 719	19,4	104 885	112 411	7,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 038	2 446	135,6	28 680	28 262	-1,5
Droit de douane à l'importation	272	228	-16,2	3 203	2 870	-10,4
Taxes de vente et d'accise	758	730	-3,7	9 397	9 660	2,8
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	47	45	-4,3	407	414	1,7
Total des taxes et droits d'accise	2 115	3 449	63,1	41 687	41 206	-1,2
Total des revenus fiscaux	11 927	15 168	27,2	146 572	153 617	4,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 775	1 713	-3,5	18 203	17 419	-4,3
Autres revenus	1 475	961	-34,8	11 632	10 856	-6,7
Total des revenus budgétaires	15 177	17 842	17,6	176 407	181 892	3,1

Tableau 3
Charges budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	2003	2004	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 186	2 277	4,2	25 720	26 939	4,7
Prestations d'assurance-emploi	1 576	1 378	-12,6	14 594	15 076	3,3
Total	3 762	3 655	-2,8	40 314	42 015	4,2
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 550	3 691	138,1	18 600	22 300	19,9
Transferts fiscaux	369	216	-41,5	10 453	10 081	-3,6
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-210	-285	35,7	-2 522	-2 615	3,7
Total	1 709	3 622	111,9	26 531	29 766	12,2
Subventions et autres transferts						
Agriculture	193	1 235	539,9	1 393	2 358	69,3
Affaires étrangères	742	674	-9,2	2 256	2 519	11,7
Santé	163	508	211,7	1 511	2 059	36,3
Développement des ressources humaines	138	169	22,5	1 451	1 614	11,2
Affaires indiennes et du Nord	454	481	5,9	4 151	4 268	2,8
Industrie et développement régional	370	479	29,5	1 959	2 435	24,3
Autres	501	655	30,7	2 899	3 192	10,1
Total	2 561	4 201	64,0	15 620	18 445	18,1
Total des paiements de transfert	8 032	11 478	42,9	82 465	90 226	9,4
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	57	20	-64,9	1 051	1 074	2,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	165	205	24,2	1 913	2 065	7,9
Autres	167	166	-0,6	2 045	2 125	3,9
Total	389	391	0,5	5 009	5 264	5,1
Défense	1 393	1 381	-0,9	11 328	11 933	5,3
Tous les autres ministères et organismes	3 098	2 849	-8,0	29 983	31 384	4,7
Total des autres charges de programmes	4 880	4 621	-5,3	46 320	48 581	4,9
Total des charges de programmes	12 912	16 099	24,7	128 785	138 807	7,8
Frais de la dette publique	3 252	2 978	-8,4	37 426	35 522	-5,1
Total des charges budgétaires	16 164	19 077	18,0	166 211	174 329	4,9

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	mars		d'avril à mars	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-987	-1 235	10 196	7 563
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissements en immobilisations	-696	-724	-2 685	-2 259
Autres activités d'investissements	-55	792	-779	-260
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	2 840	1 144	-7 664	-9 152
Opérations de change	-552	1 793	3 058	4 219
Amortissement des immobilisations corporelles	225	295	2 824	3 018
Total des autres activités	2 513	3 232	-1 782	-1 915
Total des opérations non budgétaires	1 762	3 301	-5 246	-4 433
Ressources ou besoins financiers nets	775	2 066	4 950	3 130

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	mars		d'avril à mars	
	2003	2004	2002-2003	2003-2004
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	775	2 066	4 950	3 130
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 456	1 921	-5 671	-9 307
Bons du Trésor	4 650	6 700	10 400	8 800
Obligations d'épargne du Canada	-135	-15	-1 932	-1 680
Autres	-1	-34	-19	57
Total	6 970	8 572	2 778	-2 130
Emprunts en devises	-364	-564	-5 897	-597
Total	6 606	8 008	-3 119	-2 727
Comptes de pension et autres comptes	1 421	995	962	2 148
Variation nette dans les activités de financement	8 027	9 003	-2 157	-579
Variation dans l'encaisse	8 802	11 069	2 793	2 551

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2003	31 mars 2004	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 384	75 937	-3 447
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	288 245	278 939	-9 306
Bons du Trésor	104 411	113 211	8 800
Obligations d'épargne du Canada	22 584	20 904	-1 680
Autres	3 371	3 427	56
Total partiel	418 611	416 481	-2 130
Payable en devises	21 141	20 544	-597
Total de la dette non échue	439 752	437 025	-2 727
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	125 708	127 790	2 082
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	38 844	38 845	1
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 093	7 480	387
Autres régimes de retraite et autres comptes	9 359	9 038	-321
Total des régimes de retraite et autres comptes	181 004	183 152	2 148
Total de la dette portant intérêt	620 756	620 177	-579
Total du passif	700 140	696 114	-4 026
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	62 626	69 979	7 353
Comptes d'opérations de change	48 950	44 731	-4 219
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	23 748	25 031	1 283
Total des actifs financiers	135 324	139 741	4 417
Dette nette	564 816	556 373	-8 443
Actifs non financiers	54 240	53 360	-880
Dette fédérale (déficit accumulé)	510 576	503 013	-7 563

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mai 2004

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Avril 2004 : excédent budgétaire de 788 millions de dollars

Un excédent budgétaire de 788 millions de dollars a été enregistré en avril 2004, soit 205 millions de moins que l'excédent recalculé de 993 millions constaté en avril 2003. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont augmenté de 0,2 milliard de dollars et les charges de programmes, de 0,4 milliard. Les frais de la dette publique sont demeurés à peu près inchangés.

Avril 2004 : résultats budgétaires

L'excédent de 788 millions de dollars enregistré en avril 2004 est de 205 millions inférieur à celui constaté en avril 2003. Établi au départ à 424 millions, l'excédent d'avril 2003 a été recalculé en raison de révisions apportées à la méthode de comptabilisation mensuelle selon la comptabilité d'exercice, de sorte qu'il s'est élevé en bout de ligne à 993 millions de dollars.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont été de 15,2 milliards de dollars, en hausse de 0,2 milliard (1,6 %).

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,7 milliard (10,4 %), surtout en raison de la forte hausse des retenues à la source portant sur le revenu d'emploi.
- Les revenus de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 0,4 milliard (20,9 %) en raison de hausses marquées des remboursements. Les acomptes mensuels ont augmenté légèrement.
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,2 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 2,2 %, en raison d'une forte hausse des recettes brutes tirées de l'application de la taxe aux ventes intérieures; la baisse des remboursements a été compensée en partie par le fléchissement de la TPS perçue sur les produits importés. Les droits et taxes d'accise ont augmenté de 5,7 %, ce qui découle en grande partie de la hausse des droits perçus sur le tabac. Enfin, les droits de douane à l'importation ont diminué de 3,3 %, principalement sous l'effet de l'appréciation du dollar canadien.
- Les cotisations d'assurance-emploi (AE) ont reculé de 4,2 %, la réduction du taux des cotisations (le taux des cotisations salariales en 2004 est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) ayant plus que compensé la progression de l'emploi et, de ce fait, l'augmentation du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, soit les revenus des sociétés d'État et ceux tirés de la vente de produits et de services ainsi que des opérations de change, ont connu une hausse très légère.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes ont représenté 11,6 milliards de dollars en avril 2004, soit 0,4 milliard (4,0 %) de plus qu'en avril 2003, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des paiements de transfert.

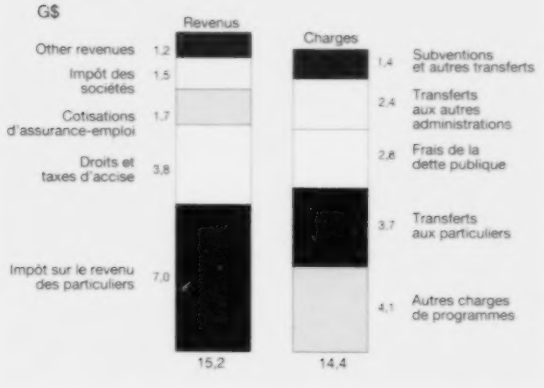
Les paiements de transfert ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, surtout en raison de l'augmentation de l'aide fédérale aux provinces et aux territoires pour la santé et les autres programmes sociaux.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 1,1 % d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,6 % en raison de l'augmentation de la moyenne des prestations – celles-ci sont indexées tous les trois mois en fonction de l'évolution des prix à la consommation – et de l'accroissement du nombre de personnes ayant droit à des prestations. Les versements de prestations d'assurance-emploi ont diminué de 2,9 %, surtout en raison de la baisse des paiements aux provinces au titre de l'adaptation au marché du travail.
- Les principaux transferts aux autres administrations comprennent l'aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux, les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents. À compter d'avril 2004, l'ancien Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux a été remplacé par le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, sans oublier le Transfert pour la réforme de la santé. La valeur totale des paiements de transfert a augmenté de 147 millions de dollars par suite de la mise en œuvre de l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. L'augmentation des transferts fiscaux, qui comporte la péréquation, les paiements aux administrations territoriales, les subventions législatives et les recouvrements relatifs aux allocations aux jeunes, a été contrebalancée en grande partie par l'augmentation des recouvrements au titre des paiements de remplacement pour les programmes permanents.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 106 millions de dollars (8,0 %) en raison de la mise en œuvre de mesures budgétaires antérieures.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense. Les transferts aux sociétés d'État sont demeurés pratiquement inchangés. Les charges consacrées à la défense ont diminué de 4,7 % tandis que celles de l'ensemble des autres ministères et organismes ont augmenté de 7,3 %, en raison surtout de l'augmentation des charges de fonctionnement ainsi que de la mise en œuvre d'initiatives stratégiques annoncées dans des budgets antérieurs.

Les frais de la dette publique sont demeurés à toutes fins pratiques inchangés.

Revenus et charges
(d'avril 2004)



Besoins financiers de 4,1 milliards de dollars en avril 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations,

La revue financière

Tableau 1
État sommaire des opérations

	avril	
	2003	2004
	(MS)	
Opérations budgétaires		
Revenus	14 954	15 191
Charges		
Charges de programmes	-11 139	-11 584
Frais de la dette publique	-2 822	-2 819
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	993	788
Opérations non budgétaires	-5 450	-4 868
Ressources ou besoins financiers	-4 457	-4 080
Variation nette dans les activités de financement	-4 699	-7 901
Variation nette dans l'encaisse	-9 156	-11 981
Encaisse à la fin de la période	5 543	5 298

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

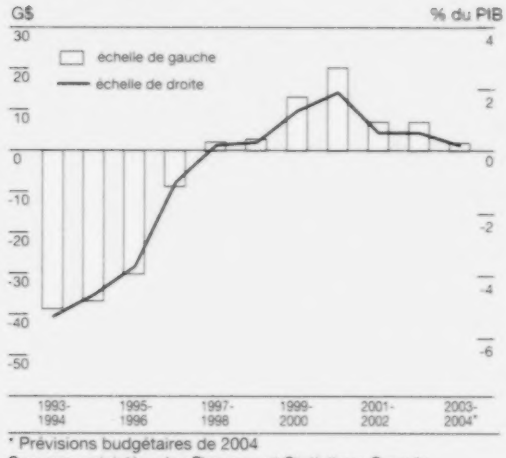
	avril		
	2003	2004	variation
	(MS)		(%)
Revenus fiscaux			
Impôts sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	6 336	6 992	10,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 873	1 481	-20,9
Autres impôts sur le revenu	288	247	-14,2
Total des impôts sur le revenu	8 497	8 720	2,6
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	2 728	2 787	2,2
Droit de douane à l'importation	243	235	-3,3
Taxes de vente et d'accise	733	775	5,7
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	45	34	-24,4
Total des taxes et droits d'accise	3 749	3 831	2,2
Total des revenus fiscaux	12 246	12 551	2,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 771	1 697	-4,2
Autres revenus	937	943	0,6
Total des revenus budgétaires	14 954	15 191	1,6

Tableau 3

Charges budgétaires

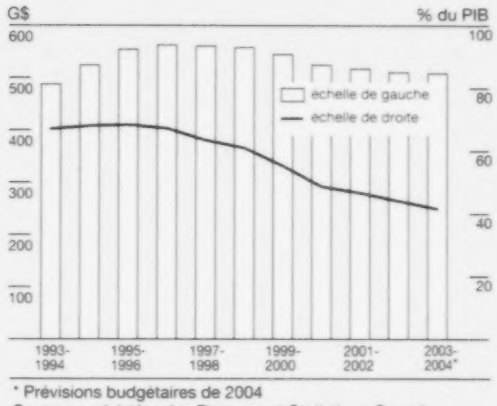
	avril		
	2003	2004	variation
	(M$)		(%)
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	2 201	2 281	3,6
Prestations d'assurance-emploi	1 431	1 390	-2,9
Total	3 632	3 671	1,1
Autres administrations			
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux			
Transfert canadien en matière de santé		1 054	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		652	
Transfert pour la réforme de la santé		125	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 692	8	
Total	1 692	1 839	8,7
Transferts fiscaux	748	815	9,0
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-191	-253	32,5
Total	2 249	2 401	6,8
Subventions et autres transferts			
Agriculture	4	12	200,0
Affaires étrangères	199	171	-14,1
Santé	95	128	34,7
Développement des ressources humaines	132	148	12,1
Affaires indiennes et du Nord	600	630	5,0
Industrie et développement régional	89	118	32,6
Autres	200	218	9,0
Total	1 319	1 425	8,0
Total des paiements de transfert	7 200	7 497	4,1
Autres charges de programmes			
Sociétés d'État			
Société Radio-Canada	178	214	20,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	205	144	-29,8
Autres	257	283	10,1
Total	640	641	0,2
Défense	786	749	-4,7
Tous les autres ministères et organismes	2 513	2 697	7,3
Total des autres charges de programmes	3 939	4 087	3,8
Total des charges de programmes	11 139	11 584	4,0
Frais de la dette publique	2 822	2 819	-0,1
Total des charges budgétaires	13 961	14 403	3,2

Solde budgétaire



* Prévisions budgétaires de 2004
Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



* Prévisions budgétaires de 2004
Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change, les comptes de pension et autres comptes ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,9 milliards de dollars en avril 2004, soit 0,6 milliard de moins qu'en avril 2003; les besoins plus élevés au titre des acquisitions d'immobilisations, des comptes de pension et autres comptes ont été plus que compensés par une augmentation des ressources dégagées des opérations de change ainsi que par la baisse des besoins reliés aux créditeurs, aux débiteurs, aux charges à payer et aux provisions.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars et de besoins nets de 4,9 milliards au titre des opérations non budgétaires, des besoins financiers de 4,1 milliards ont été constatés en avril 2004. C'est moins que les besoins financiers de 4,5 milliards observés à la même période l'année précédente, car la diminution de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre a été plus que compensée par la baisse des besoins au titre des opérations non budgétaires.

Activités nettes de financement en baisse de 7,9 milliards de dollars

Étant donné ses besoins financiers de 4,1 milliards de dollars, le gouvernement a réduit ses activités nettes de financement de 7,9 milliards de dollars et ses soldes de trésorerie de 12,0 milliards de dollars. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin d'avril, les soldes de trésorerie s'établissaient à 5,3 milliards de dollars.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	avril	
	2003	2004
	(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	993	788
Opérations non budgétaires		
Activités d'investissements en immobilisations	-45	-148
Amortissement des immobilisations corporelles	349	272
Autres activités d'investissements	-313	145
Comptes de pension et autres comptes	402	-578
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-5 737	-5 169
Opérations de change	-106	610
Total des opérations non budgétaires	-5 450	-4 868
Ressources ou besoins financiers nets	-4 457	-4 080

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	avril	
	2003	2004
	(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	-4 457	-4 080
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement		
Emprunts en dollars canadiens		
Obligations négociables	-1 054	-2 818
Bons du Trésor	-3 500	-3 800
Obligations d'épargne du Canada	-94	-9
Autres	0	-25
Total	-4 648	-6 652
Emprunts en devises	-51	-1 249
Variation nette dans les activités de financement	-4 699	-7 901
Variation dans l'encaisse	-9 156	-11 981

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Juillet 2004

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mai 2004 : excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars a été constaté en mai 2004, soit une amélioration de 79 millions de dollars par rapport à l'excédent déclaré pour la même période l'an dernier, alors que les revenus budgétaires plus élevés ont plus que compensé la hausse du total des dépenses. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont progressé de 0,5 milliard alors que la forte augmentation des revenus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et des taxes sur les produits et services a plus que compensé le recul de la plupart des autres composantes des revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 0,4 milliard, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés, tandis que les frais de la dette publique sont demeurés pratiquement inchangés.

D'avril à mai 2004 : excédent budgétaire de 1,8 milliard de dollars

Pour les deux premiers mois de l'exercice 2004-2005 (avril et mai), l'excédent budgétaire est estimé à 1,8 milliard de dollars, en baisse de 125 millions par rapport à l'excédent déclaré pour la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires ont augmenté de 0,7 milliard, ou 2,5 %, surtout en raison de la vigueur des revenus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers. Les charges de programmes ont gagné 0,9 milliard, ou 4,0 %, principalement en raison des nouvelles initiatives de dépenses annoncées dans les derniers budgets. Les frais de la dette publique ont légèrement diminué.

Mai 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars constaté en mai 2004 est légèrement supérieur à celui déclaré en mai 2003.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui s'élèvent à 15,2 milliards de dollars, ont augmenté de 0,5 milliard, ou 3,4 %. La forte hausse, d'une année sur l'autre, des revenus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe sur les produits et services (TPS) a plus que compensé le repli des revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, des taxes et des droits d'accise, des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus.

- Les revenus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,9 milliard de dollars, ou 15,1 %, surtout en raison de la forte hausse des retenues à la source d'une année sur l'autre traduisant, en partie, la nette progression de l'emploi au cours des 12 derniers mois.
- Les revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 0,1 milliard de dollars d'une année sur l'autre, surtout en raison des remboursements plus élevés liés à l'établissement de nouvelles cotisations d'impôt à payer des années précédentes.
- Les revenus liés aux taxes et aux droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 4,5 %. Les revenus de TPS ont grimpé de 0,3 milliard, ou 14,7 %. Les revenus plus élevés au titre de la TPS traduisent une augmentation des recettes brutes tirées des importations et des ventes intérieures. Les droits de douane à l'importation ont progressé de 8,6 %, tandis que les taxes de vente et d'accise ont chuté de 20,1 %, surtout en raison d'une baisse des taxes sur l'énergie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 5,2 % alors que la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) a plus que compensé la progression de l'emploi et, donc, du nombre de personnes versant des cotisations.

- Les autres revenus, soit les revenus des sociétés d'État, de la vente de produits et services, et des opérations de change, ont chuté de 0,5 milliard, ou 33,1 %. Cette composante est extrêmement volatile d'un mois à l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes en mai 2004 ont été de 11,2 milliards de dollars, en hausse de 0,4 milliard, ou 4,1 %, par rapport à mai 2003, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés puisque les autres charges de programmes ont diminué.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,5 milliard de dollars; les trois principales composantes étaient en hausse.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 6,3 %, d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,5 % en raison à la fois de l'augmentation de la moyenne des prestations, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes admissibles aux prestations. Les versements de prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 12,0 %, surtout parce que mai 2004 comptait un cycle de paiement de plus par rapport à l'année précédente.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 10,3 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux traduisait le financement accru aux termes de l'Accord de février 2003 sur les soins de santé. Les transferts fiscaux se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes. Au total, ces transferts ont augmenté de 17,0 % par rapport à mai 2003.
- Les subventions et autres transferts ont légèrement augmenté. Cette composante est extrêmement volatile au cours des premiers mois de l'exercice, ce qui reflète le calendrier des paiements.

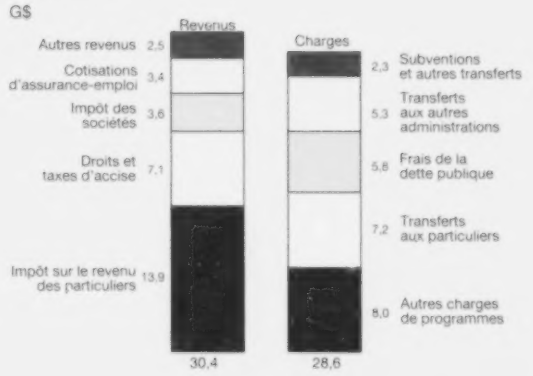
Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense. Toutes les principales composantes ont diminué par rapport à mai 2003 en raison du calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont légèrement diminué alors que la baisse de l'encours de la dette portant intérêt a compensé l'incidence d'une hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Avril et mai 2004 : résultats budgétaires

Pour les deux premiers mois de l'exercice, un excédent budgétaire de 1,8 milliard de dollars a été enregistré, soit un peu moins que l'excédent de 1,9 milliard affiché pour la même période en 2003-2004, puisque les charges de programmes plus élevées ont compensé une hausse des revenus budgétaires. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, à 30,4 milliards, ont augmenté de 0,7 milliard, ou 2,5 %, puisque les revenus plus élevés au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la TPS ont plus que compensé le repli de la plupart des autres principales composantes des revenus. D'une année sur l'autre, les charges de programmes d'avril et de mai 2004, à 22,7 milliards, ont augmenté de 0,9 milliard, ou 4,0 %, par rapport à la même période en 2003-2004, surtout en raison de la hausse des transferts, principalement pour les soins de santé. Les frais de la dette publique ont légèrement diminué.

Revenus et charges
(avril et mai 2004)



La revue financière

Tableau 1
État sommaire des opérations

	mai		d'avril à mai	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	14 691	15 197	29 644	30 388
Charges				
Charges de programmes	-10 754	-11 198	-21 860	-22 745
Frais de la dette publique	-2 985	-2 968	-5 840	-5 824
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	952	1 031	1 944	1 819
Opérations non budgétaires	1 127	343	-4 324	-4 525
Ressources ou besoins financiers	2 079	1 374	-2 380	-2 706
Variation nette dans les activités de financement	7 369	9 028	2 672	1 127
Variation nette dans l'encaisse	9 448	10 402	292	-1 579
Encaisse à la fin de la période			14 994	15 747

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	mai			d'avril à mai		
	2003	2004	variation	2003-2004	2004-2005	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 015	6 925	15,1	12 351	13 916	12,7
Impôt sur le revenu des sociétés	2 180	2 095	-3,9	4 053	3 577	-11,7
Autres impôts sur le revenu	212	321	51,4	500	568	13,6
Total des impôts sur le revenu	8 407	9 341	11,1	16 904	18 061	6,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 033	2 332	14,7	4 761	5 120	7,5
Droit de douane à l'importation	209	227	8,6	453	462	2,0
Taxes de vente et d'accise	793	634	-20,1	1 526	1 410	-7,6
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	50	31	-38,0	95	65	-31,6
Total des taxes et droits d'accise	3 085	3 224	4,5	6 835	7 057	3,2
Total des revenus fiscaux	11 492	12 565	9,3	23 739	25 118	5,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 762	1 671	-5,2	3 533	3 368	-4,7
Autres revenus	1 437	961	-33,1	2 372	1 902	-19,8
Total des revenus budgétaires	14 691	15 197	3,4	29 644	30 388	2,5

Tableau 3
Charges budgétaires

	mai			d'avril à mai		
	2003	2004	variation	2003-2004	2004-2005	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 208	2 286	3,5	4 409	4 567	3,6
Prestations d'assurance-emploi	1 083	1 213	12,0	2 514	2 602	3,5
Total	3 291	3 499	6,3	6 923	7 169	3,6
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			2 108	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		652			1 304	
Transfert pour la réforme de la santé		125			250	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 691	8		3 384	16	
Total	1 691	1 839	8,8	3 384	3 678	8,7
Transferts fiscaux	1 036	1 212	17,0	1 784	2 152	20,6
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-191	-253	32,5	-382	-506	32,5
Total	2 536	2 798	10,3	4 786	5 324	11,2
Subventions et autres transferts						
Agriculture	3	47	1 466,7	8	59	637,5
Affaires étrangères	98	164	67,3	297	335	12,8
Santé	151	159	5,3	246	286	16,3
Développement des ressources humaines	100	155	55,0	232	303	30,6
Affaires indiennes et du Nord	309	299	-3,2	909	929	2,2
Industrie et développement régional	91	115	26,4	181	232	28,2
Autres	220	64	-70,9	420	155	-63,1
Total	972	1 003	3,2	2 293	2 299	0,3
Total des paiements de transfert	6 799	7 300	7,4	14 002	14 792	5,6
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	87	87	0,0	265	301	13,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	213	216	1,4	418	360	-13,9
Autres	166	108	-34,9	426	390	-8,5
Total	466	411	-11,8	1 109	1 051	-5,2
Défense	866	891	2,9	1 652	1 641	-0,7
Tous les autres ministères et organismes	2 623	2 596	-1,0	5 097	5 261	3,2
Total des autres charges de programmes	3 955	3 898	-1,4	7 858	7 953	1,2
Total des charges de programmes	10 754	11 198	4,1	21 860	22 745	4,0
Frais de la dette publique	2 985	2 968	-0,6	5 840	5 824	-0,3
Total des charges budgétaires	13 739	14 166	3,1	27 700	28 569	3,1

Besoins financiers de 2,7 milliards de dollars pour avril et mai 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, de comptes de pension et autres comptes, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

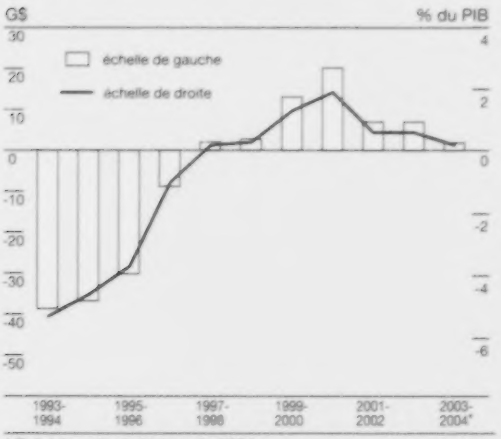
Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,5 milliards de dollars en avril et en mai, soit 0,2 milliard de plus que les besoins constatés pour la même période en 2003-2004, surtout en raison d'une baisse des ressources financières nettes attribuables aux comptes de pension et autres comptes.

Avec un excédent budgétaire de 1,8 milliard de dollars et des besoins nets de 4,5 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, les deux premiers mois de l'exercice 2004-2005 se sont soldés par des besoins financiers de 2,7 milliards, en légère hausse par rapport à la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en hausse de 1,1 milliard de dollars

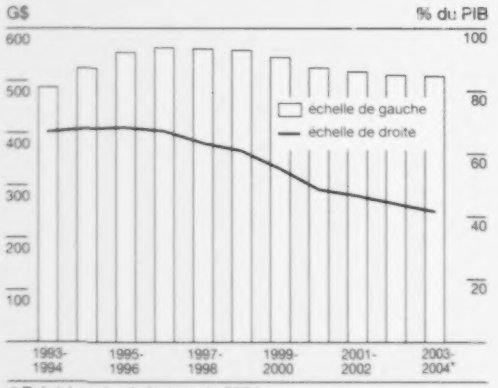
Pour combler ce besoin financier net, le gouvernement a accru ses activités nettes de financement de 1,1 milliard de dollars et réduit ses soldes de trésorerie de 1,6 milliard. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de mai s'établissaient à 15,7 milliards de dollars.

Solde budgétaire



* Prévisions budgétaires de 2004
Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



* Prévisions budgétaires de 2004
Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	mai		d'avril à mai	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	952	1 031	1 944	1 819
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissements en immobilisations	-203	-90	-249	-238
Autres activités d'investissements	-11	8	-324	153
Comptes de pension et autres comptes	412	764	813	184
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	883	518	-4 853	-4 651
Opérations de change	-106	-1 106	-212	-495
Amortissement des immobilisations corporelles	152	249	501	522
Total des autres activités	929	-339	-4 564	-4 624
Total des opérations non budgétaires	1 127	343	-4 324	-4 525
Ressources ou besoins financiers nets	2 079	1 374	-2 380	-2 706

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	mai		d'avril à mai	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	2 079	1 374	-2 380	-2 706
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 693	4 974	641	2 156
Bons du Trésor	6 000	3 800	2 500	0
Obligations d'épargne du Canada	-138	-38	-232	-47
Autres	-5	17	-5	-8
Total	7 550	8 753	2 904	2 101
Emprunts en devises	-181	275	-232	-974
Variation nette dans les activités de financement	7 369	9 028	2 672	1 127
Variation dans l'encaisse	9 448	10 402	292	-1 579

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca
This publication is also available in English.
Juillet 2004

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juin 2004 : excédent budgétaire de 1,1 milliard de dollars

On a enregistré un excédent budgétaire de 1,1 milliard de dollars en juin 2004, soit 0,6 milliard de dollars de moins que l'excédent de 1,7 milliard déclaré en juin 2003. Ce fléchissement de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre s'explique essentiellement par l'échelonnement des dates de perception des revenus sur les trois premiers mois du présent exercice comparativement à celui de la même période l'an dernier. D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont diminué de 0,3 milliard, tandis que les charges de programmes ont augmenté de 0,4 milliard, principalement en raison du montant plus élevé des paiements de transfert aux provinces et aux territoires. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars.

D'avril à juin 2004 : excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars

Pour le premier trimestre de 2004-2005 (d'avril à juin), l'excédent budgétaire est estimé à 2,9 milliards de dollars, soit 0,7 milliard de moins que l'excédent déclaré pour la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires se sont accrus de 0,5 milliard, ou 1,0 %, car les hausses survenues dans les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe sur les produits et services (TPS) ont été freinées par les reculs subis dans les revenus liés à l'impôt sur les bénéfices des sociétés, les cotisations d'assurance-emploi et les autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,3 milliard, ou 4,1 %, principalement en raison du montant accru des transferts aux provinces pour la santé et la péréquation. Les frais de la dette publique ont baissé de 0,1 milliard de dollars.

Juin 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de juin 2004, soit 1,1 milliard de dollars, était en baisse de 0,6 milliard par rapport à celui de juin 2003.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui se sont établis à 15,1 milliards de dollars, ont reculé de 0,3 milliard, ou 1,8 %. Cette baisse est principalement attribuable à des facteurs liés à l'échelonnement de la réception des revenus sur les trois premiers mois de 2004-2005 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

- Les revenus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont reculé de 0,5 milliard de dollars, ou 6,2 %, ce qui a annulé près de la moitié de la hausse signalée en mai 2004 pour les revenus d'une année sur l'autre. Cette situation s'explique surtout par le calendrier des paiements reçus entre mai et juin de cette année, comparativement à la période de mai à juin de l'exercice précédent.
- Les revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars d'une année sur l'autre, en raison d'une forte croissance des recettes brutes et de la diminution des remboursements liés à l'établissement de nouvelles cotisations d'impôt à payer des années précédentes.
- Les revenus au titre des droits et taxes d'accise ont baissé de 90 millions de dollars, ou 2,7 %. Les revenus au titre de la TPS ont reculé de 147 millions, ou 6,4 %, ce qui a annulé une partie de l'augmentation constatée d'une année sur l'autre en mai 2004. Les droits de douane à l'importation sont demeurés inchangés, tandis que les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 7,6 %, ce qui a compensé le recul d'une année sur l'autre signalé le mois dernier.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 6,1 %, car la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 s'élève à 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) a plus que contrebalancé la progression de l'emploi et, donc, du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, c'est-à-dire les revenus provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont baissé de 0,1 milliard de dollars, ou 8,0 %. Cette composante est très instable d'un mois à l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes ont atteint 11,2 milliards de dollars en juin 2004, soit une hausse de 0,4 milliard, ou 4,1 %, par rapport à juin 2003, ce qui s'explique entièrement par la hausse des paiements de transfert, car les autres charges de programmes ont été légèrement inférieures.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,5 milliard de dollars; les trois principales composantes étaient en hausse.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 19 millions de dollars, ou 0,6 %, d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,9 % en raison de l'augmentation des prestations moyennes attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003 et à l'accroissement du nombre de personnes admissibles aux prestations. Les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 4,3 % en raison du calendrier des paiements entre mai et juin. Comme on l'a fait remarquer dans *La revue financière* de mai 2004, la hausse importante d'une année sur l'autre signalée en mai 2004 s'expliquait par l'ajout d'un cycle de paiement en mai 2004 par rapport à l'année précédente.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 11,0 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux traduisait le financement accru aux termes de l'Accord de février 2003 sur les soins de santé. Les transferts fiscaux se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes. Dans l'ensemble, ces transferts ont augmenté de 19,8 % depuis juin 2003.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 17,6 %. Cette composante est extrêmement volatile au cours des premiers mois de l'exercice, ce qui reflète le calendrier des paiements.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges n'ont été que légèrement plus basses, car les hausses dans les charges des sociétés d'État ont été contrebalancées par des baisses dans les charges de la Défense et de tous les autres ministères et organismes. Cette composante est aussi très instable au cours des premiers mois d'un exercice, en raison du calendrier des paiements et de l'entrée en vigueur des mesures budgétaires.

Les frais de la dette publique ont reculé de 4,1 % puisque la baisse de l'encours de la dette portant intérêt a plus que compensé l'incidence d'une hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

D'avril à juin 2004 : résultats budgétaires

Au cours des trois premiers mois de l'exercice, on a enregistré un excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars, ce qui constitue une baisse de 0,7 milliard par rapport à l'excédent de 3,7 milliards constaté pour la période correspondante de 2003-2004.

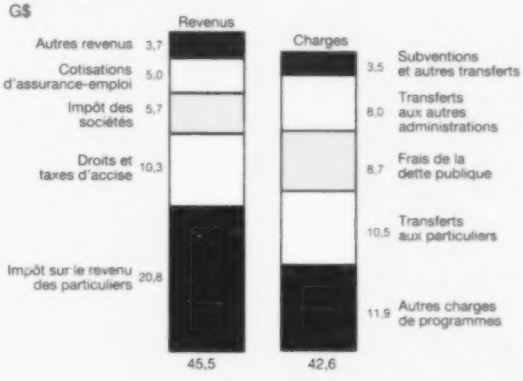
S'élevant à 45,5 milliards de dollars, les revenus budgétaires étaient en hausse de 0,5 milliard, ou 1,0 %, car les augmentations survenues dans les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la TPS ont été freinées par des chutes de revenus provenant de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, de cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus.

- Les revenus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 5,6 %. L'augmentation d'une année sur l'autre s'explique principalement par la forte croissance des retenues à la source sur les revenus d'emploi, ce qui traduit, en partie, les gains importants constatés dans l'emploi au cours des douze derniers mois.
- Les revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont reculé de 2,2 %. Bien que les acomptes mensuels aient augmenté d'une année sur l'autre, la hausse n'a pas suffi à contrebalancer l'accroissement des remboursements liés à l'établissement de nouvelles cotisations d'impôt à payer des années précédentes.
- Les droits et taxes d'accise ont augmenté de 0,1 milliard de dollars , ou 1,3 %. Les revenus provenant de la TPS se sont accrus de 0,2 milliard, ou 3,0 %, ce qui s'explique par la hausse des recettes brutes attribuable aux ventes intérieures et à la baisse des remboursements. Les taxes de vente et d'accise ont baissé de 2,3 %, ce qui traduit essentiellement une diminution des taxes sur l'énergie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 5,2 % à cause de la baisse des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont chuté de 16,1 %.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période d'avril à juin 2004, qui s'élèvent à 33,9 milliards de dollars, affichent une hausse de 1,3 milliard, ou 4,1 %, par rapport à la période correspondante de 2003-2004, la majeure partie de cette augmentation découlant des transferts accrus aux provinces pour la santé et la péréquation. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars.

Les paiements de transfert, qui représentaient près des deux tiers de l'ensemble des charges de programmes, ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 6,1 %.

Revenus et charges
(d'avril à juin 2004)



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	juin		d'avril à juin	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	15 431	15 147	45 075	45 535
Charges				
Charges de programmes	-10 755	-11 201	-32 614	-33 946
Frais de la dette publique	-2 965	-2 842	-8 806	-8 666
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 711	1 104	3 655	2 923
Opérations non budgétaires	-8 882	-5 596	-13 207	-10 126
Ressources ou besoins financiers	-7 171	-4 492	-9 552	-7 198
Variation nette dans les activités de financement	-3 201	-8 917	-530	-7 789
Variation nette dans l'encaisse	-10 372	-13 409	-10 082	-14 987
Encaisse à la fin de la période			4 621	2 264

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	2003	2004	variation	2003-2004	2004-2005	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 348	6 894	-6,2	19 699	20 810	5,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 778	2 125	19,5	5 831	5 702	-2,2
Autres impôts sur le revenu	165	267	61,8	665	835	25,6
Total des impôts sur le revenu	9 291	9 286	-0,1	26 195	27 347	4,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 312	2 165	-6,4	7 073	7 285	3,0
Droit de douane à l'importation	216	216	0,0	669	677	1,2
Taxes de vente et d'accise	819	881	7,6	2 345	2 290	-2,3
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	36	31	-13,9	132	96	-27,3
Total des taxes et droits d'accise	3 383	3 293	-2,7	10 219	10 348	1,3
Total des revenus fiscaux	12 674	12 579	-0,7	36 414	37 695	3,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 708	1 603	-6,1	5 241	4 971	-5,2
Autres revenus	1 049	965	-8,0	3 420	2 869	-16,1
Total des revenus budgétaires	15 431	15 147	-1,8	45 075	45 535	1,0

Tableau 3
Charges budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	2003	2004	variation	2003-2004	2004-2005	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 224	2 288	2,9	6 633	6 855	3,3
Prestations d'assurance-emploi	1 058	1 013	-4,3	3 571	3 615	1,2
Total	3 282	3 301	0,6	10 204	10 470	2,6
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			3 163	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		652			1 956	
Transfert visant la réforme des soins de santé		125			375	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 691	8		5 075	25	
Total	1 691	1 839	8,8	5 075	5 519	8,7
Transferts fiscaux	893	1 070	19,8	2 677	3 221	20,3
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-191	-253	32,5	-573	-759	32,5
Total	2 393	2 656	11,0	7 179	7 981	11,2
Subventions et autres transferts						
Agriculture	12	65	441,7	19	124	552,6
Affaires étrangères	137	241	75,9	435	576	32,4
Santé	80	89	11,3	326	375	15,0
Développement des ressources humaines	110	100	-9,1	341	404	18,5
Affaires indiennes et du Nord	343	283	-17,5	1 252	1 212	-3,2
Industrie et développement régional	148	152	2,7	329	384	16,7
Autres	226	312	38,1	645	471	-27,0
Total	1 056	1 242	17,6	3 347	3 546	5,9
Total des paiements de transfert	6 731	7 199	7,0	20 730	21 997	6,1
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	102	71	-30,4	366	372	1,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	152	195	28,3	570	555	-2,6
Autres	120	180	50,0	546	572	4,8
Total	374	446	19,3	1 482	1 499	1,1
Défense	901	856	-5,0	2 552	2 499	-2,1
Tous les autres ministères et organismes	2 749	2 700	-1,8	7 850	7 951	1,3
Total des autres charges de programmes	4 024	4 002	-0,5	11 884	11 949	0,5
Total des charges de programmes	10 755	11 201	4,1	32 614	33 946	4,1
Frais de la dette publique	2 965	2 842	-4,1	8 806	8 666	-1,6
Total des charges budgétaires	13 720	14 043	2,4	41 420	42 612	2,9

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 2,6 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,3 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,2 %. Au chapitre de l'assurance-emploi, les prestations ordinaires ont diminué, en raison de l'amélioration de la situation sur le marché du travail, tandis que les prestations spéciales, notamment les prestations de maladie, de maternité et de paternité, ont augmenté.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 11,2 %, ce qui traduit une hausse des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux ainsi qu'une montée des transferts fiscaux. La dernière augmentation s'explique par l'incidence des recouvrements faits en 2003-2004 à propos de paiements en trop effectués les années précédentes dans le cadre du programme de péréquation.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 5,9 %.

Les autres charges de programmes se sont accrues de 0,5 %, étant donné qu'une baisse des charges liées à la Défense d'une année sur l'autre a plus que compensé des hausses dans les deux autres composantes.

Les frais de la dette publique ont reculé de 1,6 %, ce qui résulte de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt qui a plus que compensé l'augmentation du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 7,2 milliards de dollars d'avril à juin 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressource ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

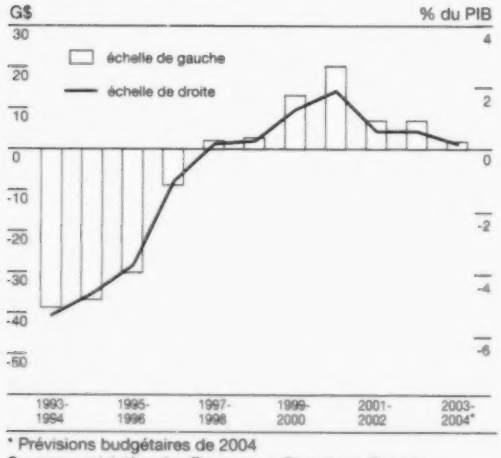
Les opérations non budgétaires ont entraîné des besoins nets de 10,1 milliards de dollars au cours de la période d'avril à juin, soit une baisse de 3,1 milliards par rapport aux besoins financiers de la période correspondante de 2003-2004. Ce recul s'explique principalement par les transferts en espèces dans des fonds de fiducie établis dans le budget de 2003 pour le supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (2,5 milliards de dollars) et le Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard de dollars).

Avec un excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars et des besoins nets de 10,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont établis à 7,2 milliards au cours du premier trimestre de 2004-2005, soit une baisse de 2,4 milliards par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 7,8 milliards de dollars

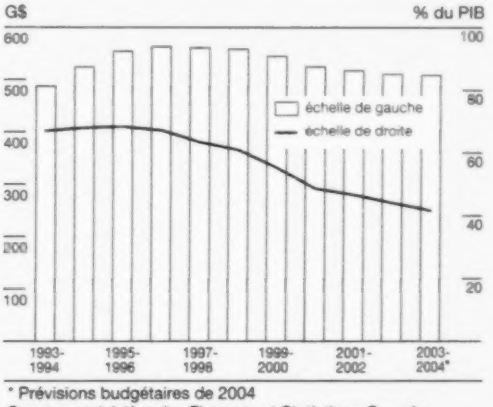
À la fin de juin 2004, le gouvernement a réduit de 7,8 milliards de dollars sa dette détenue sur les marchés. Par conséquent, afin de financer les besoins financiers de 7,2 milliards, il a réduit ses soldes de trésorerie. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 2,3 milliards de dollars à la fin de juin.

Solde budgétaire



* Prévisions budgétaires de 2004
Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



* Prévisions budgétaires de 2004
Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juin		d'avril à juin	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 711	1 104	3 655	2 923
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissements en immobilisations	-170	-134	-420	-373
Autres activités d'investissements	-121	-275	-445	-122
Comptes de pension et autres comptes	-24	-80	791	105
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-9 253	-6 004	-14 106	-10 649
Opérations de change	420	671	207	175
Amortissement des immobilisations corporelles	266	226	766	743
Total des autres activités	-8 567	-5 107	-13 133	-9 731
Total des opérations non budgétaires	-8 882	-5 596	-13 207	-10 121
Ressources ou besoins financiers nets	-7 171	-4 492	-9 552	-7 198

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	juin		d'avril à juin	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	-7 171	-4 492	-9 552	-7 198
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 705	-9 867	-3 065	-7 710
Bons du Trésor	400	800	2 900	800
Obligations d'épargne du Canada	-158	-75	-390	-122
Autres	182	-6	177	-14
Total	-3 281	-9 148	-378	-7 046
Emprunts en devises	80	231	-152	-743
Variation nette dans les activités de financement	-3 201	-8 917	-530	-7 789
Variation dans l'encaisse	-10 372	-13 409	-10 082	-14 987

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Août 2004

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juillet 2004 : excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars

Le mois de juillet 2004 s'est soldé par un excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 12 millions en juillet 2003. Cette amélioration du solde budgétaire d'une année sur l'autre est attribuable à une forte croissance des revenus budgétaires, en hausse de 1,5 milliard, ou 10,3 %, surtout sous l'effet de l'augmentation des revenus d'impôt des sociétés et des droits et des taxes d'accise. Le total des charges budgétaires a augmenté de 0,1 milliard, la légère hausse des charges de programmes ayant compensé la baisse des frais de la dette publique.

D'avril à juillet 2004 : excédent budgétaire de 4,4 milliards de dollars

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2004-2005 (d'avril à juillet), l'excédent budgétaire est estimé à 4,4 milliards de dollars, en hausse de 0,7 milliard par rapport à l'excédent affiché pendant la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires ont augmenté de 2,0 milliards, ou 3,3 %, traduisant des gains dans la plupart des principales composantes. L'importance des revenus budgétaires traduit la forte croissance de l'économie qui s'est manifestée durant le premier semestre de 2004. Statistique Canada a relevé que le revenu nominal, soit l'assiette fiscale correspondant aux revenus fédéraux, a augmenté de 6,7 % au deuxième trimestre de 2004 par rapport à la même période l'an dernier. Les charges de programmes ont gagné 1,5 milliard, ou 3,4 %, surtout en raison de l'augmentation des paiements de transfert, résultat de mesures budgétaires antérieures. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard.

Juillet 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de juillet 2004 est estimé à 1,4 milliard de dollars, en comparaison d'un excédent de 12 millions en juillet 2003.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui s'élèvent à 16,1 milliards de dollars, ont augmenté de 1,5 milliard, ou 10,3 %. Cette augmentation est surtout attribuable à un accroissement de 0,7 milliard des revenus d'impôt des sociétés et de 0,8 milliard des droits et des taxes d'accise.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,1 milliard de dollars, ou 1,5 %, surtout à cause de l'augmentation des retenues à la source sur les revenus d'emploi.
- Les revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont grimpé de 0,7 milliard de dollars, ou 62,4 %, sous l'effet d'une forte croissance des recettes brutes et de la diminution des remboursements attribuables à l'établissement de nouvelles cotisations fiscales d'années antérieures.
- Les droits et les taxes d'accise ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 25,9 %, dans toutes leurs composantes. Les revenus de la taxe sur les produits et services (TPS) se sont accrus de 0,5 milliard, ou 20,9 %, en raison de l'augmentation des revenus de TPS prélevés aux douanes et de la diminution des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont progressé de 0,1 milliard, tandis que les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 0,2 milliard.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 11,3 %, la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) ayant plus que neutralisé la progression de l'emploi et, donc, du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, c'est-à-dire les revenus des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont augmenté de 7,9 %. Cette composante est très instable d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes en juillet 2004 ont totalisé 11,6 milliards de dollars, en hausse de 0,2 milliard, ou 1,4 %, par rapport à juillet 2003. Les paiements de transfert et autres charges de programmes ont été légèrement supérieurs.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 1,8 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté légèrement d'une année sur l'autre, puisque l'augmentation des prestations aux aînés a presque été compensée par le recul des versements au titre des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,7 % en raison à la fois de l'augmentation de la moyenne des prestations, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes admissibles aux prestations. Les versements de prestations d'assurance-emploi ont diminué de 5,3 % sous l'effet

du fléchissement des prestations ordinaires, lui-même imputable à l'amélioration du marché du travail.

- Les principaux transferts aux autres administrations, constitués des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, sont en hausse de 0,2 milliard de dollars, ou 8,1 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux traduit le financement accru aux termes de l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Les transferts fiscaux se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes. Au total, ces transferts ont augmenté de 7,3 % par rapport à juillet 2003.
- Les subventions et autres transferts ont diminué de 5,8 %. Cette composante est extrêmement volatile d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,9 %, la baisse des charges liées aux sociétés d'État ayant été largement neutralisée par la hausse des charges liées à la défense et de toutes les autres charges des ministères et organismes. Cette composante est aussi assez volatile d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements et de l'entrée en vigueur des mesures d'exécution du budget.

Les frais de la dette publique ont reculé de 2,5 %, ce qui s'explique par la baisse de l'encours de la dette portant intérêt qui a plus que compensé l'augmentation du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

D'avril à juillet 2004 : résultats budgétaires

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice, l'excédent budgétaire s'est fixé à 4,4 milliards de dollars, soit une progression de 0,7 milliard par rapport à l'excédent de 3,7 milliards déclaré pour la période correspondante en 2003-2004.

À 61,6 milliards de dollars, les revenus budgétaires se sont accrus de 2,0 milliards, ou 3,3 %, traduisant de solides gains dans la plupart des composantes des revenus fiscaux (en hausse de 6 %), atténués légèrement par la diminution des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus.

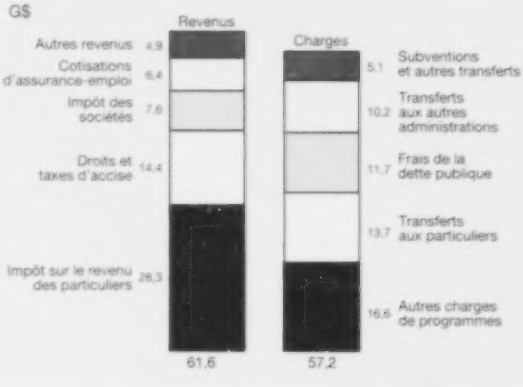
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou 4,5 %. L'augmentation d'une année sur l'autre s'explique principalement par la forte croissance des retenues à la source sur les revenus d'emploi, ce qui traduit, en partie, les gains importants constatés dans l'emploi au cours des 12 derniers mois.
- Les revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés se sont accrus de 0,6 milliard de dollars, ou 8,6 %, sous l'effet de solides gains, au chapitre des acomptes provisionnels mensuels, ayant découlé de l'augmentation des bénéfices des sociétés.
- Les droits et les taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 7,2 %. Les revenus produits par la TPS ont augmenté de 0,7 milliard, ou 7,3 %, en raison de la hausse des recettes brutes tirées des ventes intérieures et des douanes, et de la diminution des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont progressé de 13,2 %, sous l'effet d'une forte croissance des importations passibles de droits de douane. Les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 5,8 %, en raison de l'augmentation des revenus d'accise sur l'alcool et le tabac, alors que les revenus tirés des taxes sur l'énergie ont diminué.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 6,6 %, en raison de la réduction des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont diminué de 11,2 %.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période d'avril à juillet 2004, qui s'élèvent à 45,6 milliards de dollars, affichent une hausse de 1,5 milliard, ou 3,4 %, par rapport à la période correspondante de 2003-2004, la majeure partie de cette augmentation découlant de l'augmentation des paiements de transfert. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard.

Les paiements de transfert, qui ont constitué près des deux tiers du total des charges de programmes, ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 5,0 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 2,0 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,2 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont diminué légèrement. Au chapitre de l'assurance-emploi, les prestations ordinaires ont diminué, en raison de l'amélioration du marché du travail, tandis que les prestations spéciales, notamment les prestations de maladie, de maternité et de paternité, ont augmenté.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 6,5 %, sous l'effet de la hausse des transferts pour la santé et d'autres programmes sociaux, résultat de récentes mesures budgétaires, et de

Revenus et charges
(d'avril à juillet 2004)



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	juillet		d'avril à juillet	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	14 561	16 063	59 636	61 600
Charges				
Charges de programmes	-11 441	-11 604	-44 055	-45 553
Frais de la dette publique	-3 108	-3 031	-11 914	-11 696
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	12	1 439	3 667	4 351
Opérations non budgétaires	-2 218	-88	-15 427	-10 209
Ressources ou besoins financiers	-2 206	1 340	-11 760	-5 858
Variation nette dans les activités de financement	988	821	458	-6 967
Variation nette dans l'encaisse	-1 218	2 161	-11 302	-12 825
Encaisse à la fin de la période			3 395	4 425

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	2003	2004	variation	2003-2004	2004-2005	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 345	7 453	1,5	27 045	28 265	4,5
Impôt sur le revenu des sociétés	1 169	1 899	62,4	7 000	7 600	8,6
Autres impôts sur le revenu	317	266	-16,1	982	1 101	12,1
Total des impôts sur le revenu	8 831	9 618	8,9	35 027	36 966	5,5
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 257	2 728	20,9	9 330	10 013	7,3
Droit de douane à l'importation	210	317	51,0	879	995	13,2
Taxes de vente et d'accise	726	960	32,2	3 072	3 250	5,8
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	15	35	133,3	147	131	-10,9
Total des taxes et droits d'accise	3 208	4 040	25,9	13 428	14 389	7,2
Total des revenus fiscaux	12 039	13 658	13,4	48 455	51 355	6,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 652	1 466	-11,3	6 893	6 438	-6,6
Autres revenus	870	939	7,9	4 288	3 807	-11,2
Total des revenus budgétaires	14 561	16 063	10,3	59 636	61 600	3,3

Tableau 3
Charges budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	2003	2004	variation	2003-2004	2004-2005	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 214	2 273	2,7	8 847	9 127	3,2
Prestations d'assurance-emploi	1 036	981	-5,3	4 607	4 597	-0,2
Total	3 250	3 254	0,1	13 454	13 724	2,0
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			4 217	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		652			2 608	
Transfert visant la réforme des soins de santé		125			500	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 691			6 766	25	
Total	1 691	1 831	8,3	6 766	7 350	8,6
Transferts fiscaux	879	943	7,3	3 555	3 790	6,6
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-211	-225	6,6	-784	-984	25,5
Total	2 359	2 549	8,1	9 537	10 156	6,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	27	29	7,4	46	153	232,6
Affaires étrangères	159	151	-5,0	593	727	22,6
Santé	191	233	22,0	517	608	17,6
Développement des ressources humaines	85	88	3,5	427	492	15,2
Affaires indiennes et du Nord	312	340	9,0	1 564	1 552	-0,8
Industrie et développement régional	128	110	-14,1	457	494	8,1
Autres	362	240	-33,7	1 004	1 084	8,0
Total	1 264	1 191	-5,8	4 608	5 110	10,9
Total des paiements de transfert	6 873	6 994	1,8	27 599	28 990	5,0
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	51	94	84,3	417	466	11,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	166	170	2,4	737	725	-1,6
Autres	192	122	-36,5	737	695	-5,7
Total	409	386	-5,6	1 891	1 886	-0,3
Défense	1 021	1 070	4,8	3 576	3 568	-0,2
Tous les autres ministères et organismes	3 138	3 154	0,5	10 989	11 109	1,1
Total des autres charges de programmes	4 568	4 610	0,9	16 456	16 563	0,7
Total des charges de programmes	11 441	11 604	1,4	44 055	45 553	3,4
Frais de la dette publique	3 108	3 031	-2,5	11 914	11 696	-1,8
Total des charges budgétaires	14 549	14 635	0,6	55 969	57 249	2,3

l'augmentation des transferts fiscaux. Cette dernière s'explique principalement par l'incidence des recouvrements faits en 2003-2004 à propos de paiements en trop effectués les années précédentes dans le cadre du programme de péréquation, qui ont fait baisser les dépenses l'an dernier. Des erreurs de classification entre des subventions et transferts fiscaux et d'autres transferts ont entraîné une surestimation de 374 millions de dollars au titre des transferts fiscaux d'avril à juin 2004, et une sous-estimation d'un montant comparable pour les subventions et autres transferts. Le tout a été corrigé en juillet.

- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 10,9 %, principalement sous l'incidence de mesures annoncées dans les budgets précédents.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 0,7 %, alors que la légère diminution d'une année sur l'autre des charges liées aux sociétés d'État et à la défense a été compensée par l'augmentation de toutes les autres charges des ministères et des organismes.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,8 %, ce qui s'explique par la baisse de l'encours de la dette portant intérêt qui a plus que compensé l'augmentation du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 5,9 milliards de dollars d'avril à juillet 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

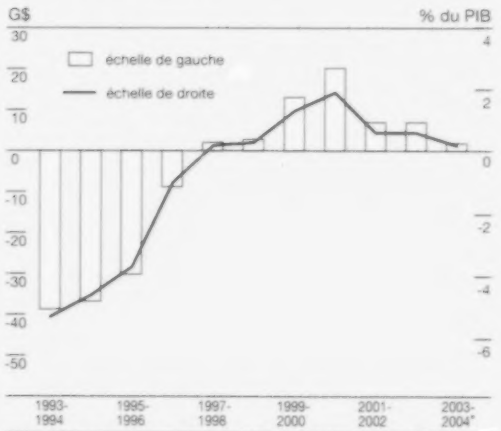
Les opérations non budgétaires ont entraîné des besoins nets de 10,2 milliards de dollars au cours de la période allant d'avril à juillet, en baisse de 5,2 milliards de dollars par rapport aux besoins financiers de la période correspondante de 2003-2004. Cette diminution est surtout attribuable aux transferts en espèces versés d'avril à juillet 2003 aux fonds fiduciaires établis dans le budget de 2003 au titre du supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (2,5 milliards), du Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard), de l'Inforoute Santé du Canada (600 millions) et de la Fondation canadienne pour l'innovation (500 millions).

Étant donné un excédent budgétaire de 4,4 milliards de dollars et des besoins nets de 10,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, les besoins financiers nets pour les quatre premiers mois de 2004-2005 se sont élevés à 5,9 milliards, en baisse de 5,9 milliards par rapport à la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 7,0 milliards de dollars

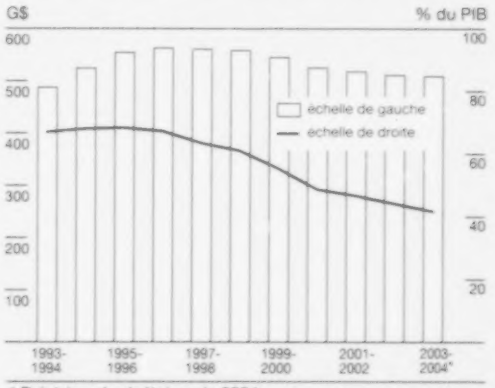
À la fin de juillet 2004, le gouvernement a réduit de 7,0 milliards de dollars sa dette détenue sur les marchés, surtout en allégeant son stock d'obligations négociables. Il a donc dû réduire ses soldes de trésorerie afin de financer des besoins financiers de 5,9 milliards. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de juillet s'élevaient à 4,4 milliards.

Solde budgétaire



* Prévisions budgétaires de 2004
Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



* Prévisions budgétaires de 2004
Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juillet		d'avril à juillet	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	12	1 428	3 667	4 351
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissements en immobilisations	-216	-6	-636	-379
Autres activités d'investissements	44	-309	-400	-431
Comptes de pension et autres comptes	-709	-721	81	-617
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-1 775	586	-15 884	-10 067
Opérations de change	205	104	412	279
Amortissement des immobilisations corporelles	233	258	1 000	1 006
Total des autres activités	-1 337	948	-14 472	-8 766
Total des opérations non budgétaires	-2 218	-88	-15 427	-10 209
Ressources ou besoins financiers nets	-2 206	1 340	-11 760	-5 858

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	juillet		d'avril à juillet	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	-2 206	1 340	-11 760	-5 858
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-1 729	278	-4 794	-7 432
Bons du Trésor	2 900	1 000	5 800	1 800
Obligations d'épargne du Canada	-99	-61	-489	-183
Autres	-2	-5	176	-19
Total	1 070	1 212	693	-5 834
Emprunts en devises	-82	-391	-235	-1 133
Variation nette dans les activités de financement	988	821	458	-6 967
Variation dans l'encaisse	-1 218	2 161	-11 302	-12 825

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Septembre 2004

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Août 2004 : excédent budgétaire de 306 millions de dollars

Un excédent budgétaire de 306 millions de dollars a été dégagé en août 2004, soit légèrement plus que celui de 103 millions enregistré en août 2003. Par rapport à août 2003, les revenus ont augmenté de 0,7 milliard, les charges de programmes ont progressé de 0,6 milliard et les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard.

D'avril à août 2004 : excédent budgétaire de 4,7 milliards de dollars

L'excédent budgétaire au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2004-2005 (d'avril à août) est estimé à 4,7 milliards de dollars, soit 0,9 milliard de plus que celui enregistré au cours de la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires ont connu une hausse de 2,6 milliards de dollars, ou 3,6 %, des gains étant observés pour la plupart des sources de revenus importantes, ce qui concorde avec la forte croissance de l'économie durant le premier semestre de 2004. Les charges de programmes ont augmenté de 2,1 milliards, ou 3,8 %, surtout en raison de la hausse des paiements de transfert sous l'effet de mesures prévues dans des budgets antérieurs. Enfin, les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars.

Août 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire d'août 2004 est estimé à 306 millions de dollars, en hausse par rapport à l'excédent de 103 millions du mois d'août 2003.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui totalisent 14,6 milliards de dollars, ont augmenté de 0,7 milliard, ou 4,9 %. Cette hausse est surtout attribuable à des augmentations de 0,6 milliard des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de 0,4 milliard des revenus tirés des droits et des taxes d'accise, ce qui a été contrebalancé en partie par un fléchissement des cotisations d'assurance-emploi et d'autres sources de revenus.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,6 milliard de dollars, ou 10,1 %, en raison de la forte augmentation des retenues à la source.
- Les revenus tirés de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont pour leur part augmenté de 3,8 %; la forte hausse des acomptes mensuels a été contrebalancée en partie par l'augmentation des remboursements relatifs à des années d'imposition antérieures.
- Les revenus provenant des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 9,8 %. Cette hausse s'explique par la forte croissance des revenus de la taxe sur les produits et services (TPS), annulée toutefois en partie par la diminution des revenus provenant des droits de douane à l'importation et des taxes de vente et d'accise. Les revenus de la TPS ont augmenté de 0,6 milliard, soit environ 27 %, en raison d'une hausse similaire des recettes brutes tirées des ventes intérieures et des importations. Les droits de douane à l'importation ont généré des revenus en baisse de 11,5 %, ce qui s'explique en partie par une augmentation des remboursements. Les revenus provenant des taxes de vente et d'accise ont fléchi de 21,1 %, en raison pour une part des effets persistants des cours élevés de l'énergie sur la demande énergétique. Les revenus tirés des autres taxes de vente et d'accise ont généralement été plus faibles que l'an dernier.
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 11,3 %, la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003) ayant plus que compensé la progression de l'emploi et, par le fait même, du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et de services ainsi que des opérations de change, ont baissé de 17,7 %. Cette composante présente une grande volatilité d'un mois à l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes en août 2004, qui se chiffraient à 11,4 milliards de dollars, ont été de 0,6 milliard, ou 5,5 %, supérieures à celles enregistrées en août 2003. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi et des droits à péréquation explique la plus grande partie de cette hausse.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 6,9 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont connu une hausse marquée d'une année sur l'autre. Ainsi, les prestations aux aînés ont augmenté de 3,4 %, en raison à la fois d'une moyenne des prestations plus élevée, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes ayant droit aux prestations. Pour leur part, les paiements relatifs aux prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 23,5 %, ce qui est relié au calendrier des paiements en août 2004 par rapport à août 2003. Par conséquent, une part de cette augmentation devrait être annulée en septembre 2004.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux, (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont connu une hausse de 0,3 milliard de dollars, ou 11,6 %. L'augmentation des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux découle de l'accroissement du financement prévu dans l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Les transferts fiscaux, qui se composent des droits à péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes, ont augmenté de 17,5 % dans l'ensemble par rapport à août 2003, en raison principalement du recouvrement, en 2003-2004, de paiements effectués en trop dans les années antérieures.
- Les subventions et autres transferts ont diminué de 11,6 %. Cette composante est très volatile d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements. Les montants négatifs liés à l'agriculture et au développement des ressources humaines en août 2004 découlent du rajustement des chiffres estimatifs des mois antérieurs.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 3,3 %, la baisse des charges liées à la défense et aux sociétés d'État ayant plus que compensé la hausse des charges de tous les autres ministères et organismes. Cette composante s'avère elle aussi très volatile d'un mois à l'autre, selon le calendrier des paiements et l'entrée en vigueur des mesures budgétaires.

Les frais de la dette publique ont diminué de 4,0 %, la réduction de l'encours de la dette portant intérêt ayant plus que compensé la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

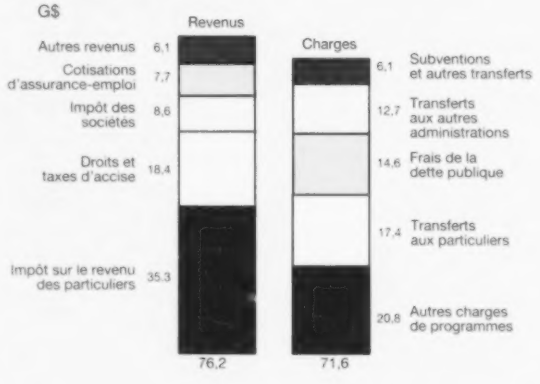
D'avril à août 2004 : résultats budgétaires

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice, on a enregistré un excédent budgétaire de 4,7 milliards de dollars, soit 0,9 milliard de plus que celui de 3,8 milliards déclaré pour la même période en 2003-2004.

Les revenus budgétaires, à 76,2 milliards de dollars, ont été de 2,6 milliards, ou 3,6 %, plus élevés par suite de gains marqués pour la plupart des sources de revenus fiscaux, ce qui a été contrebalancé légèrement par une diminution des revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les revenus fiscaux ont augmenté de 6,6 %.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 5,6 %, surtout à cause de la forte croissance des retenues à la source sur les revenus d'emploi, ce qui tient pour une part à la progression de l'emploi.

Revenus et charges
(d'avril à août 2004)



- Les revenus tirés de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 8,0 %, du fait que les sociétés continuent encore de dégager des bénéfices importants.
- Les revenus provenant des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 7,7 %, surtout en raison de la hausse de 11,2 % des revenus de la TPS. Il y a également eu une hausse des revenus provenant des droits de douane à l'importation, mais elle a été contrebalancée en partie par le recul des revenus tirés des taxes de vente et d'accise ainsi que des revenus provenant du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard de dollars, ou 7,4 %.
- Enfin, les autres revenus ont fléchi de 12,7 %.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période d'avril à août 2004, qui s'établissent à 57,0 milliards de dollars, ont augmenté de 3,8 %, par rapport à la même période en 2003-2004, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés. Les frais de la dette publique ont pour leur part été de 0,3 milliard inférieurs par rapport aux cinq premiers mois de 2003-2004.

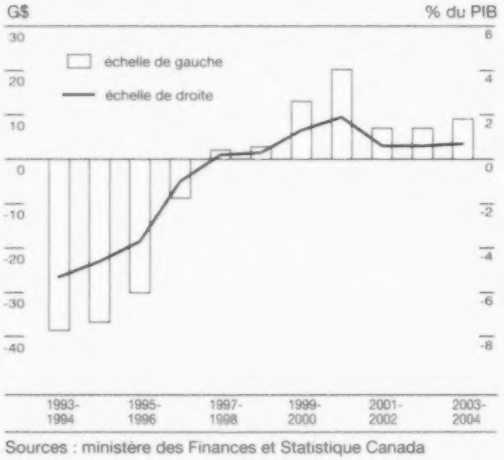
Les paiements de transfert, qui ont représenté près des deux tiers du total des charges de programmes, ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 5,4 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,6 milliard de dollars, ou 3,6 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,2 % et les prestations d'assurance-emploi, de 4,3 %. La plus grande partie de cette dernière hausse est attribuable à des prestations spéciales, par exemple les prestations de maladie, les prestations de maternité et les prestations parentales.
- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 0,9 milliard de dollars, ou 7,5 %, en raison de la majoration des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux aux termes de l'accord de 2003 sur la santé. Il y a également eu une hausse des transferts fiscaux, qui tient surtout au recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués lors d'années antérieures dans le cadre du Programme de péréquation.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 6,5 %, surtout en raison de l'incidence des mesures annoncées dans les budgets précédents.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 1,2 %, les charges plus faibles reliées aux sociétés d'État et à la défense étant contrebalancées par la hausse de toutes les charges des autres ministères et organismes.

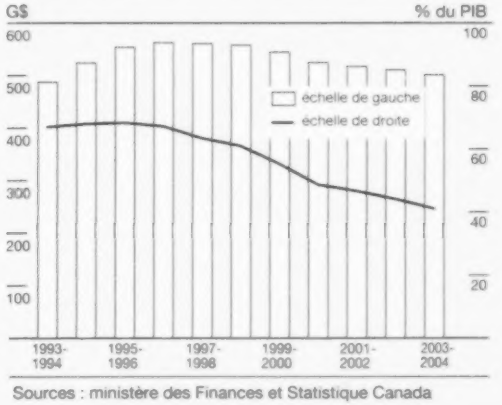
Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 % par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Besoins financiers de 4,1 milliards de dollars d'avril à août 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 8,8 milliards de dollars au cours de la période allant d'avril à août, en baisse de 6,9 milliards par rapport aux besoins enregistrés pour la période correspondante de 2003-2004. Cette diminution est surtout attribuable aux transferts en espèces effectués d'avril à août 2003 aux fonds fiduciaires établis dans le budget de 2003 au titre du supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (2,5 milliards), du Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard), de l'Inforoute Santé du Canada (600 millions) et de la Fondation canadienne pour l'innovation (500 millions).

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 4,7 milliards de dollars et de besoins nets de 8,8 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 4,1 milliards pour les cinq premiers mois de 2004-2005, en baisse de 7,8 milliards par rapport à la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 4,1 milliards de dollars

À la fin d'août 2004, le gouvernement avait réduit de 4,1 milliards de dollars l'encours de la dette contractée sur les marchés, notamment en diminuant le volume de ses obligations négociables en circulation. Ainsi, pour financer à la fois cette réduction de la dette contractée sur les marchés et ses besoins financiers de 4,1 milliards, le gouvernement a réduit ses soldes de trésorerie de 8,3 milliards. Le niveau mensuel des soldes de trésorerie varie en fonction de divers facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin du mois d'août se chiffraient à 9,0 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Août		D'avril à août	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	13 935	14 617	73 571	76 214
Charges				
Charges de programmes	-10 799	-11 398	-54 854	-56 949
Frais de la dette publique	-3 033	-2 913	-14 947	-14 609
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	103	306	3 770	4 656
Opérations non budgétaires	-287	1 407	-15 711	-8 802
Ressources ou besoins financiers	-184	1 713	-11 941	-4 146
Variation nette dans les activités de financement	5 123	2 856	5 580	-4 111
Variation nette dans l'encaisse	4 939	4 569	-6 361	-8 257
Encaisse à la fin de la période			8 336	8 994

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Août			D'avril à août		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 428	7 076	10,1	33 472	35 340	5,6
Impôt sur le revenu des sociétés	936	972	3,8	7 936	8 572	8,0
Autres impôts sur le revenu	197	218	10,7	1 179	1 319	11,9
Total des impôts sur le revenu	7 561	8 266	9,3	42 587	45 231	6,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 290	2 906	26,9	11 620	12 919	11,2
Droit de douane à l'importation	349	309	-11,5	1 228	1 304	6,2
Taxes de vente et d'accise	1 010	797	-21,1	4 080	4 047	-0,8
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	32	28	-12,5	179	159	-11,2
Total des taxes et droits d'accise	3 681	4 040	9,8	17 107	18 429	7,7
Total des revenus fiscaux	11 242	12 306	9,5	59 694	63 660	6,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 475	1 309	-11,3	8 368	7 746	-7,4
Autres revenus	1 218	1 002	-17,7	5 509	4 808	-12,7
Total des revenus budgétaires	13 935	14 617	4,9	73 571	76 214	3,6

Tableau 3
Charges budgétaires

	Août			D'avril à août		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 233	2 310	3,4	11 080	11 437	3,2
Prestations d'assurance-emploi	1 075	1 328	23,5	5 682	5 925	4,3
Total	3 308	3 638	10,0	16 762	17 362	3,6
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			5 271	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		652			3 260	
Transfert visant la réforme des soins de santé		125			625	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 692			8 458	25	
Total	1 692	1 831	8,2	8 458	9 181	8,5
Transferts fiscaux	789	927	17,5	4 344	4 717	8,6
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-211	-225	6,6	-995	-1 209	21,5
Total	2 270	2 533	11,6	11 807	12 689	7,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	211	-8	-103,8	257	145	-43,6
Affaires étrangères	104	167	60,6	697	894	28,3
Santé	99	87	-12,1	616	695	12,8
Développement des ressources humaines	80	-95	-218,8	507	397	-21,7
Affaires indiennes et du Nord	313	337	7,7	1 877	1 889	0,6
Industrie et développement régional	187	211	12,8	643	705	9,6
Autres	116	282	143,1	1 120	1 366	22,0
Total	1 110	981	-11,6	5 717	6 091	6,5
Total des paiements de transfert	6 688	7 152	6,9	34 286	36 142	5,4
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	74	85	14,9	491	551	12,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	172	140	-18,6	909	865	-4,8
Autres	178	178	0,0	915	872	-4,7
Total	424	403	-5,0	2 315	2 288	-1,2
Défense	1 117	1 047	-6,3	4 692	4 615	-1,6
Tous les autres ministères et organismes	2 570	2 796	8,8	13 561	13 904	2,5
Total des autres charges de programmes	4 111	4 246	3,3	20 568	20 807	1,2
Total des charges de programmes	10 799	11 398	5,5	54 854	56 949	3,8
Frais de la dette publique	3 033	2 913	-4,0	14 947	14 609	-2,3
Total des charges budgétaires	13 832	14 311	3,5	69 801	71 558	2,5

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Août		D'avril à août	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	103	306	3 770	4 656
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissements en immobilisations	-135	-27	-771	-406
Autres activités d'investissements	-129	-272	-529	-704
Comptes de pension et autres comptes	111	104	192	-513
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-631	1 878	-16 512	-8 188
Opérations de change	-25	-427	387	-148
Amortissement des immobilisations corporelles	522	151	1 522	1 157
Total des autres activités	-134	1 602	-14 603	-7 179
Total des opérations non budgétaires	-287	1 407	-15 711	-8 802
Ressources ou besoins financiers nets	-184	1 713	-11 941	-4 146

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Août		D'avril à août	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	-184	1 713	-11 941	-4 146
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 451	2 767	-3 343	-4 665
Bons du Trésor	3 900	100	9 700	1 900
Obligations d'épargne du Canada	-89	-55	-578	-238
Autres	-1	-5	174	-24
Total	5 261	2 807	5 953	-3 027
Emprunts en devises	-138	49	-373	-1 084
Variation nette dans les activités de financement	5 123	2 856	5 580	-4 111
Variation dans l'encaisse	4 939	4 569	-6 361	-8 257

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2003	31 août 2004	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 964	67 758	-12 206
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	278 780	274 115	-4 665
Bons du Trésor	113 378	115 278	1 900
Obligations d'épargne du Canada	21 330	21 092	-238
Autres	3 427	3 404	-23
Total partiel	416 915	413 889	-3 026
Payable en devises	20 542	19 458	-1 084
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 774	2 740	-34
Total de la dette non échue	440 231	436 087	-4 144
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 560	128 330	770
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	39 367	39 710	343
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 483	6 677	-806
Autres comptes de pension et autres comptes	6 488	6 045	-443
Total des comptes de pension et autres comptes	180 898	180 761	-137
Total de la dette portant intérêt	621 129	616 848	-4 281
Total du passif	701 093	684 606	-16 487
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	70 921	59 107	-11 814
Comptes d'opérations de change	44 313	44 460	147
Prêts placements et avances (nets des provisions)	29 548	30 252	704
Total des actifs financiers	144 782	133 819	-10 963
Dette nette	556 311	550 787	-5 524
Actifs non financiers	54 817	53 949	-868
Dette fédérale (déficit accumulé)	501 494	496 838	-4 656

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Octobre 2004

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Septembre 2004 : excédent budgétaire de 3,3 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 3,3 milliards de dollars a été dégagé en septembre 2004, ce qui représente une hausse importante par rapport au déficit de 728 millions enregistré en septembre 2003. Cet excédent plus élevé d'une année sur l'autre traduit principalement les gains nets réalisés à la suite de la vente des actions de Petro-Canada qui étaient encore détenues par le gouvernement du Canada. En outre, les interruptions de travail à l'Agence du revenu du Canada en septembre ont entraîné des retards dans le traitement des remboursements, ce qui a eu pour effet d'accroître temporairement les revenus, qui étaient de 3,5 milliards de dollars supérieurs à ceux enregistrés en septembre 2003, tandis que les charges de programmes avaient diminué de 0,4 milliard. Pour leur part, les frais de la dette publique ont été de 0,1 milliard de dollars plus faibles qu'en septembre de l'année précédente.

D'avril à septembre 2004 : excédent budgétaire de 7,9 milliards de dollars

L'excédent budgétaire au cours des six premiers mois de l'exercice 2004-2005 (d'avril à septembre) est estimé à 7,9 milliards de dollars, soit 4,9 milliards de plus que l'excédent enregistré au cours de la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires ont connu une hausse de 6,1 milliards de dollars, ou 7,1 %. Ce résultat comprend la prise en compte du produit net de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada ainsi que la progression de la plupart des autres sources de revenus, dans la foulée de la forte croissance de l'économie au cours du premier semestre de 2004. Les charges de programmes ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 2,6 %, surtout en raison d'une hausse des paiements de transfert sous l'effet de mesures prévues dans les budgets antérieurs. Enfin, les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars.

Note aux lecteurs : Il faut faire preuve de prudence dans l'interprétation des données financières recueillies jusqu'ici pour l'exercice. Ainsi, les interruptions de travail survenues récemment dans la fonction publique fédérale ont eu des répercussions sur les données relatives aux revenus pour septembre et pour les six premiers mois de l'exercice. Dans certains cas, les revenus sont surévalués en raison d'un moins grand nombre de remboursements. Les interruptions de travail auront aussi des effets sur les résultats enregistrés en octobre 2004, mais ces incidences devraient s'estomper au cours des prochains mois, car l'Agence du revenu du Canada rattrapera le retard accumulé dans le traitement des remboursements. De plus, différentes initiatives stratégiques proposées, notamment les accords conclus récemment entre le gouvernement du Canada et les provinces et les territoires sur les soins de santé, la péréquation et la formule de financement des territoires, ne seront prises en considération dans les données financières mensuelles que lorsque les dispositions législatives habilitantes auront reçu la sanction royale.

Septembre 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire estimatif en septembre 2004 a été de 3,3 milliards de dollars, soit une hausse par rapport au déficit de 728 millions enregistré en septembre 2003.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui totalisent 16,9 milliards de dollars, ont augmenté de 3,5 milliards, ou 26,2 %. Cette hausse découle essentiellement du produit net de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada. Il y a eu également des augmentations de 0,7 milliard des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de 0,5 milliard des revenus tirés de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, ce qui a été contrebalancé en partie par un fléchissement de 0,2 milliard des cotisations d'assurance-emploi. Les revenus tirés des droits et des taxes d'accise sont demeurés inchangés d'une année sur l'autre.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 10,7 %. La hausse d'une année sur l'autre est attribuable principalement à l'augmentation des retenues à la source et des acomptes provisionnels.

- Les revenus tirés de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont pour leur part augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 46,9 %, en raison d'une baisse des remboursements traités en septembre par suite des interruptions de travail survenues dans la fonction publique. C'est ainsi que l'augmentation de 12 % environ des recettes brutes conjuguée à un recul de 27 % des remboursements se traduisait par une hausse de 46,9 % des recettes nettes. Une partie de cette hausse des recettes nettes sera contrebalancée au cours des mois à venir.
- Les revenus tirés des droits et des taxes d'accise étaient inchangés, car le recul des droits de douane à l'importation a été presque entièrement contrebalancé par la hausse des autres droits et taxes d'accise. D'une année sur l'autre, les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) n'ont pas fluctué, quoique l'on note une baisse marquée des remboursements de TPS, ce qui résulte des interruptions de travail dans la fonction publique.
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 12,0 % en raison de la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 était de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003), ce qui a plus que compensé la progression de l'emploi et, par le fait même, du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et de services ainsi que des opérations de change, ont augmenté de 2,5 milliards de dollars, ce qui découle de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada. Si l'on fait abstraction de la vente de ces actions, les autres revenus auraient connu une baisse en septembre.

Les charges de programmes en septembre 2004, qui se chiffraient à 10,8 milliards de dollars, ont été de 0,4 milliard, ou 3,4 %, inférieures à celles enregistrées en septembre 2003. La baisse de 0,3 milliard de dollars des prestations d'assurance-emploi et celle de 0,4 milliard des autres charges de programmes ont plus que compensé la hausse des transferts aux autres administrations ainsi que des subventions et autres transferts qui ont progressé de 0,3 milliard de dollars.

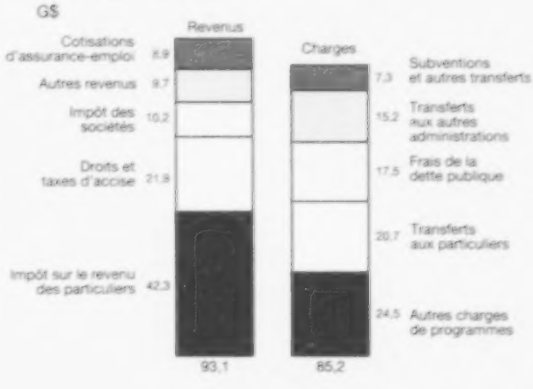
Les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 0,8 %, en septembre 2004.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont connu une baisse de 0,3 milliard de dollars d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,2 %, en raison à la fois d'une moyenne des prestations plus élevée, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes ayant droit aux prestations.

  Pour leur part, les paiements relatifs aux prestations d'assurance-emploi ont diminué de 25,2 %, ce qui est relié principalement au calendrier des versements en septembre 2004 par rapport à septembre 2003, mais aussi, dans une moindre mesure, à la diminution du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux, (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont connu une hausse de 8,3 %. L'augmentation des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux découle des mesures prévues dans l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Les transferts fiscaux, qui se composent des droits à péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes, ont augmenté de 8,0 % dans l'ensemble par rapport à septembre 2003, en raison principalement du recouvrement, en 2003-2004, de paiements effectués en trop dans le cadre du Programme de péréquation lors d'exercices antérieurs.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 12,6 %. Cette composante est très volatile d'un mois à l'autre, ce qui provient du calendrier des paiements.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont diminué de 10,4 %. Les interruptions de travail dans la fonction publique fédérale en septembre ont eu des répercussions sur ces charges et ont réduit les coûts de

Revenus et charges
(d'avril à septembre 2004)



fonctionnement. Cette composante s'avère elle aussi très volatile d'un mois à l'autre, selon le calendrier des paiements et l'entrée en vigueur des mesures budgétaires.

Les frais de la dette publique ont diminué de 3,5 %, la réduction de l'encours de la dette portant intérêt ayant plus que compensé la hausse du taux d'intérêt effectif moyen applicable sur cette dette.

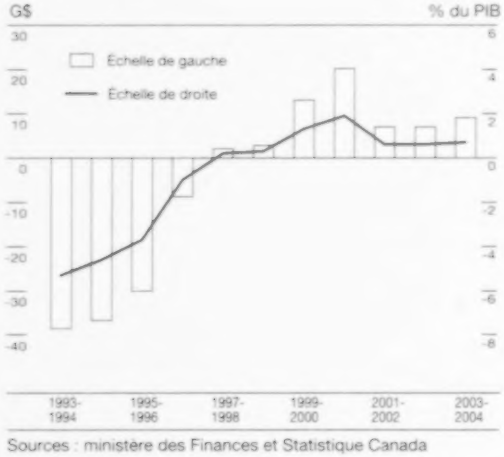
D'avril à septembre 2004 : résultats budgétaires

Au cours des six premiers mois de l'exercice, on a enregistré un excédent budgétaire de 7,9 milliards de dollars, soit 4,9 milliards de plus que celui de 3,0 milliards déclaré pour la même période en 2003-2004. Plus de la moitié de cette hausse est attribuable à des facteurs ponctuels.

Les revenus budgétaires, qui ont atteint 93,1 milliards de dollars, ont augmenté de 6,1 milliards, ou 7,1 %. Cette hausse découle de la progression des revenus fiscaux et des autres revenus, y compris la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada, ce qui a été contrebalancé en partie par une baisse des revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi. Les revenus fiscaux ont augmenté de 5,2 milliards, ou 7,3 %, mais, comme indiqué auparavant, les interruptions de travail dans la fonction publique fédérale en septembre ont fait augmenter les revenus fiscaux à la fois en septembre et depuis le début de l'exercice, étant donné que le nombre de remboursements traités a diminué. Cette hausse devrait donc s'estomper en grande partie au cours des prochains mois.

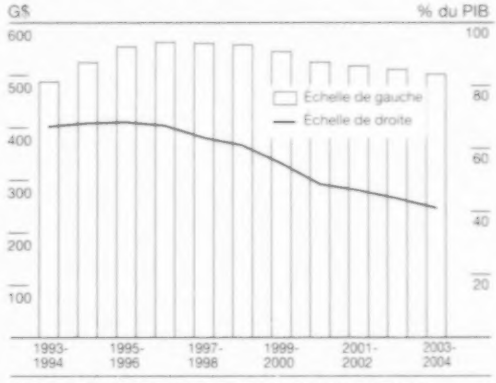
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,5 milliards de dollars, ou 6,4 %. Cette hausse d'une année sur l'autre est attribuable principalement à la forte augmentation des retenues à la source sur le revenu d'emploi, ce qui traduit pour une part la progression de l'emploi.
- Les revenus tirés de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont connu une hausse de 1,2 milliard de dollars, ou 12,8 %, en raison pour une part de la baisse du nombre de remboursements traités en septembre 2004. La procédure de remboursement a aussi eu une incidence sur ces résultats mensuels. En effet, les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels en fonction de leurs obligations fiscales de l'année précédente ou de leurs obligations estimatives pour l'année en cours, les paiements de règlement étant effectués dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. Étant donné la forte hausse des paiements de règlement en 2003-2004, attribuable à l'augmentation des bénéfices des sociétés en 2003, les acomptes provisionnels versés actuellement reflètent la hausse des obligations fiscales de l'année dernière plutôt que de l'année en cours.
- Les revenus tirés des droits et taxes d'accise ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 6,4 %. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation de 9,3 % des revenus tirés de la TPS. Les droits de douane à l'importation ont progressé légèrement, tandis que les revenus provenant du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont légèrement fléchi.
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,8 milliard de dollars, ou 8,0 %.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les autres revenus ont progressé de 1,8 milliard de dollars, ou 27,2 %, ce qui découle de la vente des dernières actions de Petro-Canada qui étaient encore détenues par le gouvernement.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées d'avril à septembre 2004, qui s'établissent à 67,7 milliards de dollars, ont augmenté de 2,6 % en raison de paiements de transfert plus élevés. Les frais de la dette publique ont pour leur part diminué de 0,4 milliard pour les six premiers mois de 2003-2004.

Les paiements de transfert, qui ont représenté près des deux tiers des charges de programmes, ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 4,6 %.

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 1,6 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,2 %, les prestations d'assurance-emploi reculant pour leur part de 1,4 %. En ce qui touche les prestations d'assurance-emploi, la hausse des prestations spéciales, par exemple les prestations de maladie, les prestations de maternité et les prestations parentales, a été contrebalancée par la baisse des prestations régulières, diminution attribuable à l'amélioration du marché du travail.
- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 1,1 milliard de dollars, ou 7,6 %, en raison de la majoration des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux aux termes de l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Il y a également eu une hausse de 8,5 % des transferts fiscaux, ce qui provient surtout du recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués lors d'années antérieures dans le cadre du Programme de péréquation.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 7,4 %, surtout en raison de mesures prévues dans des budgets antérieurs.

Les autres charges de programmes ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ou 0,8 %, en raison de charges moins élevées reliées aux sociétés d'État et à l'ensemble des ministères et organismes, exception faite de la Défense, ce qui traduit la diminution des coûts de fonctionnement par suite des interruptions de travail dans la fonction publique fédérale.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt qui a plus que compensé la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 1,0 milliard de dollars d'avril à septembre 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 8,9 milliards de dollars au cours de la période allant d'avril à septembre, en baisse de 4,7 milliards par rapport aux besoins enregistrés pour la période correspondante de 2003-2004. Cette diminution est surtout attribuable aux transferts en espèces effectués d'avril à septembre 2003 aux fonds fiduciaires établis dans le budget de 2003 au titre du supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (2,5 milliards), du Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard), de l'Inforoute Santé du Canada (600 millions) et de la Fondation canadienne pour l'innovation (500 millions).

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 7,9 milliards de dollars et de besoins nets de 8,9 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 1,0 milliard au cours des six premiers mois de 2004-2005, en baisse de 9,6 milliards par rapport à la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 10,6 milliards de dollars

À la fin de septembre 2004, le gouvernement avait réduit de 10,6 milliards de dollars l'encours de la dette contractée sur les marchés, ce qui est attribuable pour une bonne part à la diminution du volume de ses obligations négociables en circulation. Ainsi, pour financer à la fois cette réduction de la dette contractée sur les marchés et ses besoins financiers de 1,0 milliard, le gouvernement a réduit ses soldes de trésorerie de 11,5 milliards. Le niveau mensuel des soldes de trésorerie varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin du mois de septembre se chiffraient à 5,7 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Septembre		D'avril à septembre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	13 370	16 873	86 940	93 086
Charges				
Charges de programmes	-11 128	-10 753	-65 982	-67 702
Frais de la dette publique	-2 970	-2 866	-17 916	-17 476
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-728	3 254	3 042	7 908
Opérations non budgétaires	2 075	-111	-13 629	-8 881
Ressources ou besoins financiers	1 347	3 143	-10 587	-973
Variation nette dans les activités de financement	-5 708	-6 431	-140	-10 576
Variation nette dans l'encaisse	-4 361	-3 288	-10 727	-11 549
Encaisse à la fin de la période			3 973	5 701

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Septembre			D'avril à septembre		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 307	6 979	10,7	39 780	42 319	6,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 122	1 648	46,9	9 058	10 220	12,8
Autres impôts sur le revenu	171	181	5,8	1 350	1 500	11,1
Total des impôts sur le revenu	7 600	8 808	15,9	50 188	54 039	7,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 368	2 369	0,0	13 988	15 288	9,3
Droit de douane à l'importation	317	277	-12,6	1 545	1 581	2,3
Taxes de vente et d'accise	790	824	4,3	4 870	4 871	0,0
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	33	35	6,1	212	194	-8,5
Total des taxes et droits d'accise	3 508	3 505	-0,1	20 615	21 934	6,4
Total des revenus fiscaux	11 108	12 313	10,8	70 803	75 973	7,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 322	1 163	-12,0	9 689	8 910	-8,0
Autres revenus	940	3 397	261,4	6 448	8 203	27,2
Total des revenus budgétaires	13 370	16 873	26,2	86 940	93 086	7,1

Tableau 3

Charges budgétaires

	Septembre			D'avril à septembre		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 244	2 315	3,2	13 324	13 752	3,2
Prestations d'assurance-emploi	1 352	1 011	-25,2	7 035	6 935	-1,4
Total	3 596	3 326	-7,5	20 359	20 687	1,6
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			6 325	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		652			3 912	
Transfert visant la réforme des soins de santé		125			750	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 692			10 150	25	-99,8
Transferts fiscaux	858	927	8,0	5 202	5 645	8,5
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-211	-225	6,6	-1 205	-1 433	18,9
Total	2 339	2 533	8,3	14 147	15 224	7,6
Subventions et autres transferts						
Agriculture	112	88	-21,4	369	232	-37,1
Affaires étrangères	133	129	-3,0	830	1 023	23,3
Santé	92	179	94,6	708	874	23,4
Développement des ressources humaines	126	102	-19,0	633	499	-21,2
Affaires indiennes et du Nord	281	302	7,5	2 158	2 192	1,6
Industrie et développement régional	69	122	76,8	712	827	16,2
Autres	237	260	9,7	1 358	1 625	19,7
Total	1 050	1 182	12,6	6 768	7 272	7,4
Total des paiements de transfert	6 985	7 041	0,8	41 274	43 183	4,6
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	92	109	18,5	583	660	13,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	166	170	2,4	1 074	1 035	-3,6
Autres	157	116	-26,1	1 073	988	-7,9
Total	415	395	-4,8	2 730	2 683	-1,7
Défense	876	1 040	18,7	5 567	5 655	1,6
Tous les autres ministères et organismes	2 852	2 277	-20,2	16 411	16 181	-1,4
Total des autres charges de programmes	4 143	3 712	-10,4	24 708	24 519	-0,8
Total des charges de programmes	11 128	10 753	-3,4	65 982	67 702	2,6
Frais de la dette publique	2 970	2 866	-3,5	17 916	17 476	-2,5
Total des charges budgétaires	14 098	13 619	-3,4	83 898	85 178	1,5

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Septembre		D'avril à septembre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-728	3 254	3 042	7 908
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-175	-180	-1 151	-471
Autres activités d'investissement	-832	-378	-1 361	-1 082
Comptes de pension et autres comptes	371	-504	824	-640
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	3 026	923	-13 535	-7 725
Opérations de change	-219	-161	168	-309
Amortissement des immobilisations corporelles	-96	189	1 426	1 346
Total des autres activités	2 711	951	-11 941	-6 688
Total des opérations non budgétaires	2 075	-111	-13 629	-8 881
Ressources ou besoins financiers nets	1 347	3 143	-10 587	-973

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Septembre		D'avril à septembre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	1 347	3 143	-10 587	-973
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 758	-4 813	-7 101	-9 478
Bons du Trésor	-2 200	-1 500	7 500	400
Obligations d'épargne du Canada	-74	-30	-652	-268
Autres	-1	-1	173	-25
Total	-6 033	-6 344	-80	-9 371
Emprunts en devises	325	-83	-48	-1 167
Total	-5 708	-6 427	-128	-10 538
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0	-4	-12	-38
Variation nette dans les activités de financement	-5 708	-6 431	-140	-10 576
Variation dans l'encaisse	-4 361	-3 288	-10 727	-11 549

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2004	30 septembre 2004	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 964	68 154	-11 810
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	278 780	269 302	-9 478
Bons du Trésor	113 378	113 778	400
Obligations d'épargne du Canada	21 330	21 062	-268
Autres	3 427	3 402	-25
Total partiel	416 915	407 544	-9 371
Payable en devises	20 542	19 375	-1 167
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 774	2 736	-38
Total de la dette non échue	440 231	429 655	-10 576
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 560	129 598	2 038
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	39 367	39 518	151
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 483	5 085	-2 398
Autres comptes de pension et autres comptes	6 488	6 057	-431
Total des comptes de pension et autres comptes	180 898	180 258	-640
Total de la dette portant intérêt	621 129	609 913	-11 216
Total du passif	701 093	678 067	-23 026
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	70 921	55 288	-15 633
Comptes d'opérations de change	44 313	44 622	309
Prêts placements et avances (nets des provisions)	29 548	30 630	1 082
Total des actifs financiers	144 782	130 540	-14 242
Dette nette	556 311	547 527	-8 784
Actifs non financiers	54 818	53 942	-876
Dette fédérale (déficit accumulé)	501 493	493 585	-7 908

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Novembre 2004

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2004 : excédent budgétaire de 1,1 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 1,1 milliard de dollars a été dégagé en octobre 2004, ce qui représente une hausse par rapport à l'excédent de 159 millions enregistré en octobre 2003. Les revenus ont augmenté de 1,3 milliard par rapport au montant d'octobre 2003, principalement à cause d'une hausse des revenus tirés de l'impôt des sociétés. Cette hausse découle en grande partie de retards dans le traitement des remboursements en raison d'un conflit de travail à l'Agence du revenu du Canada, et elle devrait être compensée par une baisse au cours des prochains mois. Les charges de programmes ont progressé de 0,8 milliard, tandis que les frais de la dette publique ont régressé de 0,4 milliard.

D'avril à octobre 2004 : excédent budgétaire de 9,0 milliards de dollars

L'excédent budgétaire des sept premiers mois de l'exercice 2004-2005 (d'avril à octobre) est évalué à 9,0 milliards de dollars, soit 5,8 milliards de plus que l'excédent enregistré au cours de la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires ont connu une hausse de 7,4 milliards (7,3 %). Ce résultat inclut le produit net de 2,6 milliards que le gouvernement a tiré de la vente du reste de ses actions de Petro-Canada en septembre. La plupart des sources de revenus ont aussi été en hausse, dans la foulée de la croissance de l'économie au cours de 2004. Les charges de programmes ont augmenté de 2,5 milliards (3,3 %), en raison d'une hausse des paiements de transfert découlant principalement des mesures prévues dans les budgets antérieurs en ce qui touche les transferts à d'autres administrations. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,9 milliard de dollars.

Note aux lecteurs : Il faut faire preuve de prudence dans l'interprétation des résultats financiers depuis le début de l'exercice. Ainsi, les interruptions de travail survenues récemment dans la fonction publique fédérale ont eu des répercussions sur les données relatives aux revenus pour septembre et octobre et depuis le début de l'exercice. Dans certains cas, les revenus sont surévalués parce qu'un moins grand nombre de remboursements ont été traités. Les effets de ces interruptions de travail devraient s'estomper au cours des prochains mois, à mesure que l'Agence du revenu du Canada rattrapera le retard accumulé dans le traitement des remboursements. De plus, diverses initiatives stratégiques proposées, notamment les accords conclus récemment entre le gouvernement du Canada et les provinces sur les soins de santé et sur la péréquation et la formule de financement des territoires, seront prises en compte dans les données financières mensuelles seulement lorsqu'une loi habilitante aura reçu la sanction royale.

Octobre 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire en octobre 2004 est estimé à 1,1 milliard de dollars, en hausse par rapport à l'excédent de 159 millions enregistré en octobre 2003.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui ont totalisé 15,5 milliards de dollars, ont augmenté de 1,3 milliard (9,1 %). Cette hausse découle essentiellement de la forte augmentation des rentrées nettes d'impôt des sociétés, qui ont progressé de 1,2 milliard (91,8 %) par rapport au montant de l'an dernier. Les rentrées d'impôt des sociétés sont encore influencées par les récentes interruptions de travail dans la fonction publique. On a également noté des augmentations de 0,4 milliard des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de 0,1 milliard au titre des autres revenus, qui ont été quelque peu neutralisées par un fléchissement de 0,1 milliard des cotisations d'assurance-emploi et de 0,3 milliard des taxes et droits d'accise.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,4 milliard de dollars (5,8 %), surtout à cause d'une augmentation des retenues à la source liée à la progression de l'emploi.

- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont connu une hausse spectaculaire de 1,2 milliard de dollars (91,8 %), en partie à cause des interruptions de travail dans le secteur public. Ainsi, en octobre, les rentrées brutes ont augmenté de 33,5 % tandis que les remboursements chutaient de 44,2 %, ce qui a entraîné une hausse de 91,8 % des rentrées nettes. Une partie de cette hausse sera compensée par une baisse au cours des prochains mois, à mesure que le retard au chapitre du traitement des remboursements sera rattrapé.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont diminué de 0,3 milliard de dollars. Cette baisse est en grande partie imputable aux rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) qui ont reculé de 0,3 milliard (11,1 %), principalement à cause du calendrier des versements. Parmi les autres taxes et droits d'accise, les droits de douane à l'importation ont augmenté de 1,7 %, tandis que les taxes de vente et d'accise ont régressé de 1,3 %.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 11,7 %, en raison de la réduction du taux de cotisation (pour les employés, en 2004, ce taux est de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,10 $ en 2003). Cette réduction a plus que compensé la progression de l'emploi et, par le fait même, celle du nombre de personnes qui versent des cotisations.
- Les autres revenus, qui proviennent des sociétés d'État, de la vente de biens et services ainsi que des opérations de change, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars.

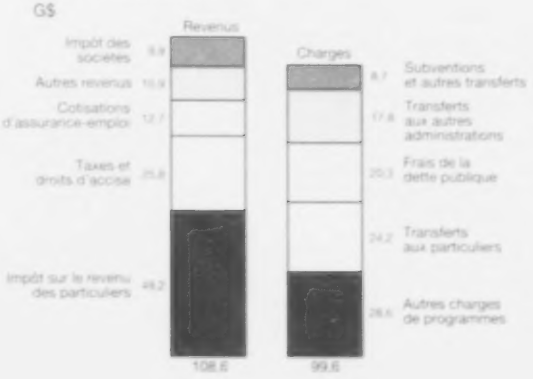
D'une année sur l'autre, les charges de programmes en octobre 2004 se sont chiffrées à 11,6 milliards de dollars, en hausse de 0,8 milliard (7,3 %) par rapport à octobre 2003. La plus grande partie de cette hausse est attribuable à l'augmentation des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (9,8 %) en octobre 2004.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont connu une hausse de 0,2 milliard de dollars d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,9 % en raison d'une valeur moyenne plus élevée des prestations, attribuable à la hausse de l'inflation au début de 2003, et de l'accroissement du nombre de personnes ayant droit aux prestations. Pour leur part, les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 10,3 %, principalement à cause du calendrier des versements en octobre 2004 par rapport au même mois de l'année dernière.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 13,7 %; il s'agit des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), des transferts fiscaux proprement dits et des paiements de remplacement pour les programmes permanents. L'augmentation des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux découle de la hausse de financement prévue dans l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Pour leur part, les transferts fiscaux, qui se composent des droits à péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes, ont connu une hausse globale de 8,1 % par rapport à octobre 2003. Cette hausse découle principalement du recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués dans le cadre du programme de péréquation pendant des exercices antérieurs.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 13,1 %. Cette composante est extrêmement volatile d'un mois à l'autre, en raison du calendrier des paiements. L'estimation des transferts de Ressources humaines et Développement des compétences Canada en octobre est inhabituellement faible, car elle comprend des corrections apportées aux données des mois antérieurs.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 3,1 %, car la baisse des charges des sociétés d'État et de la Défense a été largement compensée par une progression des charges de tous les autres ministères et organismes. Cette composante s'avère elle aussi très volatile d'un mois à l'autre, selon le calendrier des paiements et l'entrée en vigueur des mesures budgétaires.

Revenus et charges
(d'avril à octobre 2004)



Les frais de la dette publique ont diminué de 12,6 %, la réduction de l'encours de la dette portant intérêt ayant plus que compensé les effets de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen applicable à cette dette.

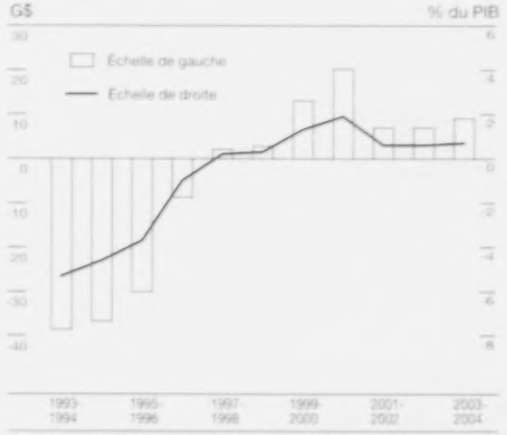
D'avril à octobre 2004 : résultats budgétaires

Au cours des sept premiers mois de l'exercice, on a enregistré un excédent budgétaire de 9,0 milliards de dollars, soit 5,8 milliards de plus que celui de 3,2 milliards déclaré pour la même période en 2003-2004. Cependant, plus de la moitié de cette hausse est attribuable à des facteurs ponctuels.

Les revenus budgétaires, qui ont atteint 108,6 milliards de dollars, ont augmenté de 7,4 milliards (7,3 %). Cette hausse découle de la progression des revenus fiscaux et des autres revenus, y compris le produit de la vente du reste des actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada, qui a toutefois été neutralisée en partie par une baisse des cotisations d'assurance-emploi. Les revenus fiscaux ont augmenté de 6,5 milliards de dollars (7,8 %), mais comme il a été indiqué auparavant, les interruptions de travail dans la fonction publique fédérale ont fait augmenter les revenus fiscaux depuis le début de l'exercice parce que le nombre de remboursements traités a diminué. Cette hausse devrait donc s'estomper en grande partie au cours des prochains mois.

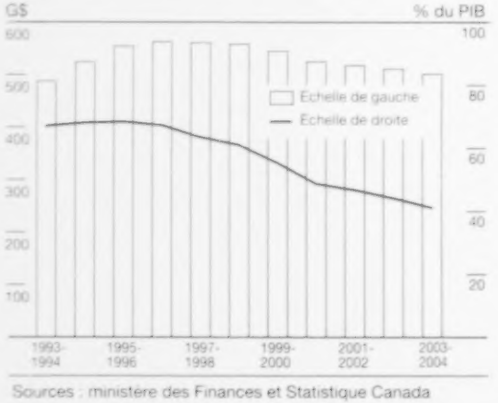
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (6,3 %). Cette hausse d'une année sur l'autre est attribuable principalement à la forte augmentation des retenues à la source sur les revenus d'emploi, ce qui traduit en partie la progression de l'emploi.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont connu une hausse de 2,4 milliards de dollars (22,8 %), en partie à cause de la baisse du nombre de remboursements traités en septembre et en octobre 2004. De plus, le mode de calcul des versements a aussi influé sur ces résultats mensuels. En effet, les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels en fonction de leur impôt à payer pour leur dernière année d'imposition ou de leur obligation fiscale estimative pour l'année en cours, les paiements de règlement étant effectués dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. Étant donné la forte hausse des paiements de règlement en 2003-2004, par suite de l'augmentation des bénéfices des sociétés en 2003, le montant actuel des acomptes provisionnels mensuels illustre plus la hausse de l'impôt payé l'année dernière que celle de l'impôt à payer cette année.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (4,0 %), surtout à cause des revenus tirés de la TPS, qui ont augmenté de 5,6 % par rapport à l'année dernière. Les droits de douane à l'importation ont également progressé (2,2 %), pendant qu'on enregistrait une baisse des revenus tirés des taxes de vente et d'accise (0,2 %) et du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien (1,2 %).
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,9 milliard de dollars (8,4 %).
- Les autres revenus ont progressé de 1,9 milliard de dollars (25,9 %), par suite de la vente par le gouvernement du reste de ses actions de Petro-Canada. Abstraction faite de cette opération, les autres revenus auraient diminué d'une année sur l'autre.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

La revue financière

D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées d'avril à octobre 2004, qui s'établissaient à 79,3 milliards de dollars, ont augmenté de 3,3 %, en raison de paiements de transfert plus élevés. Les frais de la dette publique ont pour leur part diminué de 0,9 milliard de dollars par rapport aux sept premiers mois de 2003-2004.

Les paiements de transfert, qui ont représenté près des deux tiers des charges de programmes, ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (5,4 %).

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,5 milliard de dollars (2,2 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,3 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi demeuraient presque inchangées. En ce qui touche les prestations d'assurance-emploi, la hausse des prestations spéciales (p. ex. les prestations de maladie, de maternité et parentales) ainsi que des prestations d'emploi et des mesures de soutien a été compensée par une diminution des prestations régulières, attribuable à l'amélioration du marché du travail.
- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 1,4 milliard de dollars (8,5 %), à cause de l'augmentation des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux prévue par l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Les transferts fiscaux ont augmenté de 8,5 %, surtout en raison du recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués dans le cadre du programme de péréquation pendant des exercices antérieurs. Ces résultats ne tiennent pas compte des répercussions des ententes conclues par les premiers ministres en 2004 au sujet des soins de santé, de la péréquation et de la formule de financement des territoires. Ces données seront intégrées aux résultats budgétaires mensuels lorsque la loi habilitante aura reçu la sanction royale.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,7 milliard de dollars (8,4 %), surtout en raison de mesures prévues dans les budgets antérieurs.

Les autres charges de programmes ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,2 %), parce qu'une réduction des charges liées aux sociétés d'État a plus que compensé une légère hausse des charges relatives à la défense. Ces charges ne tiennent pas compte des répercussions des récents règlements salariaux au sein de la fonction publique fédérale.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,9 milliard de dollars par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt, qui a plus que compensé les effets d'une hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 1,2 milliard de dollars d'avril à octobre 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes ainsi que des autres activités de l'État, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 7,7 milliards de dollars au cours de la période allant d'avril à octobre, en baisse de 5,7 milliards de dollars par rapport aux besoins enregistrés pour la période correspondante de 2003-2004. Cette diminution est surtout attribuable aux transferts en espèces effectués d'avril à octobre 2003 aux fonds en fiducie établis dans le budget de 2003 pour le supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (2,5 milliards), le Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard), l'Inforoute Santé du Canada (600 millions) et la Fondation canadienne pour l'innovation (500 millions).

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 9,0 milliards de dollars et de besoins nets de 7,7 milliards pour les opérations non budgétaires, le gouvernement a disposé de ressources financières de 1,2 milliard de dollars au cours des sept premiers mois de 2004-2005, alors qu'il avait des besoins nets de 10,2 milliards au cours de la même période l'an dernier.

Activités de financement nettes en baisse de 9,0 milliards de dollars

À la fin d'octobre 2004, le gouvernement avait réduit de 9,0 milliards de dollars l'encours de la dette contractée sur les marchés, essentiellement grâce à la diminution du volume de ses obligations négociables en circulation. Ainsi, compte tenu de la réduction de la dette contractée sur les marchés et des ressources financières de 1,2 milliard, le gouvernement a réduit ses soldes de trésorerie de 7,7 milliards. Le niveau mensuel des soldes de trésorerie varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique de grandes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin du mois d'octobre se chiffraient à 9,5 milliards.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Octobre		D'avril à octobre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	14 190	15 476	101 131	108 563
Charges				
Charges de programmes	-10 788	-11 578	-76 771	-79 280
Frais de la dette publique	-3 243	-2 834	-21 160	-20 309
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	159	1 064	3 200	8 974
Opérations non budgétaires	200	1 145	-13 429	-7 738
Ressources ou besoins financiers	359	2 209	-10 229	1 236
Variation nette dans les activités de financement	-114	1 610	-255	-8 967
Variation nette dans l'encaisse	245	3 819	-10 484	-7 731
Encaisse à la fin de la période			4 217	9 521

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Octobre			D'avril à octobre		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 533	6 910	5,8	46 313	49 229	6,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 308	2 509	91,8	10 366	12 729	22,8
Autres impôts sur le revenu	220	269	22,3	1 570	1 769	12,7
Total des impôts sur le revenu	8 061	9 688	20,2	58 249	63 727	9,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 066	2 726	-11,1	17 055	18 015	5,6
Droits de douane à l'importation	233	237	1,7	1 778	1 818	2,2
Taxes de vente et d'accise	815	804	-1,3	5 685	5 675	-0,2
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	33	48	45,5	245	242	-1,2
Total des taxes et droits d'accise	4 147	3 815	-8,0	24 763	25 750	4,0
Total des revenus fiscaux	12 208	13 503	10,6	83 012	89 477	7,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 167	1 031	-11,7	10 857	9 940	-8,4
Autres revenus	815	942	15,6	7 262	9 146	25,9
Total des revenus budgétaires	14 190	15 476	9,1	101 131	108 563	7,3

Tableau 3

Charges budgétaires

	Octobre			D'avril à octobre		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 271	2 359	3,9	15 595	16 111	3,3
Prestations d'assurance-emploi	1 012	1 116	10,3	8 047	8 051	0,0
Total	3 283	3 475	5,8	23 642	24 162	2,2
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			7 379	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		652			4 565	
Transfert visant la réforme des soins de santé		125			875	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 692	-25		11 842		
Transferts fiscaux	857	926	8,1	6 059	6 571	8,5
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-269	-139	-48,3	-1 475	-1 573	6,6
Total	2 280	2 593	13,7	16 426	17 817	8,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	41	89	117,1	410	321	-21,7
Affaires étrangères	137	203	48,2	967	1 225	26,7
Santé	270	105	-61,1	978	979	0,1
Développement des ressources humaines	133	7	-94,7	766	506	-33,9
Affaires indiennes et du Nord	387	348	-10,1	2 544	2 539	-0,2
Industrie et développement régional	162	208	28,4	875	1 035	18,3
Autres	115	448	289,6	1 470	2 074	41,1
Total	1 245	1 408	13,1	8 010	8 679	8,4
Total des paiements de transfert	6 808	7 476	9,8	48 078	50 658	5,4
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	96	65	-32,3	679	725	6,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	149	165	10,7	1 223	1 200	-1,9
Autres	188	136	-27,7	1 262	1 121	-11,2
Total	433	366	-15,5	3 164	3 046	-3,7
Défense	1 059	1 025	-3,2	6 629	6 680	0,8
Tous les autres ministères et organismes	2 488	2 711	9,0	18 900	18 896	0,0
Total des autres charges de programmes	3 980	4 102	3,1	28 693	28 622	-0,2
Total des charges de programmes	10 788	11 578	7,3	76 771	79 280	3,3
Frais de la dette publique	3 243	2 834	-12,6	21 160	20 309	-4,0
Total des charges budgétaires	14 031	14 412	2,7	97 931	99 589	1,7

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Octobre		D'avril à octobre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	159	1 064	3 200	8 974
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	52	-185	-1 099	-654
Autres activités d'investissement	68	-508	-1 293	-1 590
Comptes de pension et autres comptes	37	-1 358	862	-2 000
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-811	2 462	-14 347	-5 266
Opérations de change	548	487	716	178
Amortissement des immobilisations corporelles	306	247	1 732	1 594
Total des autres activités	43	3 196	-11 899	-3 494
Total des opérations non budgétaires	200	1 145	-13 429	-7 738
Ressources ou besoins financiers nets	359	2 209	-10 229	1 236

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Octobre		D'avril à octobre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	359	2 209	-10 229	1 236
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	578	552	-6 524	-8 926
Bons du Trésor	-400	1 400	7 100	1 800
Obligations d'épargne du Canada	-86	-79	-738	-347
Autres	-1	-1	172	-26
Total	91	1 872	10	-7 499
Emprunts en devises	-207	-260	-255	-1 428
Total	-116	1 612	-245	-8 927
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2	-2	-10	-40
Variation nette dans les activités de financement	-114	1 610	-255	-8 967
Variation dans l'encaisse	245	3 819	-10 484	-7 731

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2004	31 octobre 2004	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 964	71 443	-8 521
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	278 780	269 854	-8 926
Bons du Trésor	113 378	115 178	1 800
Obligations d'épargne du Canada	21 330	20 983	-347
Autres	3 427	3 401	-26
Total partiel	416 915	409 416	-7 499
Payable en devises	20 542	19 114	-1 428
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 774	2 734	-40
Total de la dette non échue	440 231	431 264	-8 967
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 560	128 785	1 225
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	39 367	39 543	176
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 483	4 460	-3 023
Autres comptes de pension et autres comptes	6 488	6 110	-378
Total des comptes de pension et autres comptes	180 898	178 898	-2 000
Total de la dette portant intérêt	621 129	610 162	-10 967
Total du passif	701 093	681 605	-19 488
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	70 921	59 936	-10 985
Comptes d'opérations de change	44 313	44 135	-178
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	29 548	31 138	1 590
Total des actifs financiers	144 782	135 209	-9 573
Dette nette	556 311	546 396	-9 915
Actifs non financiers	54 818	53 877	-941
Dette fédérale (déficit accumulé)	501 493	492 519	-8 974

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Décembre 2004

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Novembre 2004 : excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars a été dégagé en novembre 2004, ce qui représente une hausse par rapport à l'excédent de 0,9 milliard enregistré en novembre 2003. Les revenus ont progressé de 1,8 milliard par rapport à novembre 2003, surtout en raison d'une hausse des rentrées au titre de la taxe sur les produits et services (TPS) et de l'impôt des sociétés. Les charges de programmes ont augmenté de 0,9 milliard et les frais de la dette publique, de 0,1 milliard.

D'avril à novembre 2004 : excédent budgétaire de 10,7 milliards de dollars

L'excédent budgétaire des huit premiers mois de l'exercice 2004-2005 (d'avril à novembre) est évalué à 10,7 milliards de dollars, soit 6,6 milliards de plus que l'excédent enregistré au cours de la même période l'an dernier. Ce résultat tient compte du produit net de 2,6 milliards de dollars tiré de la vente en septembre des dernières actions de Petro-Canada que détenait le gouvernement, de même que des hausses de la plupart des sources de revenu, dans la foulée de la croissance de l'économie en 2004. De plus, les résultats mensuels à ce jour refléteront le coût de certaines initiatives stratégiques proposées, qui totalise 3,9 milliards de dollars, notamment les accords conclus récemment entre le gouvernement du Canada et les provinces sur les soins de santé et la péréquation, seulement lorsque les dispositions législatives habilitantes auront reçu la sanction royale. En outre, les estimations mensuelles n'incluent pas les coûts des projets d'ententes salariales avec les employés du gouvernement fédéral, lesquels seront pris en compte une fois les ententes signées.

Novembre 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire estimatif en novembre 2004 a été de 1,7 milliard de dollars, ce qui représente une hausse par rapport à l'excédent de 0,9 milliard enregistré en novembre 2003.

Les revenus budgétaires pour le mois ont totalisé 16,3 milliards de dollars, soit une hausse de 1,8 milliard, ou 12,5 %, par rapport à novembre 2003. Cette augmentation résulte presque entièrement de la forte poussée des rentrées de TPS et de la nette progression des revenus au titre de l'impôt des sociétés.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 1,7 %, surtout en raison de l'augmentation des retenues à la source, compte tenu de la progression de l'emploi.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont connu une hausse de 0,5 milliard de dollars, ou 27,6 %.

Les résultats de novembre 2004 reflètent les procédures de remise, en vertu desquelles les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels en fonction de l'impôt à payer au cours de la dernière année d'imposition ou de leurs obligations estimatives pour l'année en cours, les paiements de règlement étant effectués dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. Étant donné la forte hausse des paiements de règlement en 2003-2004, attribuables à l'augmentation des bénéfices des sociétés en 2003, les acomptes provisionnels mensuels reflètent la hausse de l'impôt à payer depuis 2002. La progression en novembre est plus faible que la hausse extrêmement importante observée en septembre et en octobre, alors que le traitement des remboursements avait souffert d'un arrêt de travail à l'Agence du revenu du Canada.

- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont progressé de 1,2 milliard de dollars. Cette hausse est presque entièrement attribuable à des rentrées plus élevées de TPS, qui ont grimpé de 1,2 milliard de dollars, ou 56,3 %, en raison d'une croissance des rentrées brutes. Cela reflète partiellement les différences du calendrier de perception par rapport à l'an dernier. À l'échelle de cette composante, les droits de douane à l'importation ont bondi de 47 millions, alors que les taxes de vente et d'accise ainsi que les rentrées au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué.
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 10,9 %, en raison de la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2004 était de 1,98 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 2,10 $ en 2003), ce qui a largement compensé la progression de l'emploi et, par le fait même, du nombre de personnes versant des cotisations. La baisse des cotisations en novembre et leur chute depuis le début de l'année reflètent aussi des facteurs chronologiques ayant trait aux ajustements au titre de l'année précédente qui ont été apportés en décembre 2003. C'est ainsi que le recul, tant mensuel que depuis le début de l'année, des cotisations d'assurance-emploi s'estompera quelque peu jusqu'à la fin de l'exercice.
- Les autres revenus, qui proviennent de sociétés d'État, de la vente de biens et services ainsi que des opérations de change, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 13,2 %. Cette composante est extrêmement volatile d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes en novembre 2004 se sont chiffrées à 11,6 milliards de dollars, en hausse de 0,9 milliard, ou 8,3 % par rapport à novembre 2003. La hausse se répartit également entre les paiements de transfert et les autres charges de programmes.

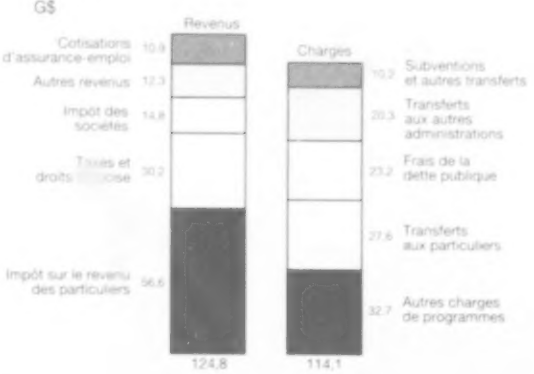
Les paiements de transfert ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 6,1 %, en novembre 2004.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont diminué de 0,1 milliard de dollars d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,1 % en raison d'une moyenne de prestations plus élevée, qui a suivi l'inflation, et de l'accroissement du nombre de personnes ayant droit aux prestations. Les prestations d'assurance-emploi ont chuté de 13,3 % en raison des différences du calendrier des paiements entre octobre et novembre 2004 par rapport aux même mois l'année précédente.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont connu une hausse de 7,6 %. L'augmentation des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux découle de la hausse des fonds prévue dans l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Les transferts fiscaux, qui se composent des droits à péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes, ont augmenté de 1,3 % dans l'ensemble par rapport à novembre 2003.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 28,0 %. Cette composante est extrêmement volatile d'un mois à l'autre en raison principalement du calendrier des paiements.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 12,6 %, car la baisse des charges relatives aux sociétés d'État a été largement compensée par une progression des charges à la Défense et dans tous les autres ministères et organismes. Cette composante s'avère, elle aussi, très volatile d'un mois à l'autre, selon le calendrier des paiements et l'entrée en vigueur des mesures budgétaires.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 4,1 %, surtout en raison de la hausse des paiements d'intérêt sur la dette non contractée sur les marchés.

Revenus et charges
(d'avril à novembre 2004)



D'avril à novembre 2004 : résultats budgétaires

Au cours des huit premiers mois de l'exercice, on a enregistré un excédent budgétaire de 10,7 milliards de dollars, soit 6,6 milliards de plus que celui de 4,1 milliards déclaré pour la même période en 2003-2004.

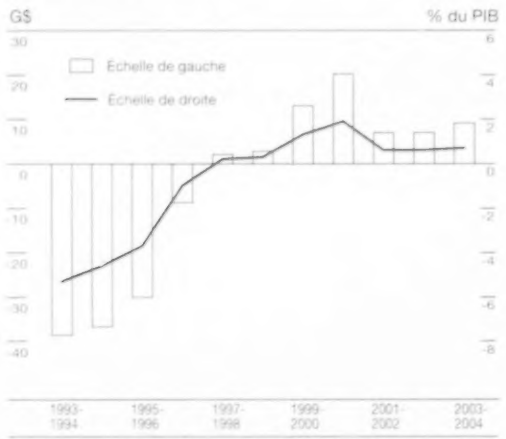
Les revenus budgétaires, qui ont atteint 124,8 milliards de dollars, ont augmenté de 9,2 milliards, ou 8,0 %. Cette hausse découle de la progression des revenus fiscaux et des autres revenus, y compris la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada, ce qui a été neutralisé en partie par une baisse des revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,0 milliards de dollars, ou 5,7 %. Cette hausse d'une année sur l'autre est attribuable principalement à la forte augmentation des retenues à la source sur le revenu d'emploi, ce qui traduit la progression de l'emploi et des revenus.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 2,8 milliards de dollars, ou 23,5 %, surtout en raison des procédures de remise décrites précédemment. La progression des revenus au titre de l'impôt des sociétés devrait s'estomper jusqu'à la fin de l'exercice.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont augmenté de 2,2 milliards de dollars, ou 7,8 %. La quasi-totalité de cette augmentation est attribuable à la croissance des revenus de TPS, qui ont bondi de 11,3 %, notamment en raison du calendrier des remboursements. La progression des remboursements devrait s'accélérer jusqu'à la fin de l'année, reflétant de plus près la hausse des revenus bruts, qui a atteint 6,7 %. Les droits de douane à l'importation ont également progressé (de 4,4 %) pendant que fléchissaient les revenus provenant des taxes de vente et d'accise (de 0,8 %) et du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien (de 2,2 %).
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 1,0 milliard de dollars, ou 8,7 %. Comme mentionné auparavant, la baisse d'une année sur l'autre est partiellement attribuable à des facteurs chronologiques se rapportant à des ajustements visant l'année précédente. La baisse devrait modérer jusqu'à la fin de l'exercice.
- Les autres revenus ont progressé de 2,0 milliards de dollars, ou 24,3 %, ce qui découle de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement. N'eut été cette opération, les autres revenus auraient diminué d'une année sur l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées d'avril à novembre 2004, qui s'établissaient à 90,9 milliards de dollars, ont augmenté de 3,9 %, surtout en raison de paiements de transferts plus élevés. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,7 milliard en raison de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

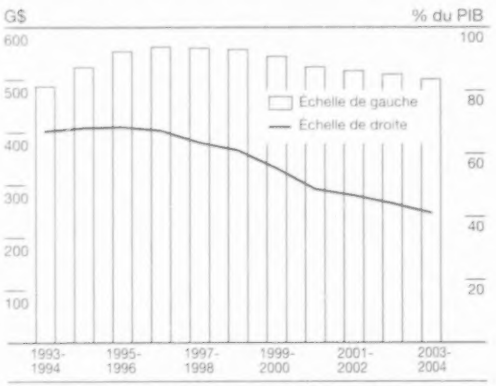
Les paiements de transfert, qui ont représenté près des deux tiers des charges de programmes, ont augmenté de 3,0 milliards de dollars, ou 5,4 %.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 1,6 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,4 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 1,8 %. En ce qui touche les prestations d'assurance-emploi, la hausse des prestations spéciales, par exemple les prestations de maladie, les prestations de maternité et les prestations parentales, de même que les prestations d'emploi et les mesures de soutien, a été plus que compensée par une diminution des prestations régulières attribuable à l'amélioration du marché du travail.
- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 1,6 milliard de dollars, ou 8,4 %, en raison de la majoration des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux, aux termes de l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et d'une hausse des transferts fiscaux. Ces derniers ont grimpé de 7,6 %, surtout en raison du recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués lors d'années antérieures dans le cadre du Programme de péréquation. Ces résultats ne tiennent pas compte des répercussions des ententes conclues par les premiers ministres en 2004 au sujet des soins de santé, de la péréquation et de la formule de financement des territoires. Ces données seront intégrées aux résultats budgétaires mensuels lorsque la loi habilitante aura reçu la sanction royale.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 1,0 milliard de dollars, ou 10,8 %, surtout en raison de mesures prévues dans les budgets antérieurs.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 1,2 %, les charges plus faibles reliées aux sociétés d'État étant plus que compensées par la hausse des charges reliées à la Défense et aux autres ministères et organismes. Ces charges ne tiennent pas compte des répercussions des règlements salariaux proposés au sein de la fonction publique fédérale.

Ressources financières de 7,1 milliards de dollars d'avril à novembre 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes, ainsi que ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 3,6 milliards de dollars au cours de la période allant d'avril à novembre, en baisse de 8,8 milliards de dollars par rapport aux besoins enregistrés pour la période correspondante de 2003-2004. Cette diminution est surtout attribuable à des besoins exceptionnels aux fins des transferts en espèces effectués d'avril à novembre 2003 aux fonds en fiducie établis dans le budget de 2003 au titre du supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (2,5 milliards de dollars), du Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard de dollars), de l'Inforoute Santé du Canada (600 millions de dollars) et de la Fondation canadienne pour l'innovation (500 millions de dollars). Une hausse des transferts aux comptes de pension et aux autres comptes, d'avril à novembre, reflétant les transferts à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, a quelque peu tempéré la baisse des besoins.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 10,7 milliards de dollars et de besoins nets de 3,6 milliards pour les opérations non budgétaires, les ressources financières se sont élevées à 7,1 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de 2004-2005, comparativement à des besoins nets de 8,3 milliards au cours de la même période de l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 8,1 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 7,1 milliards de dollars et 1 milliard de dollars provenant de ses soldes de trésorerie pour amputer de 8,1 milliards sa dette détenue sur les marchés à la fin de novembre 2004, principalement en rachetant des obligations négociables et en réduisant ses emprunts en devises. Le niveau mensuel des soldes de trésorerie varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin du mois de novembre s'élevaient à 16,3 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Novembre		D'avril à novembre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	14 445	16 252	115 575	124 815
Charges				
Charges de programmes	-10 717	-11 606	-87 488	-90 884
Frais de la dette publique	-2 795	-2 909	-23 953	-23 219
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	933	1 737	4 134	10 712
Opérations non budgétaires	989	4 099	-12 432	-3 640
Ressources ou besoins financiers	1 922	5 836	-8 298	7 072
Variation nette dans les activités de financement	6 114	897	5 860	-8 068
Variation nette dans l'encaisse	8 036	6 733	-2 438	-996
Encaisse à la fin de la période			12 259	16 254

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Novembre			D'avril à novembre		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 238	7 359	1,7	53 552	56 589	5,7
Impôt sur le revenu des sociétés	1 636	2 087	27,6	12 002	14 817	23,5
Autres impôts sur le revenu	228	238	4,4	1 798	2 008	11,7
Total des impôts sur le revenu	9 102	9 684	6,4	67 352	73 414	9,0
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 131	3 331	56,3	19 185	21 346	11,3
Droits de douane à l'importation	222	269	21,2	2 000	2 087	4,4
Taxes de vente et d'accise	885	845	-4,5	6 571	6 520	-0,8
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	32	28	-12,5	276	270	-2,2
Total des taxes et droits d'accise	3 270	4 473	36,8	28 032	30 223	7,8
Total des revenus fiscaux	12 372	14 157	14,4	95 384	103 637	8,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 046	932	-10,9	11 903	10 872	-8,7
Autres revenus	1 027	1 163	13,2	8 288	10 306	24,3
Total des revenus budgétaires	14 445	16 252	12,5	115 575	124 815	8,0

Tableau 3

Charges budgétaires

	Novembre			D'avril à novembre		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 260	2 353	4,1	17 856	18 465	3,4
Prestations d'assurance-emploi	1 287	1 116	-13,3	9 334	9 167	-1,8
Total	3 547	3 469	-2,2	27 190	27 632	1,6
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			8 433	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		702			5 267	
Transfert visant la réforme des soins de santé		125			1 000	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 691	-27		13 533	-27	
Transferts fiscaux	865	876	1,3	6 923	7 446	7,6
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-214	-210	-1,9	-1 689	-1 783	5,6
Total	2 342	2 520	7,6	18 767	20 336	8,4
Subventions et autres transferts						
Agriculture	115	251	118,3	524	572	9,2
Affaires étrangères	112	158	41,1	1 080	1 383	28,1
Santé	171	194	13,5	1 150	1 172	1,9
Développement des ressources humaines	129	216	67,4	895	722	-19,3
Affaires indiennes et du Nord	302	352	16,6	2 846	2 891	1,6
Industrie et développement régional	97	143	47,4	972	1 177	21,1
Autres	252	194	-23,0	1 724	2 268	31,6
Total	1 178	1 508	28,0	9 191	10 185	10,8
Total des paiements de transfert	7 067	7 497	6,1	55 148	58 153	5,4
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	130	54	-58,5	809	779	-3,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	146	140	-4,1	1 370	1 340	-2,2
Autres	241	117	-51,5	1 503	1 238	-17,6
Total	517	311	-39,8	3 682	3 357	-8,8
Défense	851	1 030	21,0	7 480	7 711	3,1
Tous les autres ministères et organismes	2 282	2 768	21,3	21 178	21 663	2,3
Total des autres charges de programmes	3 650	4 109	12,6	32 340	32 731	1,2
Total des charges de programmes	10 717	11 606	8,3	87 488	90 884	3,9
Frais de la dette publique	2 795	2 909	4,1	23 953	23 219	-3,1
Total des charges budgétaires	13 512	14 515	7,4	111 441	114 103	2,4

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Novembre		D'avril à novembre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	933	1 737	4 134	10 712
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-154	-180	-1 253	-836
Autres activités d'investissement	78	-235	-1 215	-1 825
Comptes de pension et autres comptes	-766	-483	98	-2 486
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	1 425	907	-12 916	-4 356
Opérations de change	186	3 866	902	4 045
Amortissement des immobilisations corporelles	220	224	1 952	1 818
Total des autres activités	1 831	4 997	-10 062	1 507
Total des opérations non budgétaires	989	4 099	-12 432	-3 640
Ressources ou besoins financiers nets	1 922	5 836	-8 298	7 072

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Novembre		D'avril à novembre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	1 922	5 836	-8 298	7 072
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-494	1 005	-7 017	-7 921
Bons du Trésor	7 750	5 050	14 850	6 850
Obligations d'épargne du Canada	-841	-1 357	-1 578	-1 704
Autres	-1	-1	171	-27
Total	6 414	4 697	6 426	-2 802
Emprunts en devises	-317	-3 831	-573	-5 257
Total	6 097	866	5 853	-8 059
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	17	31	7	-9
Variation nette dans les activités de financement	6 114	897	5 860	-8 068
Variation dans l'encaisse	8 036	6 733	-2 438	-996

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2004	30 novembre 2004	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 964	73 578	-6 386
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	278 780	270 859	-7 921
Bons du Trésor	113 378	120 228	6 850
Obligations d'épargne du Canada	21 330	19 626	-1 704
Autres	3 427	3 400	-27
Total partiel	416 915	414 113	-2 802
Payable en devises	20 542	15 285	-5 257
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 774	2 765	-9
Total de la dette non échue	440 231	432 163	-8 068
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 560	128 967	1 407
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	39 367	39 568	201
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 483	3 783	-3 700
Autres comptes de pension et autres comptes	6 488	6 096	-392
Total des comptes de pension et autres comptes	180 898	178 412	-2 486
Total de la dette portant intérêt	621 129	610 575	-10 554
Total du passif	701 093	684 153	-16 940
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	70 921	67 897	-3 024
Comptes d'opérations de change	44 312	40 268	-4 045
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	29 548	31 373	1 825
Total des actifs financiers	144 781	139 537	-5 244
Dette nette	556 311	544 616	-11 695
Actifs non financiers	54 817	53 834	-983
Dette fédérale (déficit accumulé)	501 494	490 782	-10 712

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Janvier 2005

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2004 : excédent budgétaire de 280 millions de dollars

Un excédent budgétaire de 280 millions de dollars a été dégagé en décembre 2004, ce qui représente une baisse par rapport à l'excédent de 3,2 milliards enregistré en décembre 2003. Les revenus ont diminué de 2,0 milliards par rapport à décembre 2003 en raison d'une réduction importante des rentrées d'impôt des sociétés. Cette baisse marquée, combinée à la réduction de l'excédent de décembre 2004, reflète en bonne partie le fait que, en décembre 2004, les revenus des entreprises ont reculé à des niveaux plus courants par rapport à leur ampleur inusitée en décembre 2003. L'importance des rentrées d'impôt des sociétés est liée aux versements finals élevés effectués par plusieurs institutions financières au titre de leurs gains de change en 2003. Les charges de programmes ont augmenté de 1,2 milliard de dollars en décembre, tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard.

D'avril à décembre 2004 : excédent budgétaire de 11,0 milliards de dollars

L'excédent budgétaire des neuf premiers mois de l'exercice 2004-2005 (d'avril à décembre) est évalué à 11,0 milliards de dollars, soit 3,7 milliards de plus que l'excédent enregistré au cours de la même période en 2003-2004. Ce résultat tient compte du produit net de 2,6 milliards de dollars au titre de la vente en septembre des dernières actions de Petro-Canada que détenait le gouvernement, de même que des hausses de la plupart des sources de revenu, dans la foulée de la croissance de l'économie en 2004. Les résultats mensuels à ce jour ne refléteront le coût de certaines initiatives stratégiques proposées, qui totalise 3,9 milliards de dollars, notamment les accords conclus récemment entre le gouvernement du Canada et les provinces sur les soins de santé et la péréquation, que lorsque les dispositions législatives habilitantes auront reçu la sanction royale. En outre, les estimations mensuelles n'incluent pas les coûts des récentes ententes salariales avec les employés du gouvernement fédéral, lesquels seront reflétés dans les résultats mensuels lorsque les ententes connexes entreront en vigueur.

Décembre 2004 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire estimatif de décembre 2004 s'établit à 280 millions de dollars, ce qui représente une baisse par rapport à l'excédent de 3,2 milliards affiché en décembre 2003.

Les revenus budgétaires pour le mois ont totalisé 15,6 milliards de dollars, soit une baisse de 2,0 milliards, ou 11,2 %, par rapport à décembre 2003. La diminution est presque entièrement attribuable à la forte chute des rentrées d'impôt des sociétés.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 6,1 %, surtout en raison de l'augmentation des retenues à la source, compte tenu de la progression de l'emploi.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont baissé de 2,5 milliards de dollars, ou 48,4 %, ce qui reflète le niveau exceptionnel des rentrées en décembre 2003. Plusieurs institutions financières ont effectué d'importants versements finals en décembre 2003 au titre de leurs gains de change ponctuels au cours de l'année d'imposition 2003. Au cours des derniers mois de l'exercice, la hausse des rentrées d'impôt des sociétés d'une année sur l'autre devrait refléter plus fidèlement l'évolution des bénéfices des entreprises.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars. Cette baisse est presque entièrement attribuable à des rentrées plus faibles de la taxe sur les produits et services (TPS), qui ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 2,2 %, surtout en raison d'une croissance des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 10 millions de dollars, tandis que les taxes de vente et d'accise et les rentrées au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué, au total, de 26 millions de dollars.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont grimpé de 29,4 %, ce qui traduit les ajustements de fin d'année appliqués en décembre 2003.
- Les autres revenus, qui proviennent de sociétés d'État, de la vente de biens et services ainsi que des opérations de change, ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 12,5 %. Cette composante est volatile d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes en décembre 2004 se sont chiffrées à 12,7 milliards de dollars, soit une hausse de 1,2 milliard, ou 10,3 %, par rapport à décembre 2003. La progression est surtout attribuable à l'augmentation des autres dépenses de programmes.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 1,9 %, en décembre 2004.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 0,9 % d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,4 % en raison d'une moyenne de prestations plus élevée, qui a suivi l'inflation, et de l'accroissement du nombre de personnes ayant droit aux prestations. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 5,4 % en raison de la baisse du nombre de chômeurs et des différences du calendrier des paiements entre novembre et décembre 2004 par rapport aux mêmes mois en 2003.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Transfert visant la réforme des soins de santé), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont connu une hausse de 10,5 %. L'augmentation des transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux découle de la hausse des fonds prévue dans l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé. Les transferts fiscaux, qui se composent des droits à péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et des recouvrements ayant trait aux allocations aux jeunes, ont augmenté de 14,6 % dans l'ensemble par rapport à décembre 2003, surtout en raison de l'incidence du recouvrement, en 2003-2004, de montants payés en trop au cours des années antérieures.
- Les subventions et autres transferts ont diminué de 7,8 %. Cette composante est volatile d'un mois à l'autre, surtout en raison du calendrier des paiements.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 26,8 % en raison de la hausse des charges relatives aux sociétés d'État et à la Défense, de même que dans tous les autres ministères et organismes. Les charges de la Défense ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 70,8 %, en raison de rajustements d'exercice ponctuels ayant trait à la mesure et à la passation en charges des stocks et des immobilisations. Cette composante est aussi fort volatile d'un mois à l'autre, ce qui reflète le calendrier des paiements et l'entrée en vigueur des mesures budgétaires.

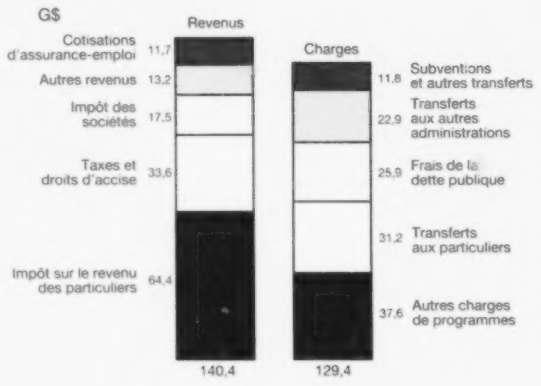
Les frais de la dette publique ont diminué de 8,2 % à cause de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

D'avril à décembre 2004 : résultats budgétaires

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, on a enregistré un excédent budgétaire de 11,0 milliards de dollars, soit 3,7 milliards de plus que celui de 7,3 milliards déclaré pour la même période en 2003-2004.

Les revenus budgétaires, qui ont atteint 140,4 milliards de dollars, ont augmenté de 7,3 milliards, ou 5,5 %. Cette hausse découle de la progression des revenus fiscaux et des autres revenus, y compris le produit de 2,6 milliards de dollars de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada, ce qui a été neutralisé en partie par une baisse des revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi.

Revenus et charges
(d'avril à décembre 2004)



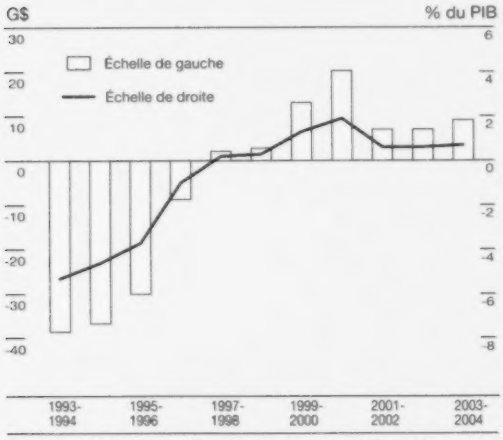
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,5 milliards de dollars, ou 5,7 %. Cette hausse d'une année sur l'autre est attribuable principalement à la forte augmentation des retenues à la source sur le revenu d'emploi, ce qui traduit la progression de l'emploi et des revenus.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont connu une hausse de 0,3 milliard de dollars, ou 1,8 %. Il s'agit d'un important revirement par rapport aux résultats de l'exercice en date de novembre 2004, tandis que les revenus ont augmenté de 2,8 milliards, ou 23,5 %, ce qui reflète l'ampleur des versements finals de décembre 2003, dont il a été question auparavant. Abstraction faite de ces paiements finals élevés, les rentrées sous-jacentes d'impôt des sociétés pour l'exercice à ce jour ont augmenté de quelque 19 %, ce qui correspond à la hausse des bénéfices des sociétés.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont augmenté de 2,1 milliards de dollars, ou 6,8 %. La quasi-totalité de cette augmentation est attribuable à la croissance des revenus de la TPS, qui ont bondi de 9,8 %, notamment en raison de la faiblesse des remboursements pour l'exercice à ce jour. La progression des remboursements de la TPS devrait s'accélérer jusqu'à la fin de l'année, reflétant de plus près la hausse des revenus bruts, qui a atteint 6,1 %. Les droits de douane à l'importation ont également progressé (de 4,4 %), tandis que fléchissaient les revenus provenant des taxes de vente et d'accise (de 0,9 %) et du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien (de 4,5 %).
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,8 milliard de dollars, ou 6,7 %. La baisse de ces revenus pour l'exercice a ce jour découle en partie des ajustements d'exercice positifs opérés entre avril et décembre 2003 et qui ont été renversés en janvier 2004. La baisse des revenus devrait donc modérer pendant le reste de l'exercice.
- Les autres revenus ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 21,5 %, en raison de la vente des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement. N'eut été cette opération, les autres revenus auraient diminué d'une année sur l'autre.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées d'avril à décembre 2004, qui s'établissaient à 103,6 milliards de dollars, ont augmenté de 4,6 %, surtout en raison de paiements de transferts plus élevés. Les frais de la dette publique ont reculé de 1,0 milliard à cause de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette.

Les paiements de transfert, qui ont représenté environ les deux tiers des charges de programmes, ont augmenté de 3,2 milliards de dollars, ou 5,0 %.

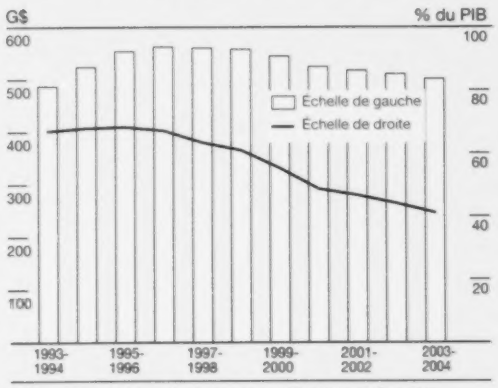
- Les transferts aux particuliers ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 1,5 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,5 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,2 %. Quant aux prestations d'assurance-emploi, la hausse des prestations spéciales, par exemple les prestations de maladie, les prestations de maternité et les prestations parentales, de même que la prestation d'emploi et les mesures de soutien, a été plus que compensée par une diminution des prestations régulières attribuable à l'amélioration du marché du travail.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les transferts aux autres administrations ont connu une hausse de 1,8 milliard de dollars, ou 8,6 %, en raison de la majoration des transferts pour la santé et les autres programmes sociaux, aux termes de l'Accord de février 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et d'une hausse des transferts fiscaux. Ces derniers ont grimpé de 8,4 %, surtout en raison du recouvrement, en 2003-2004, de paiements en trop effectués lors d'années antérieures dans le cadre du Programme de péréquation. Ces résultats ne tiennent pas compte des répercussions des ententes conclues par les premiers ministres en 2004 au sujet des soins de santé, de la péréquation et de la formule de financement des territoires. Ces données seront intégrées aux résultats budgétaires mensuels lorsque la loi habilitante aura reçu la sanction royale.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,9 milliard de dollars, ou 7,9 %, surtout en raison de mesures prévues dans les budgets antérieurs.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 3,9 %, les charges plus faibles reliées aux sociétés d'État étant plus que compensées par la hausse des charges reliées à la Défense et aux autres ministères et organismes. Les charges de la Défense ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 10,6 %, en raison de rajustements d'exercice ponctuels ayant trait à la mesure et à la passation en charges des stocks et des immobilisations. Les autres charges de programmes ne tiennent pas compte de l'incidence des récents accords salariaux conclus dans le secteur public fédéral.

Ressources financières de 6,4 milliards de dollars d'avril à décembre 2004

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), des comptes de pension et autres comptes, ainsi que ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,6 milliards de dollars pour la période allant d'avril à décembre, soit une baisse de 8,2 milliards de dollars par rapport aux besoins enregistrés pour la période correspondante de 2003-2004. Cette diminution est surtout attribuable à des besoins exceptionnels aux fins des transferts en espèces effectués d'avril à décembre 2003 aux fonds en fiducie établis dans le budget de 2003 au titre du supplément en espèces du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (2,5 milliards de dollars), du Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard de dollars), de l'Inforoute Santé du Canada (600 millions de dollars) et de la Fondation canadienne pour l'innovation (500 millions de dollars). Ce redressement a été quelque peu tempéré par une hausse des besoins financiers au titre des comptes de pension et autres comptes d'avril à décembre, ce qui traduit les paiements versés à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 11,0 milliards de dollars et de besoins nets de 4,6 milliards pour les opérations non budgétaires, les ressources financières se sont élevées à 6,4 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2004-2005, comparativement à des besoins de 5,5 milliards au cours de la même période en 2003-2004.

Activités nettes de financement en baisse de 19,6 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 6,4 milliards de dollars et de 13,2 milliards de dollars provenant de ses soldes de trésorerie pour réduire de 19,6 milliards sa dette détenue sur les marchés à la fin de décembre 2004, principalement en rachetant des bons du Trésor et en réduisant ses emprunts en devises. Le niveau mensuel des soldes de trésorerie varie en fonction de différents facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin du mois de décembre s'élevaient à 4,0 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Décembre		D'avril à décembre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	17 551	15 584	133 127	140 400
Charges				
Charges de programmes	-11 481	-12 665	-98 968	-103 551
Frais de la dette publique	-2 874	-2 639	-26 828	-25 858
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 196	280	7 331	10 991
Opérations non budgétaires	-361	-948	-12 794	-4 583
Ressources ou besoins financiers	2 835	-668	-5 463	6 408
Variation nette dans les activités de financement	-7 814	-11 562	-1 954	-19 630
Variation nette dans l'encaisse	-4 979	-12 230	-7 417	-13 222
Encaisse à la fin de la période			7 281	4 024

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Décembre			D'avril à décembre		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 387	7 835	6,1	60 938	64 424	5,7
Impôt sur le revenu des sociétés	5 191	2 680	-48,4	17 193	17 497	1,8
Autres impôts sur le revenu	227	284	25,1	2 024	2 292	13,2
Total des impôts sur le revenu	12 805	10 799	-15,7	80 155	84 213	5,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 258	2 208	-2,2	21 443	23 554	9,8
Droits de douane à l'importation	222	232	4,5	2 222	2 319	4,4
Taxes de vente et d'accise	893	875	-2,0	7 464	7 394	-0,9
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	36	28	-22,2	312	298	-4,5
Total des taxes et droits d'accise	3 409	3 343	-1,9	31 441	33 565	6,8
Total des revenus fiscaux	16 214	14 142	-12,8	111 596	117 778	5,5
Cotisations d'assurance-emploi	649	840	29,4	12 552	11 713	-6,7
Autres revenus	688	602	-12,5	8 979	10 909	21,5
Total des revenus budgétaires	17 551	15 584	-11,2	133 127	140 400	5,5

Tableau 3
Charges budgétaires

	Décembre			D'avril à décembre		
	2003	2004	Variation	2003-2004	2004-2005	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 268	2 367	4,4	20 123	20 832	3,5
Prestations d'assurance-emploi	1 268	1 200	-5,4	10 602	10 367	-2,2
Total	3 536	3 567	0,9	30 725	31 199	1,5
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé		1 054			9 488	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux		658			5 925	
Transfert visant la réforme des soins de santé		125			1 125	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 692	-29		15 225	-56	
Transferts fiscaux	879	1 007	14,6	7 801	8 454	8,4
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-214	-210	-1,9	-1 902	-1 993	4,8
Total	2 357	2 605	10,5	21 124	22 943	8,6
Subventions et autres transferts						
Agriculture	432	108	-75,0	956	680	-28,9
Affaires étrangères	224	316	41,1	1 304	1 699	30,3
Santé	83	87	4,8	1 232	1 259	2,2
Développement des ressources humaines	92	64	-30,4	987	786	-20,4
Affaires indiennes et du Nord	340	380	11,8	3 187	3 271	2,6
Industrie et développement régional	129	213	65,1	1 101	1 390	26,2
Autres	412	410	-0,5	2 132	2 678	25,6
Total	1 712	1 578	-7,8	10 899	11 763	7,9
Total des paiements de transfert	7 605	7 750	1,9	62 748	65 905	5,0
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	72	93	29,2	881	872	-1,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	171	175	2,3	1 541	1 515	-1,7
Autres	229	283	23,6	1 733	1 522	-12,2
Total	472	551	16,7	4 155	3 909	-5,9
Défense	931	1 590	70,8	8 410	9 299	10,6
Tous les autres ministères et organismes	2 473	2 774	12,2	23 655	24 438	3,3
Total des autres charges de programmes	3 876	4 915	26,8	36 220	37 646	3,9
Total des charges de programmes	11 481	12 665	10,3	98 968	103 551	4,6
Frais de la dette publique	2 874	2 639	-8,2	26 828	25 858	-3,6
Total des charges budgétaires	14 355	15 304	6,6	125 796	129 409	2,9

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Décembre		D'avril à décembre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 196	280	7 331	10 991
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-171	-169	-1 424	-1 003
Autres activités d'investissement	-232	-46	-1 447	-1 871
Comptes de pension et autres comptes	326	640	423	-1 845
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-1 562	-1 797	-14 479	-6 151
Opérations de change	1 063	-86	1 965	3 959
Amortissement des immobilisations corporelles	215	510	2 168	2 328
Total des autres activités	-284	-1 373	-10 346	136
Total des opérations non budgétaires	-361	-948	-12 794	-4 583
Ressources ou besoins financiers nets	2 835	-668	-5 463	6 408

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Décembre		D'avril à décembre	
	2003	2004	2003-2004	2004-2005
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	2 835	-668	-5 463	6 408
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-5 136	-7 989	-12 154	-15 911
Bons du Trésor	-2 650	-3 200	12 200	3 650
Obligations d'épargne du Canada	12	-165	-1 566	-1 868
Autres	-80	0	91	-27
Total	-7 854	-11 354	-1 429	-14 155
Emprunts en devises	66	-285	-507	-5 543
Total	-7 788	-11 639	-1 936	-19 699
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-26	77	-18	68
Variation nette dans les activités de financement	-7 814	-11 562	-1 954	-19 630
Variation dans l'encaisse	-4 979	-12 230	-7 417	-13 222

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2004	31 décembre 2004	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	79 964	70 134	-9 830
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	278 780	262 870	-15 911
Bons du Trésor	113 378	117 028	3 650
Obligations d'épargne du Canada	21 330	19 462	-1 868
Autres	3 427	3 400	-27
Total partiel	416 915	402 760	-14 155
Payable en devises	20 542	14 999	-5 543
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 774	2 842	68
Total de la dette non échue	440 231	420 601	-19 630
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 560	129 419	1 859
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	39 367	39 593	226
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	7 483	4 006	-3 477
Autres comptes de pension et autres comptes	6 488	6 035	-453
Total des comptes de pension et autres comptes	180 898	179 053	-1 845
Total de la dette portant intérêt	621 129	599 654	-21 475
Total du passif	701 093	669 788	-31 305
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	70 921	54 020	-16 902
Comptes d'opérations de change	44 312	40 353	-3 959
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	29 548	31 419	1 871
Total des actifs financiers	144 781	125 792	-18 990
Dette nette	556 311	543 996	-12 316
Actifs non financiers	54 817	53 492	-1 325
Dette fédérale (déficit accumulé)	501 494	490 503	-10 991

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Février 2005